

OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Canada Labour Code Part I

Code canadien du travail Partie I

R.S., 1985, c. L-2

L.R. (1985), ch. L-2



WARNING NOTE

· Users of this office consolidation are reminded that it is prepared for convenience of reference only and that, as such, it has no official sanction.

AVERTISSEMENT

La présente codification administrative n'est préparée que pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle.

[©]Her Majesty the Queen in Right of Canada, represented by the Minister of Public Works and Government Services, 2000.

Cat. No: YX76-L2-1/2000 ISBN 0-660-61617-3

Available through your local book seller or through Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario KIA OS9

Telephone: (819) 956-4800 Fax: (819) 994-1498 Orders only: 1-800-635-7943

Internet: http://publications.pwgsc.gc.ca

[©]Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux, 2000.

N° cat. : YX76-L2-1/2000 ISBN 0-660-61617-3

En vente chez votre libraire local ou auprès des Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario) KIA OS9

Téléphone : (819) 956-4800 Télécopieur : (819) 994-1498

Commandes seulement: 1-800-635-7943 Internet: http://publications.tpsgc.gc.ca



CHAPTER L-2

An Act to consolidate certain statutes respecting labour

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Labour Code*.

R.S., c. L-1, s. 1.

2. In this Act.

INTERPRETATION

Definitions

"federal work, undertaking or business" «entreprises fédérales» "federal work, undertaking or business" means any work, undertaking or business that is within the legislative authority of Parliament, including, without restricting the generality of the foregoing,

(a) a work, undertaking or business operated or carried on for or in connection with navigation and shipping, whether inland or maritime, including the operation of ships and transportation by ship anywhere in Canada,

(b) a railway, canal, telegraph or other work or undertaking connecting any province with any other province, or extending beyond the limits of a province,

- (c) a line of ships connecting a province with any other province, or extending beyond the limits of a province,
- (d) a ferry between any province and any other province or between any province and any country other than Canada,
- (e) aerodromes, aircraft or a line of air transportation,
- (f) a radio broadcasting station,

CHAPITRE L-2

Loi assemblant diverses lois relatives au travail

TITRE ABRÉGÉ

1. Code canadien du travail.

S.R., ch. L-1, art. 1.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«entreprises fédérales» Les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs d'activité qui relèvent de la compétence législative du Parlement, notamment :

- a) ceux qui se rapportent à la navigation et aux transports par eau, entre autres à ce qui touche l'exploitation de navires et le transport par navire partout au Canada;
- b) les installations ou ouvrages, entre autres, chemins de fer, canaux ou liaisons télégraphiques, reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province, et les entreprises correspondantes;
- c) les lignes de transport par bateaux à vapeur ou autres navires, reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province;
- d) les passages par eaux entre deux provinces ou entre une province et un pays étranger;
- e) les aéroports, aéronefs ou lignes de transport aérien;
- f) les stations de radiodiffusion;

Titre abrégé

Définitions

«entreprises fédérales» "federal work, undertaking or business"

- (g) a bank or an authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the Bank Act.
- (h) a work or undertaking that, although wholly situated within a province, is before or after its execution declared by Parliament to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more of the provinces,
- (i) a work, undertaking or business outside the exclusive legislative authority of the legislatures of the provinces, and
- (j) a work, undertaking or activity in respect of which federal laws within the meaning of section 2 of the *Oceans Act* apply pursuant to section 20 of that Act and any regulations made pursuant to paragraph 26(1)(k) of that Act;

"Minister" «ministre»

"Minister" means the Minister of Labour.

R.S., 1985, c. L-2, s. 2; 1990, c. 44, s. 17; 1996, c. 31, s. 89; 1999, c. 28, s. 169.

- g) les banques et les banques étrangères autorisées, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*:
- h) les ouvrages ou entreprises qui, bien qu'entièrement situés dans une province, sont, avant ou après leur réalisation, déclarés par le Parlement être à l'avantage général du Canada ou de plusieurs provinces;
- i) les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs d'activité ne ressortissant pas au pouvoir législatif exclusif des législatures provinciales;
- j) les entreprises auxquelles les lois fédérales, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les océans*, s'appliquent en vertu de l'article 20 de cette loi et des règlements d'application de l'alinéa 26(1)k) de la même loi.

«ministre» Le ministre du Travail.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 2; 1990, ch. 44, art. 17; 1996, ch. 31, art. 89; 1999, ch. 28, art. 169.

«ministre» "Minister"

Préambule

PART I

INDUSTRIAL RELATIONS

Preamble

WHEREAS there is a long tradition in Canada of labour legislation and policy designed for the promotion of the common well-being through the encouragement of free collective bargaining and the constructive settlement of disputes;

AND WHEREAS Canadian workers, trade unions and employers recognize and support freedom of association and free collective bargaining as the bases of effective industrial relations for the determination of good working conditions and sound labour-management relations;

AND WHEREAS the Government of Canada has ratified Convention No. 87 of the International Labour Organization concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organize and has assumed international reporting responsibilities in this regard;

AND WHEREAS the Parliament of Canada desires to continue and extend its support to labour and management in their cooperative efforts to develop good relations and constructive collective bargaining practices, and deems the development of good industrial relations to be in the best interests

PARTIE I

RELATIONS DU TRAVAIL

Attendu:

qu'il est depuis longtemps dans la tradition canadienne que la législation et la politique du travail soient conçues de façon à favoriser le bien-être de tous par l'encouragement de la pratique des libres négociations collectives et du règlement positif des différends;

que les travailleurs, syndicats et employeurs du Canada reconnaissent et soutiennent que la liberté syndicale et la pratique des libres négociations collectives sont les fondements de relations du travail fructueuses permettant d'établir de bonnes conditions de travail et de saines relations entre travailleurs et employeurs;

que le gouvernement du Canada a ratifié la Convention n° 87 de l'Organisation internationale du travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical et qu'il s'est engagé à cet égard à présenter des rapports à cette organisation;

que le Parlement du Canada désire continuer et accentuer son appui aux efforts conjugués des

....

Definitions

"arbitration

d'arbitrage»

"arbitrator"

«arhitre»

board'

«conseil

of Canada in ensuring a just share of the fruits of progress to all;

Now Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1972, c. 18, Preamble.

travailleurs et du patronat pour établir de bonnes relations et des méthodes de règlement positif des différends, et qu'il estime que l'établissement de bonnes relations du travail sert l'intérêt véritable du Canada en assurant à tous une juste part des fruits du progrès,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada. édicte :

1972, ch. 18, préambule.

Définitions et interprétation

- 3. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.
- « agent de police privé » Personne nommée à titre d'agent de police aux termes de la partie III de la Loi sur les transports au Canada.

«agent négociateur»

- a) Syndicat accrédité par le Conseil et représentant à ce titre une unité de négociation, et dont l'accréditation n'a pas été révoquée;
- b) tout autre syndicat ayant conclu, pour le compte des employés d'une unité de négociation, une convention collective:
 - (i) soit qui n'est pas expirée,
 - (ii) soit à l'égard de laquelle il a transmis à l'employeur, en application du paragraphe 49(1), un avis de négociation collective.

«arbitre» Arbitre unique choisi par les parties à une convention collective ou nommé par le ministre en application de la présente partie.

« commissaire-conciliateur » Personne nommée par le ministre en application de l'alinéa 72(1)b).

« commission de conciliation » Commission de conciliation constituée par le ministre en vertu de l'alinéa 72(1)c).

«conciliateur» Personne nommée par le ministre en application de l'alinéa 72(1)a).

- « Conseil » Le Conseil canadien des relations industrielles constitué par l'article 9.
- «conseil d'arbitrage» Conseil d'arbitrage constitué aux termes d'une convention collective ou d'un accord intervenu entre les parties à une convention collective, y compris celui dont le président

Définitions

« agent de police privé » "private constable"

«agent négociateur» "bargaining agent"

"bargaining agent" «agent négociateur» Interpretation

3. (1) In this Part,

"arbitration board" means an arbitration board constituted by or pursuant to a collective agreement or by agreement between the parties to a collective agreement and includes an arbitration board the chairperson of which is appointed by the Minister under this Part:

"arbitrator" means a sole arbitrator selected by the parties to a collective agreement or appointed by the Minister under this Part;

"bargaining agent" means

- (a) a trade union that has been certified by the Board as the bargaining agent for the employees in a bargaining unit and the certification of which has not been revoked, or
- (b) any other trade union that has entered into a collective agreement on behalf of the employees in a bargaining unit
 - (i) the term of which has not expired, or
 - (ii) in respect of which the trade union has, by notice given pursuant to subsection 49(1), required the employer to commence collective bargaining;

"bargaining unit" means a unit

- (a) determined by the Board to be appropriate for collective bargaining, or
- (b) to which a collective agreement applies;

"Board" « Conseil » "collective

agreement

collective»

«convention

"bargaining unit"

négociation»

«unité de

"Board" means the Canada Industrial Relations Board established by section 9; "collective agreement" means an agreement in

writing entered into between an employer and a bargaining agent containing provisions respecting terms and conditions of employment and related matters:

«conciliateur» "conciliation officer" « Conseil » "Board"

board"

«arbitre»

"arbitrator"

« commissaire-

conciliateur »

"conciliation

« commission

conciliation »

"conciliation

commissioner"

«conseil d'arbitrage» "arbitration board

"conciliation board" « commission de conciliation » "conciliation

tion »
"conciliation
commissioner"
« commissaireconciliateur »

"conciliation officer" "conciliateur"

"dependent contractor" « entrepreneur dépendant » "conciliation board" means a board established by the Minister under paragraph 72(1)(c);

"conciliation commissioner" means a person appointed by the Minister under paragraph 72(1)(b);

"conciliation officer" means a person appointed by the Minister under paragraph 72(1)(a);

"dependent contractor" means

(a) the owner, purchaser or lessee of a vehicle used for hauling, other than on rails or tracks, livestock, liquids, goods, merchandise or other materials, who is a party to a contract, oral or in writing, under the terms of which they are

(i) required to provide the vehicle by means of which they perform the contract and to operate the vehicle in accordance with the contract, and

(ii) entitled to retain for their own use from time to time any sum of money that remains after the cost of their performance of the contract is deducted from the amount they are paid, in accordance with the contract, for that performance,

(b) a fisher who, pursuant to an arrangement to which the fisher is a party, is entitled to a percentage or other part of the proceeds of a joint fishing venture in which the fisher participates with other persons, and

(c) any other person who, whether or not employed under a contract of employment, performs work or services for another person on such terms and conditions that they are, in relation to that other person, in a position of economic dependence on, and under an obligation to perform duties for, that other person;

"dispute" means a dispute arising in connection with the entering into, renewing or revising of a collective agreement, in respect of which notice may be given to the Minister under section 71;

"employee" means any person employed by an employer and includes a dependent contractor and a private constable, but does not include a person who performs management functions or is employed in a confidential capacity in matters relating to industrial relations; est nommé par le ministre en application de la présente partie.

«convention collective» Convention écrite conclue entre un employeur et un agent négociateur et renfermant des dispositions relatives aux conditions d'emploi et à des questions connexes.

«différend» Différend survenant à l'occasion de la conclusion, du renouvellement ou de la révision d'une convention collective et pouvant faire l'objet de l'avis prévu à l'article 71.

«employé» Personne travaillant pour un employeur; y sont assimilés les entrepreneurs dépendants et les agents de police privés. Sont exclus du champ d'application de la présente définition les personnes occupant un poste de direction ou un poste de confiance comportant l'accès à des renseignements confidentiels en matière de relations du travail.

«employeur» Quiconque:

a) emploie un ou plusieurs employés;

b) dans le cas d'un entrepreneur dépendant, a avec celui-ci des liens tels, selon le Conseil, que les modalités de l'entente aux termes de laquelle celui-ci lui fournit ses services pourrait faire l'objet d'une négociation collective.

«entrepreneur dépendant» Selon le cas :

a) le propriétaire, l'acheteur ou le locataire d'un véhicule destiné au transport, sauf par voie ferrée, du bétail, de liquides ou de tous autres produits ou marchandises qui est partie à un contrat, verbal ou écrit, aux termes duquel :

(i) il est tenu de fournir le véhicule servant à son exécution et de s'en servir dans les conditions qui y sont prévues,

(ii) il a droit de garder pour son usage personnel le montant qui lui reste une fois déduits ses frais sur la somme qui lui est versée pour son exécution;

b) le pêcheur qui a droit, dans le cadre d'une entente à laquelle il est partie, à un pourcentage ou à une fraction du produit d'exploitation d'une entreprise commune de pêche à laquelle il participe;

 c) la personne qui exécute, qu'elle soit employée ou non en vertu d'un contrat de travail, un ouvrage ou des services pour le «convention collective» "collective agreement"

«différend» "dispute"

«employé» "employee"

«employeur» "employer"

«entrepreneur dépendant» "dependent contractor"

"dispute" «différend»

"employee" «employé»

"employer" «employeur»

"employer" means

- (a) any person who employs one or more employees, and
- (b) in respect of a dependent contractor, such person as, in the opinion of the Board, has a relationship with the dependent contractor to such extent that the arrangement that governs the performance of services by the dependent contractor for that person can be the subject of collective bargaining;

"employers" organization" *«organisation* patronale»

"employers' organization" means any organization of employers the purposes of which include the regulation of relations between employers and employees;

"lockout" « lock-out)

- "lockout" includes the closing of a place of employment, a suspension of work by an employer or a refusal by an employer to continue to employ a number of their employees, done to compel their employees, or to aid another employer to compel that other employer's employees, to agree to terms or conditions of employment:
 - (a) in relation to the entering into, renewing or revising of a collective agreement and in relation to a dispute, the employer and the bargaining agent that acts on behalf of the employer's employees,
 - (b) in relation to a difference relating to the interpretation, application, administration or alleged contravention of a collective agreement, the employer and the bargaining agent, and

"parties"

(c) in relation to a complaint to the Board under this Part, the complainant and any person or organization against whom or which the complaint is made;

"private constable" « agent de police privé »

"professional

employee' «membre de

profession libérale»

« parties »

"private constable" means a person appointed as a constable under Part III of the Canada Transportation Act;

- "professional employee" means an employee who
 - (a) is, in the course of their employment, engaged in the application of specialized knowledge ordinarily acquired by a course of instruction and study resulting in graduation from a university or similar institution, and
 - (b) is, or is eligible to be, a member of a professional organization that is authorized by statute to establish the qualifications for membership in the organization;

compte d'une autre personne selon des modalités telles qu'elle est placée sous la dépendance économique de cette dernière et dans l'obligation d'accomplir des tâches pour elle.

«grève» S'entend notamment d'un arrêt du travail ou du refus de travailler, par des employés agissant conjointement, de concert ou de connivence: lui sont assimilés le ralentissement du travail ou toute autre activité concertée, de la part des employés, avant pour objet la diminution ou la limitation du rendement et relative au travail de ceux-ci.

«grève» "strike"

«lock-out» S'entend notamment d'une mesure fermeture du lieu de travail, suspension du travail ou refus de continuer à employer un certain nombre des employés - prise par l'employeur pour contraindre ses employés, ou aider un autre employeur à contraindre ses employés, à accepter des conditions d'emploi.

«membre de profession libérale» Employé qui :

- a) d'une part, dans le cadre de son emploi, utilise un savoir spécialisé normalement acquis après des études menant à un diplôme universitaire ou délivré par un établissement du même genre;
- b) d'autre part, est membre ou a qualité pour être membre d'une organisation professionnelle habilitée par la loi à définir les conditions d'admission en son sein.

«organisation patronale» Groupement d'employeurs ayant notamment pour objet de réglementer les relations entre employeurs et employés.

«parties»

- a) Dans les cas de conclusion, renouvellement ou révision d'une convention collective, ou de différend, l'employeur et l'agent négociateur qui représente les employés de celui-ci:
- b) en cas de désaccord sur l'interprétation, le champ d'application, la mise en oeuvre ou la prétendue violation d'une convention collective, l'employeur et l'agent négociateur;
- c) dans le cas d'une plainte déposée devant le Conseil aux termes de la présente partie, le plaignant et la personne ou l'organisation visée par la plainte.

«lock-out» "lockout

«membre de profession libérale» "professional employee"

«organisation patronale» 'employers' organization"

«parties» parties'

"strike" «grève» "strike" includes a cessation of work or a refusal to work or to continue to work by employees, in combination, in concert or in accordance with a common understanding, and a slowdown of work or other concerted activity on the part of employees in relation to their work that is designed to restrict or limit output:

"trade union" «syndicat» "trade union" means any organization of employees, or any branch or local thereof, the purposes of which include the regulation of relations between employers and employees;

"unit" «unité»

"unit" means a group of two or more employees.

Employee status preserved

(2) No person ceases to be an employee within the meaning of this Part by reason only of their ceasing to work as the result of a lockout or strike or by reason only of their dismissal contrary to this Part.

R.S., 1985, c. L-2, s. 3; 1996, c. 10, s. 234; 1998, c. 10, s. 182, c. 26, ss. 1, 59(E); 1999, c. 31, ss. 149(E), 162(E).

Application

Application of Part

4. This Part applies in respect of employees who are employed on or in connection with the operation of any federal work, undertaking or business, in respect of the employers of all such employees in their relations with those employees and in respect of trade unions and employers' organizations composed of those employees or employers.

R.S., c. L-1, s. 108; 1972, c. 18, s. 1.

Crown corporations 5. (1) This Part applies in respect of any corporation established to perform any function or duty on behalf of the Government of Canada and in respect of the employees of any such corporation, except any such corporation, and the employees thereof, that the Governor in Council excludes from the operation of this Part.

Limitation

(2) The Governor in Council may, pursuant to subsection (1), exclude from the operation of this Part only those corporations in respect of which a minister of the Crown, the Treasury Board or the Governor in Council is authorized to establish or to approve some or all of the terms and conditions of employment of persons employed therein.

Idem

(3) Where the Governor in Council excludes any corporation from the operation of this Part, the Governor in Council shall, by order, add the name

«syndicat» Association — y compris toute subdivision ou section locale de celle-ci — regroupant des employés en vue notamment de la réglementation des relations entre employeurs et employés.

«unité» Groupe d'au moins deux employés.

«unité de négociation» Unité:

a) soit déclarée par le Conseil habile à négocier collectivement;

b) soit régie par une convention collective.

(2) Pour l'application de la présente partie, l'employé ne perd pas son statut du seul fait d'avoir cessé de travailler par suite d'un lock-out ou d'une grève ou du seul fait d'avoir été congédié en contravention avec la présente partie.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 3; 1996, ch. 10, art. 234; 1998, ch. 10, art. 182, ch. 26, art. 1 et 59(A); 1999, ch. 31, art. 149(A) et 162(A).

Champ d'application

4. La présente partie s'applique aux employés dans le cadre d'une entreprise fédérale et à leurs syndicats, ainsi qu'à leurs employeurs et aux organisations patronales regroupant ceux-ci.

S.R., ch. L-1, art. 108; 1972, ch. 18, art. 1.

5. (1) Sauf exclusion par le gouverneur en conseil, la présente partie s'applique aux personnes morales constituées en vue de l'exécution d'une mission pour le compte de l'État canadien ainsi qu'à leurs employés.

(2) Le gouverneur en conseil ne peut exclure de l'application de la présente partie que les personnes morales pour lesquelles les conditions d'emploi du personnel peuvent être, en tout ou en partie, déterminées ou approuvées par lui-même, un ministre ou le Conseil du Trésor.

(3) Le gouverneur en conseil ajoute, par décret, le nom de toute personne morale exclue de l'application de la présente partie à la partie I ou II de «syndicat»
"trade union"

«unité»

«unité de négociation» "bargaining unit"

Conservation du statut d'employé

Entreprises fédérales

Sociétés d'État

Restriction

Idem

of that corporation to Part I or II of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act*.

R.S., c. L-1, s. 109; 1972, c. 18, s. 1.

Canadian carriers

5.1 This Part applies in respect of any Canadian carrier, as defined in section 2 of the *Telecommunications Act*, that is an agent of Her Majesty in right of a province and in respect of the employees of the carrier.

1993, c. 38, s. 88.

Employees of Her Majesty

6. Except as provided by section 5, this Part does not apply in respect of employment by Her Majesty in right of Canada.

1972, c. 18, s. 1.

Major Projects

Major projects

7. Nothing in this Part shall be construed so as to prevent the establishment of agreements on a project basis and where all the parties in a collective bargaining relationship identify themselves to the Minister as being engaged in a project that the Minister determines to be a major project, the Minister and the Board shall act as expeditiously as possible to facilitate the collective bargaining process involving those parties.

1984, c. 39, s. 22.

DIVISION I

BASIC FREEDOMS

Employee freedoms

8. (1) Every employee is free to join the trade union of their choice and to participate in its lawful activities.

Employer freedoms

(2) Every employer is free to join the employers' organization of their choice and to participate in its lawful activities.

R.S., 1985, c. L-2, s. 8; 1999, c. 31, s. 162(E).

DIVISION II

CANADA INDUSTRIAL RELATIONS BOARD

Establishment and Organization

Establishment of Board

9. (1) A board is established, to be known as the Canada Industrial Relations Board.

Composition of Board (2) The Board is composed of

(a) a Chairperson, to hold office on a full-time basis;

l'annexe I de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique.

S.R., ch. L-1, art. 109; 1972, ch. 18, art. 1.

5.1 La présente partie s'applique à une entreprise canadienne, au sens de la *Loi sur les télécommunications*, qui est mandataire de Sa Majesté du chef d'une province ainsi qu'à ses employés.

1993, ch. 38, art. 88,

6. Sauf cas prévus à l'article 5, la présente partie ne s'applique pas aux employés qui sont au service de Sa Majesté du chef du Canada.

1972, ch. 18, art. 1.

Grands travaux

7. La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher la conclusion de conventions dans le cadre de travaux déterminés; si toutes les parties en situation de négociation lui font savoir qu'elles prennent part à une opération qu'il classe parmi les grands travaux, le ministre, de même que le Conseil, s'efforce au maximum d'accélérer et de faciliter les négociations collectives entre elles.

1984, ch. 39, art. 22.

SECTION I

LIBERTÉS FONDAMENTALES

8. (1) L'employé est libre d'adhérer au syndicat de son choix et de participer à ses activités licites.

(2) L'employeur est libre d'adhérer à l'organisation patronale de son choix et de participer à ses activités licites.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 8; 1999, ch. 31, art. 162(A).

SECTION II

CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES

Constitution et organisation

- **9.** (1) Est constitué le Conseil canadien des relations industrielles.
 - (2) Le Conseil se compose :
 - a) du président, nommé à temps plein;
 - b) d'au moins deux vice-présidents, nommés à temps plein, et des autres vice-présidents,

Agents de

Entreprises

canadiennes

Grands travaux

Libertés de l'employé

Libertés de l'employeur

Constitution du Conseil

Composition du Conseil

- (b) two or more Vice-Chairpersons, to hold office on a full-time basis, and any other Vice-Chairpersons, to hold office on a part-time basis, that the Governor in Council considers necessary to discharge the responsibilities of the Board;
- (c) not more than six other members, of which not more than three represent employees, and of which not more than three represent employers, to hold office on a full-time basis;
- (d) any other part-time members, representing, in equal numbers, employees and employers, that the Governor in Council considers necessary to discharge the responsibilities of the Board; and
- (e) any other part-time members that the Governor in Council considers necessary to assist the Board in carrying out its functions under Part II.

R.S., 1985, c. L-2, s. 9; 1998, c. 26, s. 2.

Appointment of Chairperson and Vice-Chairpersons

10. (1) The Chairperson and Vice-Chairpersons of the Board are to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, to hold office during good behaviour for terms not exceeding five years each, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.

Appointment of other members

(2) Subject to subsection (3), the members of the Board other than the Chairperson and the Vice-Chairpersons are to be appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister after consultation by the Minister with the organizations representative of employees or employers that the Minister considers appropriate, to hold office during good behaviour for terms not exceeding three years each, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.

Exception

(3) The members of the Board appointed pursuant to paragraph 9(2)(e) are to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, to hold office during good behaviour for terms not exceeding three years each, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.

Requirement for appointment

(4) The members of the Board must be Canadian citizens or permanent residents within the meaning of the *Immigration Act*.

nommés à temps partiel, que le gouverneur en conseil estime nécessaires pour permettre au Conseil de s'acquitter de ses fonctions;

- c) d'un maximum de six autres membres nommés à temps plein dont trois représentent les employés et trois les employeurs;
- d) des membres à temps partiel représentant, à nombre égal, les employés et les employeurs, que le gouverneur en conseil estime nécessaires pour permettre au Conseil de s'acquitter de ses fonctions;
- e) des membres à temps partiel que le gouverneur en conseil estime nécessaires pour assister le Conseil dans l'exercice des fonctions que lui confère la partie II.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 9; 1998, ch. 26, art. 2.

10. (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil nomme le président et les vice-présidents à titre inamovible, pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée de sa part.

Nomination du président et des vice-présidents

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouverneur en conseil nomme à titre inamovible les membres autres que le président et les vice-présidents, sur recommandation du ministre après consultation par celui-ci des organisations représentant des employés ou des employeurs qu'il estime indiquées, pour un mandat maximal de trois ans, sous réserve de révocation motivée de sa part. Nomination des autres membres

(3) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil nomme à titre inamovible les membres du Conseil visés à l'alinéa 9(2)e) pour un mandat maximal de trois ans, sous réserve de révocation motivée de sa part. Exception

(4) Les membres doivent être citoyens canadiens ou résidents permanents au sens de la *Loi sur l'immigration*.

Condition de nomination

Chairperson and Vice-Chairpersons

(5) The Chairperson and Vice-Chairpersons must have experience and expertise in industrial relations.

R.S., 1985, c. L-2, s. 10; 1998, c. 26, s. 2.

Residence of

10.1 The full-time members of the Board must reside in the National Capital Region as described in the schedule to the *National Capital Act* or within the distance from the National Capital Region that is determined by the Governor in Council.

1998, c. 26, s. 2.

Full-time occupation

11. (1) The full-time members of the Board must not hold any other employment or office in respect of which they receive any remuneration.

Part-time occupation

(2) A part-time Vice-Chairperson, or a member appointed pursuant to paragraph 9(2)(e), must not hold any other employment or office in respect of which they receive any remuneration and that is inconsistent with their duties under this Act.

R.S., 1985, c. L-2, s. 11; 1998, c. 26, s. 2.

Reappointment

12. (1) A member of the Board is eligible for reappointment on the expiration of any term of office in the same or another capacity.

Completion of duties (2) Where a member of the Board ceases to be a member of the Board for any reason other than removal, the member may, despite anything in this Part, at the request of the Chairperson, carry out and complete any duties or responsibilities that the member would otherwise have had if the member had not ceased to be a member, in connection with any matter that came before the Board while the member was still a member of the Board and in respect of which there was any proceeding in which the member participated as a member.

R.S., 1985, c. L-2, s. 12; 1998, c. 26, s. 2.

Chief executive officer

- **12.01** (1) The Chairperson is the chief executive officer of the Board and has supervision over and direction of the work of the Board, including
 - (a) the assignment and reassignment of matters that the Board is seized of to panels;
 - (b) the composition of panels and the assignment of Vice-Chairpersons to preside over panels;
 - (c) the determination of the date, time and place of hearings;
 - (d) the conduct of the work of the Board;

(5) Le président et les vice-présidents doivent avoir une expérience et des compétences dans le domaine des relations industrielles.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 10; 1998, ch. 26, art. 2.

10.1 Les membres à temps plein résident dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale* ou dans la périphérie de cette région définie par le gouverneur en conseil.

1998, ch. 26, art. 2.

11. (1) Les membres à temps plein ne peuvent exercer un autre emploi ou une autre charge rémunérés.

(2) Les vice-présidents à temps partiel et les membres visés à l'alinéa 9(2)e) ne peuvent exercer un autre emploi ou une autre charge rémunérés qui seraient incompatibles avec l'exercice des attributions que leur confère la présente loi.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 11; 1998, ch. 26, art. 2.

12. (1) Les membres sortants peuvent recevoir un nouveau mandat, à des fonctions identiques ou non.

(2) Le membre qui, pour tout motif autre que la révocation, cesse de faire partie du Conseil peut, à la demande du président, malgré les autres dispositions de la présente partie, s'acquitter intégralement des fonctions ou responsabilités qui auraient été alors les siennes en ce qui concerne toute affaire soumise au Conseil avant qu'il ne cesse d'y siéger et ayant déjà fait l'objet d'une procédure à laquelle il a participé en sa qualité de membre.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 12; 1998, ch. 26, art. 2.

12.01 (1) Le président est le dirigeant du Conseil; à ce titre, il en assure la direction et en contrôle les activités, notamment en ce qui a trait à :

a) l'assignation et la réassignation aux formations des affaires dont le Conseil est saisi:

- b) la composition des formations et la désignation des vice-présidents chargés de les présider;
- c) la fixation des dates, heures et lieux des audiences;
- d) la conduite des travaux du Conseil;
- e) la gestion de ses affaires internes;

ent Président et vice-présidents

Résidence

Interdiction de cumul : membres à temps plein

Interdiction de cumul : viceprésidents à temps partiel

Reconduction du mandat

Conclusion des affaires en cours

Premier dirigeant (e) the management of the Board's internal affairs; and

fairs; and

(f) the duties of the staff of the Board.

Delegation

(2) The Chairperson may delegate to a Vice-Chairperson any of the Chairperson's powers, duties and functions under subsection (1).

Delegation to staff member

(3) The Chairperson may delegate to a member of the staff of the Board any of the Chairperson's powers, duties and functions under paragraph (1)(e) or (f).

1998, c. 26, s. 2.

Meetings

12.02 (1) The Chairperson convenes and presides over any meeting of the Board concerning the making of regulations under section 15.

Quorum

(2) For the purposes of subsection (1), five persons, namely, the Chairperson, two Vice-Chairpersons and two other members representing, respectively, employees and employers, constitute a quorum.

Equal representation (3) At a meeting referred to in subsection (1) at which there is an unequal number of members representing employers and employees, the Chairperson shall designate an equal number of members who are authorized to vote on any matter and who represent employers and employees respectively.

1998, c. 26, s. 2.

Acting Chairperson 12.03 If the Chairperson of the Board is absent or unable to act or the office of Chairperson is vacant, a Vice-Chairperson designated by the Minister acts as Chairperson for the time being, and a Vice-Chairperson so designated has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of the Chairperson.

1998, c. 26, s. 2.

Remuneration

12.04 (1) The full-time members of the Board shall be paid any remuneration, and the part-time members of the Board and members of the Board carrying out duties and responsibilities under subsection 12(2) shall be paid any fees, that may be fixed by the Governor in Council.

Travel and living expenses

(2) The members of the Board are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties under this Act while absent from, in the case of full-time members, their ordinary place of work and, in the case of part-time members and members carrying

f) l'exécution des fonctions de son personnel.

(2) Le président peut déléguer à un vice-président tous pouvoirs ou fonctions prévus au paragraphe (1).

(3) Le président peut déléguer à un membre du personnel du Conseil les pouvoirs ou fonctions prévus aux alinéas (1)e) et f).

1998, ch. 26, art. 2.

12.02 (1) Le président convoque et préside les réunions que tient le Conseil pour la prise des règlements prévus à l'article 15.

(2) Le quorum du Conseil lors des réunions visées au paragraphe (1) est constitué de cinq membres: le président, deux vice-présidents et deux autres membres représentant respectivement les employés et les employeurs.

(3) Si, lors des réunions visées au paragraphe (1), le nombre de membres représentant les employés n'est pas égal à celui des membres représentant les employeurs, le président désigne un nombre de membres — dont la moitié représente les employés et la moitié les employeurs — qui seront autorisés à voter.

1998, ch. 26, art. 2.

12.03 En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président désigné par le ministre.

1998, ch. 26, art. 2.

12.04 (1) Les membres à temps plein reçoivent la rémunération et les indemnités, et les membres à temps partiel et ceux qui s'acquittent des fonctions ou responsabilités prévues au paragraphe 12(2), les honoraires et les indemnités, que peut fixer le gouverneur en conseil.

(2) Les membres sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel ou s'acquittent des fonctions ou responsabilités prévues au paragraphe 12(2).

Délégation

Délégation au personnel

Réunions

Quorum

Représentation

Absence ou empêchement du président

Rémunération et honoraires

Frais de déplacement et de séjour out duties and responsibilities under subsection 12(2), their ordinary place of residence.

1998, c. 26, s. 2.

Compensation

12.05 Each member of the Board is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

1998, c. 26, s. 2.

Inquiries

12.06 The Chairperson may request the Minister to decide whether any member of the Board should be subject to remedial or disciplinary measures for any reason set out in paragraphs 12.14(2)(*a*) to (*d*).

1998, c. 26, s. 2.

Measures

- 12.07 On receipt of the request, the Minister may take one or more of the following measures:
 - (a) obtain, in an informal and expeditious manner, any information that the Minister considers necessary;
 - (b) refer the matter for mediation, where the Minister is satisfied that the issues in relation to the request may be appropriately resolved by mediation;
 - (c) request the Governor in Council to have an inquiry held under section 12.08; or
 - (d) advise the Chairperson that the Minister considers that it is not necessary to take further measures under this section.

1998, c. 26, s. 2.

Appointment of inquirer

12.08 On receipt of a request referred to in paragraph 12.07(c), the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Justice, appoint a judge of a superior court to conduct the inquiry.

1998, c. 26, s. 2.

Powers

- 12.09 The judge has all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court, including the power
 - (a) to issue a summons requiring any person to appear at the time and place mentioned in the summons to testify about all matters within that person's knowledge relative to the inquiry and to produce any document or thing relative to the inquiry; and

1998, ch. 26, art. 2.

12.05 Les membres sont réputés être des agents de l'État pour l'application de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État et appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'aéronautique.

1998, ch. 26, art. 2.

12.06 Le président peut demander au ministre de déterminer si des mesures correctives ou disciplinaires s'imposent à l'égard d'un membre du Conseil pour tout motif énoncé aux alinéas 12.14(2)a à d).

1998, ch. 26, art. 2.

12.07 Sur réception de la demande, le ministre peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) obtenir de façon expéditive et sans formalités les renseignements qu'il estime nécessaires;
- b) soumettre la question à la médiation s'il estime que celle-ci peut ainsi être réglée de façon satisfaisante;
- c) demander au gouverneur en conseil la tenue de l'enquête prévue à l'article 12.08;
- d) informer le président qu'il n'estime pas nécessaire de prendre de mesure au titre du présent article.

1998, ch. 26, art. 2.

12.08 Saisi de la demande prévue à l'alinéa 12.07c), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre de la Justice, nommer à titre d'enquêteur un juge d'une juridiction supérieure.

1998, ch. 26, art. 2.

12.09 L'enquêteur a alors les attributions d'une cour supérieure; il peut notamment :

a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance des faits se rapportant à l'affaire dont il est saisi, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents ou autres pièces, utiles à l'affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité; Indemnisation

Enquête

Mesures

Nomination de l'enquêteur

Pouvoirs d'enquête

(b) to administer oaths and examine any person on oath.

1998, c. 26, s. 2.

Staff

12.10 The judge may engage the services of counsel and other persons having technical or specialized knowledge to assist the judge in conducting the inquiry, establish the terms and conditions of their engagement and, with the approval of the Treasury Board, fix and pay their remuneration and expenses.

1998, c. 26, s. 2.

Inquiry in

of inquiry

- 12.11 (1) Subject to subsections (2) and (3), an inquiry must be conducted in public.
- Confidentiality (2) The judge may, on application, take any appropriate measures and make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of the inquiry if, after having considered all available alternate measures, the judge is satisfied that
 - (a) there is a real and substantial risk that matters involving public security will be disclosed;
 - (b) there is a real and substantial risk to the fairness of the inquiry such that the need to prevent disclosure outweighs the societal interest that the inquiry be conducted in public; or
 - (c) there is a serious possibility that the life, liberty or security of a person will be endangered.

Confidentiality of application

(3) Where the judge considers it appropriate, the judge may take any measures and make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of a hearing held in respect of an application under subsection (2).

1998, c. 26, s. 2.

Rules of

12.12 (1) In conducting an inquiry, the judge is not bound by any legal or technical rules of evidence and may receive, and base a decision on, evidence presented in the proceedings that the judge considers credible or trustworthy in the circumstances of the case.

Intervenors

(2) An interested party may, with leave of the judge, intervene in an inquiry on the terms and conditions that the judge considers appropriate.

1998, c. 26, s. 2.

Right to be

12.13 The member who is the subject of the inquiry must be given reasonable notice of the subject-matter of the inquiry and of the time and b) faire prêter serment et interroger sous serment.

1998, ch. 26, art. 2.

12.10 L'enquêteur peut retenir les services des experts, avocats ou autres personnes dont il estime le concours utile pour l'enquête, définir leurs fonctions et leurs conditions d'emploi et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer et payer leur rémunération et leurs frais.

1998, ch. 26, art. 2.

12.11 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'enquête est publique.

Enquête publique

Confidentialité

de l'enquête

Personnel

(2) L'enquêteur peut, sur demande en ce sens, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance pour assurer la confidentialité de l'enquête s'il est convaincu, après examen de toutes les solutions de rechange à sa disposition, que, selon le cas :

- a) il y a un risque sérieux de divulgation de questions touchant la sécurité publique;
- b) il v a un risque sérieux d'atteinte au droit à une enquête équitable de sorte que la nécessité d'empêcher la divulgation de renseignements l'emporte sur l'intérêt qu'a la société à ce que l'enquête soit publique;
- c) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d'une personne puisse être mise en danger par la publicité des débats.
- (3) L'enquêteur peut, s'il l'estime indiqué, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer la confidentialité de la demande qui lui est présentée en vertu du paragraphe (2).

1998, ch. 26, art. 2.

12.12 (1) L'enquêteur n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques de présentation de la preuve. Il peut recevoir les éléments qu'il juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux ses conclusions.

Règles de

Confidentialité

de la demande

(2) L'enquêteur peut, par ordonnance, accorder à tout intervenant la qualité pour agir à l'enquête, selon les modalités qu'il estime indiquées.

1998, ch. 26, art. 2.

12.13 Le membre en cause doit être informé, suffisamment à l'avance, de l'objet de l'enquête, ainsi que des date, heure et lieu de l'audition, et Intervenant

Avis de l'audi-

place of any hearing and must be given an opportunity, in person or by counsel, to be heard at the hearing, to cross-examine witnesses and to present evidence.

1998, c. 26, s. 2.

Report to Minister

12.14 (1) After an inquiry has been completed, the judge shall submit a report containing the judge's findings and recommendations, if any, to the Minister.

Recommenda-

- (2) The judge may, in the report, recommend that the member be suspended without pay or removed from office or that any other disciplinary measure or any remedial measure be taken if, in the opinion of the judge, the member
 - (a) has become incapacitated from the proper execution of that office by reason of infirmity;
 - (b) has been guilty of misconduct;
 - (c) has failed in the proper execution of that office; or
 - (d) has been placed, by conduct or otherwise, in a position that is incompatible with the due execution of that office.

1998, c. 26, s. 2.

Transmission of report to Governor in Council 12.15 Where the Minister receives a report of an inquiry in which the judge makes a recommendation, the Minister shall send the report to the Governor in Council, who may, where the Governor in Council considers it appropriate, suspend the member without pay, remove the member from office or impose any other disciplinary measure or any remedial measure.

1998, c. 26, s. 2.

Head office

13. The head office of the Board must be in the National Capital Region as described in the schedule to the *National Capital Act* but the Board may establish any other offices elsewhere in Canada that the Chairperson considers necessary for the proper performance of the Board's mandate.

R.S., 1985, c. L-2, s. 13; 1998, c. 26, s. 2.

Staff

13.1 The employees who are necessary for the proper conduct of the work of the Board are to be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

1998, c. 26, s. 2.

Panels

14. (1) Subject to subsection (3), a panel of not less than three members, at least one of whom is the Chairperson or a Vice-Chairperson, may deter-

avoir la possibilité de se faire entendre, de contreinterroger les témoins et de présenter tous éléments de preuves utiles à sa décharge, personnellement ou par procureur.

1998, ch. 26, art. 2.

12.14 (1) À l'issue de l'enquête, l'enquêteur présente au ministre un rapport faisant état de ses conclusions.

Rapport au ministre

(2) L'enquêteur peut, dans son rapport, recommander la révocation, la suspension sans traitement ou toute mesure disciplinaire ou mesure corrective s'il est d'avis que le membre en cause, selon le cas: Recommanda-

- a) n'est plus en mesure d'effectuer efficacement ses fonctions en raison d'invalidité;
- b) s'est rendu coupable de manquement à l'honneur ou à la dignité;
- c) a manqué aux devoirs de sa charge;
- d) se trouve en situation d'incompatibilité, par sa propre faute ou pour toute autre cause.

1998, ch. 26, art. 2.

12.15 Le ministre transmet le rapport au gouverneur en conseil qui peut, s'il l'estime indiqué, révoquer le membre en cause, le suspendre sans traitement ou imposer à son égard toute autre mesure disciplinaire ou toute mesure corrective.

1998, ch. 26, art. 2.

Transmission du dossier au gouverneur en conseil

13. Le siège du Conseil est fixé dans la région de la capitale nationale, définie à l'annexe de la Loi sur la capitale nationale. Le Conseil peut toutefois constituer, au Canada, les bureaux dont le président estime la création nécessaire à l'exécution de son mandat.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 13; 1998, ch. 26, art. 2.

13.1 Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil est nommé conformément à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.

1998, ch. 26, art. 2.

14. (1) Sous réserve du paragraphe (3), une formation d'au moins trois membres dont le président ou au moins un vice-président fait

Personnel

Siège

Formations

mine any matter that comes before the Board under this Part.

Equal representation (2) Where a panel formed under subsection (1) is composed of one or more members representing employees, an equal number of members representing employers must also form part of the panel and vice versa.

Exception — single member

- (3) The Chairperson or a Vice-Chairperson may alone determine a matter that comes before the Board under this Part with respect to
 - (a) an uncontested application or question;
 - (b) a question referred to in paragraph 16(p);
 - (c) a complaint made under subsection 97(1) in respect of an alleged contravention of section 37 or 69 or any of paragraphs 95(f) to (i);
 - (d) a request for an extension of time for instituting a proceeding;
 - (e) a preliminary proceeding; or
 - (f) any other matter, if the Chairperson determines that it is appropriate because of the possibility of prejudice to a party, such as undue delay, or if the parties consent to a determination by the Chairperson or a Vice-Chairperson.

Where Chairperson or Vice-Chairperson determines alone

(4) A Chairperson or Vice-Chairperson making a determination under subsection (3) is deemed to be a panel for the purposes of this Part.

Powers, rights and privileges

(5) A panel has all the powers, rights and privileges that are conferred on the Board by this Part with respect to any matter assigned to the panel under this Part.

Chairperson of the panel

(6) The Chairperson is the chairperson of any panel formed under subsection (1) or, where the Chairperson is not a member of the panel, he or she designates a Vice-Chairperson to be the chairperson of the panel.

R.S., 1985, c. L-2, s. 14; 1998, c. 26, s. 2.

Continuation of proceeding

14.1 In the event of the death or incapacity of a member of a panel formed under subsection 14(1) who represents either employees or employers, the chairperson of the panel may determine any matter that was before the panel and the chairperson's decision is deemed to be the decision of the panel.

obligatoirement partie peut connaître de toute affaire dont est saisi le Conseil dans le cadre de la présente partie.

(2) Si elle comprend un ou des membres représentant des employés, la formation comprend obligatoirement un nombre égal de membres représentant des employeurs et vice-versa.

Formation d'un seul membre

Représentation

égale

- (3) Le président ou un vice-président peut être saisi seul de toute affaire dont le Conseil est luimême saisi sous le régime de la présente partie et qui est liée à :
 - a) une demande ou une question non contestées;
 - b) une question énumérée à l'alinéa 16p);
 - c) une plainte présentée en vertu du paragraphe 97(1) faisant état d'une violation des articles 37 ou 69 ou de l'un des alinéas 95f) à i);
 - d) une demande de prorogation de délai applicable à la présentation d'une demande;
 - e) une procédure préliminaire;
 - f) toute autre question, si le président juge indiqué de procéder ainsi pour éviter la possibilité qu'une partie subisse un préjudice, notamment un retard injustifié, ou si les parties consentent à ce que l'affaire soit tranchée de cette façon.
- (4) Le président ou le vice-président qui est saisi d'une question en vertu du paragraphe (3) est réputé constituer une formation au sens de la présente partie.

Attributions

Formation d'un

seul membre

- (5) La formation exerce, relativement à l'affaire dont elle est saisie, toutes les attributions que la présente partie confère au Conseil.
- (6) Le président du Conseil préside la formation s'il en fait partie; sinon, il en désigne un viceprésident comme président de la formation.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 14; 1998, ch. 26, art. 2.

Président de la formation

14.1 En cas de décès ou d'empêchement d'un membre représentant des employés ou des employeurs, le président de la formation peut trancher seul l'affaire dont la formation était saisie, sa

décision étant réputée être celle de la formation.

1998, ch. 26, art. 2.

Décès ou empêchement 1998, c. 26, s. 2.

Decision of panel **14.2** (1) A decision made by a majority of the members of a panel or, where there is no majority, by the chairperson of the panel is a decision of the Board.

Time limit

(2) The panel must render its decision and give notice of it to the parties no later than ninety days after the day on which it reserved its decision or within any further period that may be determined by the Chairperson.

1998, c. 26, s. 2.

Powers and Duties

Regulations

- 15. The Board may make regulations of general application respecting
 - (a) the establishment of rules of procedure for its pre-hearing proceedings and hearings;
 - (a.1) the use of means of telecommunication that permit the parties and the Board or its members to communicate simultaneously for pre-hearing conferences, hearings and Board meetings;
 - (b) the determination of units appropriate for collective bargaining;
 - (c) the certification of trade unions as bargaining agents for bargaining units;
 - (d) the conduct of representation votes;
 - (e) the specification of the period of time after which the Board may receive an application from a trade union for certification as the bargaining agent for a unit where the Board has refused an application from the trade union for certification in respect of the same or substantially the same unit:
 - (f) the specification of the period of time after which the Board may receive an application from an employee for revocation of a trade union's certification as the bargaining agent for a unit where the Board has refused an application for revocation in respect of the same unit;
 - (g) the hearing or determination of any application, complaint, question, dispute or difference that may be made or referred to the Board;
 - (g.1) an expeditious procedure and matters that may be determined under that procedure;

- 14.2 (1) La décision rendue par la majorité des membres d'une formation ou, à défaut, celle du président de la formation est une décision du Conseil
- (2) La formation rend sa décision et en notifie les parties dans les quatre-vingt-dix jours suivant la prise en délibéré ou dans le délai supérieur précisé par le président du Conseil.

1998, ch. 26, art. 2.

Pouvoirs et fonctions

15. Le Conseil peut prendre des règlements d'application générale concernant :

Règlements

Valeur de la

décision

Délai

- a) l'établissement de règles de procédure applicables aux procédures préparatoires et à ses audiences;
- a.1) l'utilisation des moyens de télécommunication qui permettent aux parties et au Conseil ou à ses membres de communiquer les uns avec les autres simultanément lors des conférences préparatoires, des audiences et des réunions du Conseil:
- b) la détermination des unités habiles à négocier collectivement;
- c) l'accréditation des syndicats à titre d'agents négociateurs d'unités de négociation;
- d) la tenue de scrutins de représentation;
- e) le délai qui doit s'écouler avant qu'il puisse recevoir une nouvelle demande d'accréditation de la part d'un syndicat à qui il a déjà refusé l'accréditation pour la même unité ou une unité essentiellement similaire;
- f) le délai qui doit s'écouler avant qu'il puisse recevoir de la part d'un employé une demande de révocation d'accréditation d'un syndicat à titre d'agent négociateur alors qu'il a déjà refusé une demande de révocation pour la même unité:
- g) l'audition ou le règlement des demandes, plaintes, questions, différends ou désaccords dont il peut être saisi;
- g.1) l'établissement d'une procédure expéditive et la détermination des affaires auxquelles elle peut s'appliquer;

- (h) the forms to be used in respect of any proceeding that may come before the Board;
- (i) the time within which and the circumstances under which the Board may exercise its powers under section 18:
- (j) any inquiry that the Board may make under subsection 34(2);
- (k) the form in which and the period during which evidence and information may be presented to the Board in connection with any proceeding that may come before it;
- (l) the specification of the time within which and the parties or persons to whom notices and other documents shall be sent and the circumstances in which such notices or other documents shall be deemed to have been given or received by the Board or any party or person;
- (m) the determination of the form in which and the period during which evidence as to
 - (i) the membership of any employees in a trade union,
 - (ii) any objection by employees to the certification of a trade union, or
 - (iii) any signification by employees that they no longer wish to be represented by a trade union

shall be presented to the Board on an application made to it pursuant to this Part;

- (n) the criteria for determining whether an employee is a member of a trade union;
- (o) the circumstances in which evidence referred to in paragraph (m) may be received by the Board as evidence that any employees wish or do not wish to have a particular trade union represent them as their bargaining agent, including the circumstances in which the evidence so received by the Board may not be made public by the Board;
- (o.1) the conditions for valid strike or lockout votes:
- (p) the authority of any person to act on behalf of the Board and the matters and things to be done and the action to be taken by that person, including the authority of an employee of the Board to make decisions on uncontested applications or questions; and

- h) les formulaires de procédure se rapportant aux affaires dont il peut être saisi;
- i) les cas d'exercice des pouvoirs prévus à l'article 18 et les délais applicables en l'occurrence:
- j) les enquêtes prévues au paragraphe 34(2);
- k) les modalités et délais de présentation des éléments de preuve et renseignements qui peuvent lui être fournis dans le cadre des procédures engagées devant lui;
- l) la spécification du délai d'envoi des avis et autres documents, de leurs destinataires, ainsi que des cas où le Conseil lui-même, une partie ou une personne sont réputés les avoir donnés ou reçus;
- m) les modalités forme et délai de présentation des éléments de preuve concernant :
 - (i) l'adhésion d'employés à un syndicat,
 - (ii) l'opposition d'employés à l'accréditation d'un syndicat,
 - (iii) la volonté d'employés de ne plus être représentés par un syndicat;
- n) les critères servant à déterminer si un employé adhère à un syndicat;
- o) les circonstances lui permettant de recevoir les éléments visés à l'alinéa m) comme preuve de la volonté d'employés d'être représentés ou non par un syndicat donné à titre d'agent négociateur, ainsi que les cas où il ne peut rendre ces éléments publics;
- o.1) les conditions de validité des votes de grève ou de lock-out;
- p) la délégation de ses fonctions et les pouvoirs et obligations des délégataires, notamment la délégation de ses fonctions à ses employés à l'égard de la détermination des demandes ou questions non contestées;
- q) toute mesure utile ou connexe à l'exécution de la mission qui lui est confiée par la présente partie.
- L.R. (1985), ch. L-2, art. 15; 1998, ch. 26, art. 3.

(q) such other matters and things as may be incidental or conducive to the proper performance of the duties of the Board under this Part.

R.S., 1985, c. L-2, s. 15; 1998, c. 26, s. 3.

General power to assist parties **15.1** (1) The Board, or any member or employee of the Board designated by the Board, may, if the parties agree, assist the parties in resolving any issues in dispute at any stage of a proceeding and by any means that the Board considers appropriate, without prejudice to the Board's power to determine issues that have not been settled.

Declaratory opinions (2) The Board, on application by an employer or a trade union, may give declaratory opinions. 1998, c. 26, s. 4.

Powers of Board

- **16.** The Board has, in relation to any proceeding before it, power
 - (a) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath and to produce such documents and things as the Board deems requisite to the full investigation and consideration of any matter within its jurisdiction that is before the Board in the proceeding;
 - (a.1) to order pre-hearing procedures, including pre-hearing conferences that are held in private, and direct the times, dates and places of the hearings for those procedures;
 - (a.2) to order that a hearing or a pre-hearing conference be conducted using a means of tele-communication that permits the parties and the Board to communicate with each other simultaneously;
 - (b) to administer oaths and solemn affirmations;
 - (c) to receive and accept such evidence and information on oath, affidavit or otherwise as the Board in its discretion sees fit, whether admissible in a court of law or not;
 - (d) to examine, in accordance with any regulations of the Board, such evidence as is submitted to it respecting the membership of any employees in a trade union seeking certification:
 - (e) to examine documents forming or relating to the constitution or articles of association of
 - (i) a trade union or council of trade unions that is seeking certification, or

- 15.1 (1) Le Conseil, ou l'un de ses membres ou employés qu'il désigne, peut, en tout état de cause et avec le consentement des parties, aider les parties à régler les questions en litige de la façon que le Conseil juge indiquée sans qu'il soit porté atteinte à la compétence du Conseil de trancher les questions qui n'auront pas été réglées.
- (2) Le Conseil, à la demande d'un employeur ou d'un syndicat, peut donner des avis déclaratoires.

1998, ch. 26, art. 4.

- **16.** Le Conseil peut, dans le cadre de toute affaire dont il connaît :
 - a) convoquer des témoins et les contraindre à comparaître et à déposer sous serment, oralement ou par écrit, ainsi qu'à produire les documents et pièces qu'il estime nécessaires pour mener à bien ses enquêtes et examens sur les questions de sa compétence;
 - a.1) ordonner des procédures préparatoires, notamment la tenue de conférences préparatoires à huis clos, et en fixer les date, heure et lieu;
 - a.2) ordonner l'utilisation des moyens de télécommunication qui permettent aux parties et au Conseil de communiquer les uns avec les autres simultanément lors des audiences et des conférences préparatoires;
 - b) faire prêter serment et recevoir des affirmations solennelles;
 - c) accepter sous serment, par voie d'affidavit ou sous une autre forme, tous témoignages et renseignements qu'à son appréciation, il juge indiqués, qu'ils soient admissibles ou non en justice;
 - d) en conformité avec ses règlements, examiner les éléments de preuve qui lui sont présentés sur l'adhésion des employés au syndicat sollicitant l'accréditation;
 - e) examiner les documents constitutifs ou les statuts ainsi que tout document connexe :
 - (i) du syndicat ou du regroupement de syndicats sollicitant l'accréditation.

Pouvoir général d'aider les parties

Avis déclaratoires

Pouvoirs du Conseil

- (ii) any trade union forming part of a council of trade unions that is seeking certification;
- (f) to make such examination of records and such inquiries as it deems necessary;
- (f.1) to compel, at any stage of a proceeding, any person to provide information or produce the documents and things that may be relevant to a matter before it, after providing the parties the opportunity to make representations;
- (g) to require an employer to post and keep posted in appropriate places, or to transmit by any electronic means that the Board deems appropriate, any notice that it considers necessary to bring to the attention of any employees any matter relating to the proceeding;
- (h) subject to such limitations as the Governor in Council may, in the interests of defence or security, prescribe by regulation, to enter any premises of an employer where work is being or has been done by employees and to inspect and view any work, material, machinery, appliances or articles therein and interrogate any person respecting any matter that is before the Board in the proceeding;
- (i) to order, at any time before the proceeding has been finally disposed of by the Board, that
 - (i) a representation vote or an additional representation vote be taken among employees affected by the proceeding in any case where the Board considers that the taking of such a vote would assist the Board to decide any question that has arisen or is likely to arise in the proceeding, whether or not such a representation vote is provided for elsewhere in this Part, and
 - (ii) the ballots cast in any representation vote ordered by the Board pursuant to subparagraph (i) or any other provision of this Part be sealed in ballot boxes and not counted except as directed by the Board;
- (j) to enter on the premises of an employer for the purpose of conducting representation votes during working hours;
- (k) to authorize any person to do anything that the Board may do under paragraphs (a) to (h), (j), or (m) and to report to the Board thereon;

- (ii) de tout syndicat membre du regroupement sollicitant l'accréditation;
- f) procéder, s'il le juge nécessaire, à l'examen de dossiers ou registres et à la tenue d'enquêtes;
- f.1) obliger, en tout état de cause, toute personne à fournir les renseignements ou à produire les documents ou pièces qui peuvent être liés à une question dont il est saisi, après avoir donné aux parties la possibilité de présenter des arguments;
- g) obliger un employeur à afficher, en permanence et aux endroits appropriés, ou à transmettre par tout moyen électronique que le Conseil juge indiqué, les avis qu'il estime nécessaire de porter à l'attention d'employés sur toute question dont il est saisi;
- h) sous réserve des restrictions que le gouverneur en conseil peut imposer par règlement en matière de défense ou de sécurité, pénétrer dans des locaux ou terrains de l'employeur où des employés exécutent ou ont exécuté un travail, procéder à l'examen de tout ouvrage, outillage, appareil ou objet s'y trouvant ou travail s'y effectuant, et interroger toute personne sur toute question dont il est saisi;
- i) ordonner à tout moment, avant d'y apporter une conclusion définitive :
 - (i) que soit tenu un scrutin de représentation, ou un scrutin de représentation supplémentaire, au sein des employés concernés par la procédure s'il estime qu'une telle mesure l'aiderait à trancher un point soulevé, ou susceptible de l'être, qu'un tel scrutin de représentation soit ou non prévu pour le cas dans la présente partie,
 - (ii) que les bulletins de vote déposés au cours d'un scrutin de représentation tenu aux termes du sous-alinéa (i) ou d'une autre disposition de la présente partie soient conservés dans des urnes scellées et ne soient dépouillés que sur son ordre;
- *j*) pénétrer dans les locaux ou terrains d'un employeur pour y tenir des scrutins de représentation pendant les heures de travail;
- k) déléguer à quiconque les pouvoirs qu'il détient aux termes des alinéas a) à h), j) ou m) en exigeant, s'il y a lieu, un rapport de la part du délégataire;

- (l) to adjourn or postpone the proceeding from time to time:
- (l.1) to defer deciding any matter, where the Board considers that the matter could be resolved by arbitration or an alternate method of resolution;
- (m) to abridge or extend the time for doing any act, filing any document or presenting any evidence in connection with a proceeding;
- (m.1) to extend the time limits set out in this Part for instituting a proceeding;
- (n) to amend or permit the amendment of any document filed in connection with the proceeding;
- (o) to add a party to the proceeding at any stage of the proceeding;
- (o.1) to summarily refuse to hear, or dismiss, a matter for want of jurisdiction or lack of evidence; and
- (p) to decide for all purposes of this Part any question that may arise in the proceeding, including, without restricting the generality of the foregoing, any question as to whether
 - (i) a person is an employer or an employee,
 - (ii) a person performs management functions or is employed in a confidential capacity in matters relating to industrial relations,
 - (iii) a person is a member of a trade union,
 - (iv) an organization or association is an employers' organization, a trade union or a council of trade unions.
 - (v) a group of employees is a unit appropriate for collective bargaining,
 - (vi) a collective agreement has been entered into,
 - (vii) any person or organization is a party to or bound by a collective agreement, and
 - (viii) a collective agreement is in operation.

R.S., 1985, c. L-2, s. 16; 1998, c. 26, s. 5.

Determination without oral hearing

16.1 The Board may decide any matter before it without holding an oral hearing.

1998, c. 26, s. 6.

- l) suspendre ou remettre la procédure à tout moment;
- l.1) reporter à plus tard sa décision sur une question, lorsqu'il estime qu'elle pourrait être réglée par arbitrage ou par tout autre mode de règlement;
- m) abréger ou proroger les délais applicables à l'accomplissement d'un acte, au dépôt d'un document ou à la présentation d'éléments de preuve;
- m.1) proroger les délais fixés par la présente partie pour la présentation d'une demande;
- n) modifier tout document produit ou en permettre la modification;
- o) mettre une autre partie en cause à toute étape;
- o.1) de façon sommaire, refuser d'entendre ou rejeter toute affaire pour motif de manque de preuve ou d'absence de compétence;
- p) trancher, dans le cadre de la présente partie, toute question qui peut se poser à l'occasion de la procédure, et notamment déterminer :
 - (i) si une personne est un employeur ou un employé,
 - (ii) si une personne occupe un poste de direction ou un poste de confiance comportant l'accès à des renseignements confidentiels en matière de relations de travail,
 - (iii) si une personne adhère à un syndicat,
 - (iv) si une organisation est une organisation patronale, un syndicat ou un regroupement de syndicats.
 - (v) si un groupe d'employés constitue une unité habile à négocier collectivement,
 - (vi) si une convention collective a été conclue,
 - (vii) si une personne ou une organisation est partie à une convention collective ou est liée par celle-ci,
 - (viii) si une convention collective est en vigueur.
- L.R. (1985), ch. L-2, art. 16; 1998, ch. 26, art. 5.
- **16.1** Le Conseil peut trancher toute affaire ou question dont il est saisi sans tenir d'audience.

1998, ch. 26, art. 6.

Décision sans audience Determination of the wishes of the majority of the employees 17. Where the Board is required, in connection with any application made under this Part, to determine the wishes of the majority of the employees in a unit, it shall determine those wishes as of the date of the filing of the application or as of such other date as the Board considers appropriate

1977-78, c. 27, s. 41; 1980-81-82-83, c. 47, s. 27.

Review or amendment of orders 18. The Board may review, rescind, amend, alter or vary any order or decision made by it, and may rehear any application before making an order in respect of the application.

R.S., c. L-1, s. 119; 1972, c. 18, s. 1.

Review of structure of bargaining units

18.1 (1) On application by the employer or a bargaining agent, the Board may review the structure of the bargaining units if it is satisfied that the bargaining units are no longer appropriate for collective bargaining.

Agreement of parties

- (2) If the Board reviews, pursuant to subsection (1) or section 35 or 45, the structure of the bargaining units, the Board
 - (a) must allow the parties to come to an agreement, within a period that the Board considers reasonable, with respect to the determination of bargaining units and any questions arising from the review; and
 - (b) may make any orders it considers appropriate to implement any agreement.

Orders

(3) If the Board is of the opinion that the agreement reached by the parties would not lead to the creation of units appropriate for collective bargaining or if the parties do not agree on certain issues within the period that the Board considers reasonable, the Board determines any question that arises and makes any orders it considers appropriate in the circumstances.

Content of orders

- (4) For the purposes of subsection (3), the Board may
 - (a) determine which trade union shall be the bargaining agent for the employees in each bargaining unit that results from the review:
 - (b) amend any certification order or description of a bargaining unit contained in any collective agreement;
 - (c) if more than one collective agreement applies to employees in a bargaining unit, decide which collective agreement is in force;

17. S'il lui faut déterminer la volonté de la majorité des employés d'une unité dans le cadre d'une demande prévue à la présente partie, le Conseil doit la déterminer à la date du dépôt de la demande ou à toute autre date qu'il estime indiquée.

1977-78, ch. 27, art. 41; 1980-81-82-83, ch. 47, art. 27.

18. Le Conseil peut réexaminer, annuler ou modifier ses décisions ou ordonnances et réinstruire une demande avant de rendre une ordonnance à son sujet.

S.R., ch. L-1, art. 119; 1972, ch. 18, art. 1.

- **18.1** (1) Sur demande de l'employeur ou d'un agent négociateur, le Conseil peut réviser la structure des unités de négociation s'il est convaincu que les unités ne sont plus habiles à négocier collectivement.
- (2) Dans le cas où, en vertu du paragraphe (1) ou des articles 35 ou 45, le Conseil révise la structure des unités de négociation :
 - a) il donne aux parties la possibilité de s'entendre, dans le délai qu'il juge raisonnable, sur la détermination des unités de négociation et le règlement des questions liées à la révision;
 - b) il peut rendre les ordonnances qu'il juge indiquées pour mettre en oeuvre l'entente.
- (3) Si le Conseil est d'avis que l'entente conclue par les parties ne permet pas d'établir des unités habiles à négocier collectivement ou si certaines questions ne sont pas réglées avant l'expiration du délai qu'il juge raisonnable, il lui appartient de trancher toute question en suspens et de rendre les ordonnances qu'il estime indiquées dans les circonstances.
- (4) Pour l'application du paragraphe (3), le Conseil peut :
 - a) déterminer quel syndicat sera l'agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation définies à l'issue de la révision;
 - b) modifier l'ordonnance d'accréditation ou la description d'une unité de négociation dans une convention collective:
 - c) si plusieurs conventions collectives s'appliquent aux employés d'une unité de négociation, déterminer laquelle reste en vigueur;

Détermination de la volonté de la majorité des employés

Réexamen ou modification des ordonnances

Révision de la structure des unités de négociation

Ententes entre les parties

Ordonnances

Contenu des ordonnances

- (d) amend, to the extent that the Board considers necessary, the provisions of collective agreements respecting expiry dates or seniority rights, or amend other such provisions;
- (e) if the conditions of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met with respect to some of the employees in a bargaining unit, decide which terms and conditions of employment apply to those employees until the time that a collective agreement becomes applicable to the unit or the conditions of those paragraphs are met with respect to the unit; and
- (f) authorize a party to a collective agreement to give notice to bargain collectively.

1998, c. 26, s. 7.

Application of

19. Where, under this Part, the Board may make or issue any order or decision, prescribe any term or condition or do any other thing in relation to any person or organization, the Board may do so, either generally or in any particular case or class of cases.

R.S., c. L-1, s. 120; 1972, c. 18, s. 1.

Interim orders

19.1 The Board may, on application by a trade union, an employer or an affected employee, make any interim order that the Board considers appropriate for the purpose of ensuring the fulfilment of the objectives of this Part.

1998, c. 26, s. 8.

Interim deci-

20. (1) Where, in order to dispose finally of an application or complaint, it is necessary for the Board to determine two or more issues arising therefrom, the Board may, if it is satisfied that it can do so without prejudice to the rights of any party to the proceeding, issue a decision resolving only one or some of those issues and reserve its jurisdiction to dispose of the remaining issues.

Decision final

(2) A decision referred to in subsection (1) is, except as stipulated by the Board, final.

Definition of "decision" (3) In this section, "decision" includes an order, a determination and a declaration.

1977-78, c. 27, s. 42.

Exercise of powers and

21. The Board shall exercise such powers and perform such duties as are conferred or imposed

d) apporter les modifications qu'il estime nécessaires aux dispositions de la convention collective qui portent sur la date d'expiration ou les droits d'ancienneté ou à toute autre disposition de même nature;

- e) si les conditions visées aux alinéas 89(1)a) à d) ont été remplies à l'égard de certains des employés d'une unité de négociation, décider quelles conditions de travail leur sont applicables jusqu'à ce que l'unité devienne régie par une convention collective ou jusqu'à ce que les conditions visées à ces alinéas soient remplies à l'égard de l'unité;
- f) autoriser l'une des parties à une convention collective à donner à l'autre partie un avis de négociation collective.

1998, ch. 26, art. 7.

19. Dans le cadre de la présente partie, les ordonnances ou décisions du Conseil, ainsi que les conditions ou mesures qu'il impose à des personnes ou organisations, peuvent être de portée générale ou ne viser qu'un cas ou groupe de cas.

S.R., ch. L-1, art. 120; 1972, ch. 18, art. 1.

19.1 Dans le cadre de toute affaire dont il connaît, le Conseil peut, sur demande d'un syndicat, d'un employeur ou d'un employé concerné, rendre les ordonnances provisoires qu'il juge indiquées afin d'assurer la réalisation des objectifs de la présente partie.

1998, ch. 26, art. 8.

- 20. (1) Dans les cas où, pour statuer de façon définitive sur une demande ou une plainte, il est nécessaire de trancher auparavant plusieurs points litigieux, le Conseil peut, s'il est convaincu de pouvoir le faire sans porter atteinte aux droits des parties en cause, rendre une décision ne réglant que l'un ou certains des points litigieux et différer sa décision sur les autres points.
- (2) Toute décision visée au paragraphe (1) est définitive, sauf stipulation du Conseil à l'effet contraire.
- (3) Sont comprises parmi les décisions, pour l'application du présent article, les ordonnances, les déterminations et les déclarations.

1977-78, ch. 27, art. 42

21. Le Conseil exerce les pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie ou qu'implique

Champ d'appli-

cation des

ordonnances

Ordonnances

Décisions partielles

Caractère défi-

Définition de «décisions»

Exercice de pouvoirs et fonctions

on it by this Part, or as may be incidental to the attainment of the objects of this Part, including, without restricting the generality of the foregoing, the making of orders requiring compliance with the provisions of this Part, with any regulation made under this Part or with any decision made in respect of a matter before the Board.

R.S., c. L-1, s. 121; 1972, c. 18, s. 1.

Review and Enforcement of Orders

Orders not to be reviewed by 22. (1) Subject to this Part, every order or decision of the Board is final and shall not be questioned or reviewed in any court, except in accordance with the *Federal Court Act* on the grounds referred to in paragraph 18.1(4)(a), (b) or (e) of that Act.

Standing of Board (1.1) The Board has standing to appear in proceedings referred to in subsection (1) for the purpose of making submissions regarding the standard of review to be used with respect to decisions of the Board and the Board's jurisdiction, policies and procedures.

No review by certiorari, etc.

- (2) Except as permitted by subsection (1), no order, decision or proceeding of the Board made or carried on under or purporting to be made or carried on under this Part shall
 - (a) be questioned, reviewed, prohibited or restrained, or
 - (b) be made the subject of any proceedings in or any process of any court, whether by way of injunction, *certiorari*, prohibition, *quo war*ranto or otherwise,

on any ground, including the ground that the order, decision or proceeding is beyond the jurisdiction of the Board to make or carry on or that, in the course of any proceeding, the Board for any reason exceeded or lost its jurisdiction.

R.S., 1985, c. L-2, s. 22; 1990, c. 8, s. 56; 1998, c. 26, s. 9.

Filing of Board's orders in Federal Court

- 23. (1) The Board shall, on the request in writing of any person or organization affected by any order or decision of the Board, file a copy of the order or decision, exclusive of the reasons therefor, in the Federal Court, unless, in the opinion of the Board.
 - (a) there is no indication of failure or likelihood of failure to comply with the order or decision; or

la réalisation de ses objets, notamment en rendant des ordonnances enjoignant de se conformer à la présente partie, à ses règlements et d'exécuter les décisions qu'il rend sur les questions qui lui sont soumises.

S.R., ch. L-1, art. 121; 1972, ch. 18, art. 1.

Révision et exécution des ordonnances

22. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les ordonnances ou les décisions du Conseil sont définitives et ne sont susceptibles de contestation ou de révision par voie judiciaire que pour les motifs visés aux alinéas 18.1(4)a), b) ou e) de la Loi sur la Cour fédérale et dans le cadre de cette loi.

Impossibilité de révision par un tribunal

- (1.1) Le Conseil a qualité pour comparaître dans les procédures visées au paragraphe (1) pour présenter ses observations à l'égard de la norme de contrôle judiciaire applicable à ses décisions ou à l'égard de sa compétence, de ses procédures et de ses politiques.
- (2) Sauf exception prévue au paragraphe (1), l'action décision, ordonnance ou procédure du Conseil, dans la mesure où elle est censée s'exercer dans le cadre de la présente partie, ne peut, pour quelque motif, y compris celui de l'excès de pouvoir ou de l'incompétence à une étape quelconque de la procédure :
 - a) être contestée, révisée, empêchée ou limitée;
 - b) faire l'objet d'un recours judiciaire, notamment par voie d'injonction, de *certiorari*, de prohibition ou de *quo warranto*.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 22; 1990, ch. 8, art. 56; 1998, ch. 26, art. 9.

- 23. (1) Sur demande écrite de la personne ou de l'organisation intéressée, le Conseil dépose à la Cour fédérale une copie du dispositif de la décision ou de l'ordonnance sauf si, à son avis :
 - a) ou bien rien ne laisse croire qu'elle n'a pas été exécutée ou ne le sera pas;
 - b) ou bien, pour d'autres motifs valables, le dépôt ne serait d'aucune utilité.

Qualité du Conseil

Interdiction de recours extraordinaire

Dépôt à la Cour

fédérale

(b) there is other good reason why the filing of the order or decision in the Federal Court would serve no useful purpose.

Registration of order and proceedings thereon (2) Where the Board files a copy of any order or decision in the Federal Court pursuant to subsection (1), it shall specify in writing to the Court that the copy of the order or decision is filed pursuant to that subsection and, where the Board so specifies, the copy of the order or decision shall be accepted for filing by, and registered in, the Court without further application or other proceeding.

Effect of registration of order or decision (3) When a copy of any order or decision of the Board is registered pursuant to subsection (2), the order or decision has the same force and effect as a judgment obtained in the Federal Court and, subject to this section and the Federal Court Act, all proceedings may be taken thereon by any person or organization affected thereby as if the order or decision were a judgment of that Court.

R.S., 1985, c. L-2, s. 23; 1990, c. 8, s. 57.

Filing of orders in provincial superior court 23.1 The Board may, on application by a person or organization affected by an order or decision of the Board, file a copy of the order or decision, exclusive of the reasons for it, in the superior court of a province. Section 23 applies, with the modifications that the circumstances require, to an order or decision filed in such a superior court.

1998, c. 26, s. 10.

DIVISION III

ACQUISITION AND TERMINATION OF BARGAINING RIGHTS

Application for Certification

Application for certification

24. (1) A trade union seeking to be certified as the bargaining agent for a unit that the trade union considers constitutes a unit appropriate for collective bargaining may, subject to this section and any regulations made by the Board under paragraph 15(e), apply to the Board for certification as the bargaining agent for the unit.

Time of appli-

- (2) Subject to subsection (3), an application by a trade union for certification as the bargaining agent for a unit may be made
 - (a) where no collective agreement applicable to the unit is in force and no trade union has been certified under this Part as the bargaining agent for the unit, at any time;

(2) Lorsqu'il dépose la copie du dispositif de l'ordonnance ou de la décision, le Conseil doit préciser par écrit qu'il le fait conformément au paragraphe (1); la Cour fédérale reçoit ensuite la copie pour dépôt et procède à son enregistrement, sans plus de formalité.

Effet de l'enre-

Dépôt des

ordonnances

auprès de la cour supérieure d'une province

Enregistrement

(3) L'enregistrement conforme au paragraphe (2) confère à la décision ou à l'ordonnance la valeur d'un jugement de la Cour fédérale; dès lors et sous réserve de la *Loi sur la Cour fédérale* et des autres dispositions du présent article, toute personne ou organisation en cause peut engager toute procédure ultérieure comme s'il s'agissait d'un jugement de ce tribunal.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 23; 1990, ch. 8, art. 57.

23.1 Sur demande écrite de la personne ou de l'organisation intéressée, le Conseil peut déposer auprès de la cour supérieure d'une province une copie du dispositif de la décision ou de l'ordonnance, l'article 23 s'appliquant, avec les modifications nécessaires, au document ainsi déposé.

1998, ch. 26, art. 10.

SECTION III

ACQUISITION ET EXTINCTION DES DROITS DE NÉGOCIATION

Demande d'accréditation

24. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des règlements d'application de l'alinéa 15e), un syndicat peut solliciter l'accréditation à titre d'agent négociateur d'une unité qu'il juge habile à négocier collectivement.

Demande d'accréditation

- (2) Sous réserve du paragraphe (3), la demande d'accréditation d'un syndicat à titre d'agent négociateur d'une unité peut être présentée :
 - a) à tout moment, si l'unité n'est ni régie par une convention collective en vigueur ni représentée par un syndicat accrédité à titre d'agent négociateur aux termes de la présente partie;

Périodes de présentation des demandes

- (b) where no collective agreement applicable to the unit is in force but a trade union has been certified under this Part as the bargaining agent for the unit, after the expiration of twelve months from the date of that certification or, with the consent of the Board, at any earlier time;
- (c) where a collective agreement applicable to the unit is in force and is for a term of not more than three years, only after the commencement of the last three months of its operation; and
- (d) where a collective agreement applicable to the unit is in force and is for a term of more than three years, only after the commencement of the thirty-fourth month of its operation and before the commencement of the thirty-seventh month of its operation and, thereafter, only
 - (i) during the three month period immediately preceding the end of each year that the collective agreement continues to operate after the third year of its operation, and
 - (ii) after the commencement of the last three months of its operation.

No application during strike or lockout

(3) An application for certification under subsection (2) in respect of a unit must not, except with the consent of the Board, be made during a strike or lockout that is not prohibited by this Part and that involves employees in the unit.

Terms or conditions of employment not to be changed

- (4) Where an application by a trade union for certification as the bargaining agent for a unit is made in accordance with this section, no employer of employees in the unit shall, after notification that the application has been made, alter the rates of pay, any other term or condition of employment or any right or privilege of such employees until
 - (a) the application has been withdrawn by the trade union or dismissed by the Board, or
 - (b) thirty days have elapsed after the day on which the Board certifies the trade union as the bargaining agent for the unit,

except pursuant to a collective agreement or with the consent of the Board.

R.S., 1985, c. L-2, s. 24; 1993, c. 42, s. 1(F); 1998, c. 26, s. 11.

Exception

24.1 A trade union that is not certified but has entered into a collective agreement the term of which has not expired may, despite paragraphs 24(2)(c) and (d), make an application for certifica-

- b) si l'unité est représentée par un syndicat sans être régie par une convention collective, après l'expiration des douze mois qui suivent la date d'accréditation ou dans le délai plus court autorisé par le Conseil;
- c) si l'unité est régie par une convention collective d'une durée maximale de trois ans, uniquement après le début des trois derniers mois d'application de la convention;
- d) si la durée de la convention collective régissant l'unité est de plus de trois ans, uniquement au cours des trois derniers mois de la troisième année d'application de la convention et, par la suite, uniquement:
 - (i) au cours des trois derniers mois de chacune des années d'application suivantes,
 - (ii) après le début des trois derniers mois d'application.

(3) La demande d'accréditation ne peut, sans le consentement du Conseil, être présentée pendant une grève ou un lock-out non interdits par la présente partie et touchant des employés faisant partie de l'unité en cause.

(4) Après notification de la demande d'accréditation, l'employeur ne peut modifier ni les taux des salaires, ni les autres conditions d'emploi, ni les droits ou avantages des employés de l'unité visée, sauf si les modifications se font conformément à une convention collective ou sont approuvées par le Conseil. Cette interdiction s'applique, selon le cas:

a) jusqu'au retrait de la demande par le syndicat ou au rejet de celle-ci par le Conseil;

b) jusqu'à l'expiration des trente jours suivant l'accréditation du syndicat.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 24; 1993, ch. 42, art. 1(F); 1998, ch. 26, art. 11.

24.1 Le syndicat non accrédité ayant conclu une convention collective qui n'est pas expirée peut, par dérogation aux alinéas 24(2)c) et d), présenter en tout temps une demande d'accréditation à l'é-

Présentation en cas de grève ou de lock-out

Maintien des conditions d'emploi

Exception

tion at any time, in respect of the unit to which the collective agreement applies or substantially the same unit.

1998, c. 26, s. 12.

Where certification prohibited **25.** (1) Notwithstanding anything in this Part, where the Board is satisfied that a trade union is so dominated or influenced by an employer that the fitness of the trade union to represent employees of the employer for the purpose of collective bargaining is impaired, the Board shall not certify the trade union as the bargaining agent for any unit comprised of employees of the employer and any collective agreement between the trade union and the employer that applies to any such employees shall be deemed not to be a collective agreement for the purposes of this Part.

Idem

(2) Notwithstanding anything in this Part, where the Board is satisfied that a trade union denies membership in the trade union to any employee or class of employees in a bargaining unit by virtue of a policy or practice that the trade union applies relating to qualifications for membership in the trade union, the Board shall not certify the trade union as the bargaining agent for the bargaining unit and any collective agreement between the trade union and the employer of the employees in the bargaining unit that applies to the bargaining unit shall be deemed not to be a collective agreement for the purposes of this Part.

R.S., c. L-1, s. 134; 1972, c. 18, s. 1.

Where certification prohibited

26. The Board shall not certify a trade union as, and a trade union shall not act as, the bargaining agent for both a bargaining unit comprised of private constables and a bargaining unit comprised of employees other than private constables if any or all of the employees in both such bargaining units are employed by the same employer.

R.S., c. L-1, s. 135; 1972, c. 18, s. 1.

Determination of Bargaining Units

Determination of appropriate

27. (1) Where a trade union applies under section 24 for certification as the bargaining agent for a unit that the trade union considers appropriate for collective bargaining, the Board shall determine the unit that, in the opinion of the Board, is appropriate for collective bargaining.

Idem

(2) In determining whether a unit constitutes a unit that is appropriate for collective bargaining, the Board may include any employees in or ex-

gard de l'unité régie par la convention collective ou une unité essentiellement similaire.

1998, ch. 26, art. 12.

25. (1) Malgré toute autre disposition de la présente partie, le Conseil ne peut accorder l'accréditation s'il est convaincu qu'un syndicat est dominé ou influencé par l'employeur au point que son aptitude à représenter les employés dans le cadre des négociations collectives est compromise; le cas échéant, toute convention collective qui aurait été conclue par le syndicat et l'employeur pour s'appliquer aux employés ou à certains d'entre eux est tenue pour inexistante dans le cadre de la présente partie.

Cas où l'accréditation est interdite

Autre cas de

(2) Malgré toute autre disposition de la présente partie, le Conseil ne peut non plus accorder l'accréditation s'il est convaincu que le syndicat refuse l'adhésion à quelque employé ou catégorie d'employés faisant partie d'une unité de négociation en vertu d'usages ou de principes régissant l'admission; le cas échéant, toute convention collective qui aurait été conclue par le syndicat et l'employeur pour s'appliquer aux employés de l'unité de négociation est tenue pour inexistante dans le cadre de la présente partie.

S.R., ch. L-1, art. 134; 1972, ch. 18, art. 1.

26. Un syndicat ne peut agir comme agent négociateur à la fois d'une unité de négociation regroupant des agents de police privés et d'une unité

de négociation formée en tout ou en partie d'autres employés qui sont au service du même employeur. Le Conseil ne peut accréditer un syndicat qui représenterait les deux unités.

S.R., ch. L-1, art. 135; 1972, ch. 18, art. 1.

Détermination des unités de négociation

27. (1) Saisi par un syndicat, dans le cadre de l'article 24, d'une demande d'accréditation pour une unité que celui-ci juge habile à négocier collectivement, le Conseil doit déterminer l'unité qui, à son avis, est habile à négocier collectivement.

Détermination de l'unité habile à négocier

(2) Dans sa détermination de l'unité habile à négocier collectivement, le Conseil peut ajouter des employés à l'unité proposée par le syndicat ou en retrancher. Idem

Membres de

profession libé-

clude any employees from the unit proposed by the trade union.

Professional employees (3) Where a trade union applies under section 24 for certification as the bargaining agent for a unit comprised of or including professional employees, the Board, subject to subsections (2) and (4), shall determine that the unit appropriate for collective bargaining is a unit comprised of only professional employees, unless such a unit would not otherwise be appropriate for collective bargaining.

Idem

- (4) In determining that a unit is appropriate for collective bargaining under subsection (3), the Board may include in the unit
 - (a) professional employees of more than one profession; and
 - (b) employees performing the functions, but lacking the qualifications, of a professional employee.

Supervisory employees

(5) Where a trade union applies for certification as the bargaining agent for a unit comprised of or including employees whose duties include the supervision of other employees, the Board may, subject to subsection (2), determine that the unit proposed in the application is appropriate for collective bargaining.

Private consta-

(6) The Board shall not include a private constable in a unit with other employees.

R.S., c. L-1, s. 125; 1972, c. 18, s. 1.

Certification of Bargaining Agents and Related Matters

Duty to certify trade union

- 28. Where the Board
- (a) has received from a trade union an application for certification as the bargaining agent for a unit.
- (b) has determined the unit that constitutes a unit appropriate for collective bargaining, and
- (c) is satisfied that, as of the date of the filing of the application or of such other date as the Board considers appropriate, a majority of the employees in the unit wish to have the trade union represent them as their bargaining agent,

the Board shall, subject to this Part, certify the trade union making the application as the bargaining agent for the bargaining unit.

(3) Si l'unité proposée par le syndicat regroupe ou comprend des membres de profession libérale, le Conseil doit, sous réserve des paragraphes (2) et (4), déterminer que l'unité habile à négocier collectivement est celle qui ne regroupe que des membres de profession libérale, sauf si l'unité n'est pas par ailleurs habile à négocier collectivement.

Idem

- (4) Dans sa détermination, dans le cadre du paragraphe (3), de l'unité habile à négocier collectivement, le Conseil peut incorporer dans l'unité :
 - a) des membres de professions libérales différentes;
 - b) des employés qui, sans en avoir les qualifications, exercent
- (5) Le Conseil peut, sous réserve du paragraphe (2), décider qu'une unité proposée par le syndicat et regroupant ou comprenant des employés dont les tâches consistent entre autres à surveiller d'autres employés est habile à négocier collectivement.

Surveillance

Agents de

police privés

(6) Le Conseil ne peut incorporer un agent de police privé dans une unité groupant d'autres employés.

S.R., ch. L-1, art. 125; 1972, ch. 18, art. 1.

Accréditation des agents négociateurs et questions connexes

28. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le Conseil doit accréditer un syndicat lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) il a été saisi par le syndicat d'une demande d'accréditation:

- b) il a défini l'unité de négociation habile à négocier collectivement;
- c) il est convaincu qu'à la date du dépôt de la demande, ou à celle qu'il estime indiquée, la majorité des employés de l'unité désiraient que le syndicat les représente à titre d'agent négociateur.

S.R., ch. L-1, art. 126; 1972, ch. 18, art. 1; 1977-78, ch. 27, art. 45; 1980-81-82-83, ch. 47, art. 53.

Accréditation d'un syndicat R.S., c. L-1, s. 126; 1972, c. 18, s. 1; 1977-78, c. 27, s. 45.

Representation

29. (1) The Board may, in any case, for the purpose of satisfying itself as to whether employees in a unit wish to have a particular trade union represent them as their bargaining agent, order that a representation vote be taken among the employees in the unit.

Employees not in a unit

(1.1) Any person who was not an employee in the bargaining unit on the date on which notice to bargain collectively was given, and was hired or assigned after that date to perform all or part of the duties of an employee in the bargaining unit on strike or locked out, is not an employee in the unit.

Mandatory vote

(2) Where a trade union applies for certification as the bargaining agent for a unit in respect of which no other trade union is the bargaining agent, and the Board is satisfied that not less than thirty-five per cent and not more than fifty per cent of the employees in the unit are members of the trade union, the Board shall order that a representation vote be taken among the employees in the unit.

Determination of union membership (3) Where the Board is satisfied that a trade union has an established practice of admitting persons to membership without regard to the eligibility requirements of its charter, constitution or bylaws, the Board may disregard those requirements in determining whether a person is a member of a trade union.

R.S., 1985, c. L-2, s. 29; 1998, c. 26, s. 13.

Conduct of vote

- **30.** (1) Where the Board orders that a representation vote be taken among employees in a unit, the Board shall
 - (a) determine the employees that are eligible to vote; and
 - (b) make such arrangements and give such directions as the Board considers necessary for the proper conduct of the representation vote, including the preparation of ballots, the method of casting and counting ballots and the custody and sealing of ballot boxes.

Choice

(2) Where the Board orders that a representation vote be taken on an application by a trade union for certification as the bargaining agent for a unit in respect of which no other trade union is the bargaining agent, the Board shall include on the ballots a choice whereby an employee may indicate that they do not wish to be represented by any trade union named on the ballots. 29. (1) Le Conseil peut, pour chaque cas dont il est saisi, ordonner la tenue d'un scrutin afin de s'assurer que les employés d'une unité désirent être représentés par un syndicat déterminé à titre d'agent négociateur.

agent négociateur.

(1.1) La personne qui n'était pas un employé de unité de négociation à la date à laquelle l'avis de régociation collective a été donné et qui a été par

- l'unité de négociation à la date à laquelle l'avis de négociation collective a été donné et qui a été par la suite engagée ou désignée pour accomplir la totalité ou une partie des tâches d'un employé d'une unité visée par une grève ou un lock-out n'est pas un employé de l'unité.
- (2) Le scrutin de représentation est obligatoire dans le cas où l'unité n'est représentée par aucun syndicat et où le Conseil est convaincu que de trente-cinq pour cent à cinquante pour cent inclusivement des employés de l'unité adhèrent au syndicat qui sollicite l'accréditation.
- (3) Pour trancher la question de l'adhésion au syndicat, le Conseil peut ne pas tenir compte des conditions d'admissibilité prévues dans la charte, les statuts ou les règlements administratifs de celui-ci, s'il est convaincu que le syndicat admet habituellement des adhérents sans égard à ces conditions.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 29; 1998, ch. 26, art. 13.

- **30.** (1) Lorsqu'il ordonne la tenue d'un scrutin de représentation au sein d'une unité, le Conseil est tenu :
 - a) de déterminer quels sont les employés qui ont droit de voter:
 - b) de prendre les mesures et donner les instructions qui lui semblent nécessaires en vue de la régularité du scrutin, notamment en ce qui concerne la préparation des bulletins de vote, les modes de scrutin et de dépouillement, et la garde et le scellage des urnes.
- (2) Dans le cas où il ordonne la tenue d'un scrutin de représentation alors que l'unité en cause n'est représentée par aucun syndicat, le Conseil doit veiller à ce que les bulletins de vote permettent aux employés d'y indiquer leur désir de n'être pas représentés par le ou les syndicats qui y sont mentionnés.

Scrutin de représentation

Employés exclus de l'unité

Scrutin obliga-

Adhésion

Tenue du scrutin

Part I

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), where the employees in a unit have cast ballots in favour of all trade unions involved in a representation vote totalling more than fifty per cent of all the ballots cast but have not given majority support to one trade union in that vote and, as a result, a second or subsequent representation vote is required, the Board shall not be required to include the choice referred to in subsection (2) in the ballots for the second or subsequent vote.

R.S., 1985, c. L-2, s. 30; 1998, c. 26, s. 14(F); 1999, c. 31, s. 150(E).

Result of representation vote **31.** (1) Subject to subsection (2), the Board shall determine the result of a representation vote on the basis of the ballots cast by the majority of employees voting.

Idem

(2) Where, on considering the result of a representation vote, the Board determines that less than thirty-five per cent of the employees who are eligible to vote have voted, the Board shall determine that the representation vote is void.

Idem

(3) A vote by the majority of the employees voting in a representation vote is evidence that a majority of employees in the unit in respect of which the vote was ordered are of the opinion expressed in the vote of the majority of employees voting.

R.S., c. L-1, s. 129; 1972, c. 18, s. 1.

Council of trade unions **32.** (1) Where two or more trade unions have formed a council of trade unions, the council so formed may apply to the Board for certification as the bargaining agent for a unit in the same manner as a trade union

Certification of council of trade

(2) The Board may certify a council of trade unions as the bargaining agent for a bargaining unit where the Board is satisfied that the requirements for certification prescribed by or pursuant to this Part have been met.

Membership in council of trade unions

part of a council of trade unions is deemed to be membership in the council of trade unions.

(4) Where a council of trade unions is certified by the Board as the bargaining agent for a bargain.

(3) Membership in any trade union that forms

Council of trade unions bound by collective agreement

- by the Board as the bargaining agent for a bargaining unit,

 (a) the council of trade unions and each trade
- (a) the council of trade unions and each trade union forming the council of trade unions is bound by any collective agreement entered into by the council of trade unions and the employer concerned; and

(3) Le Conseil n'est toutefois plus tenu à l'obligation visée au paragraphe (2) pour le ou les scrutins supplémentaires nécessités par le fait qu'aucun des syndicats participant au premier scrutin de représentation n'a obtenu la majorité, si le pourcentage des votes en faveur des syndicats dans leur ensemble était supérieur à cinquante pour cent.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 30; 1998, ch. 26, art. 14(F); 1999, ch. 31, art. 150(A).

31. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le Conseil doit déterminer le résultat du scrutin de représentation d'après le vote de la majorité des employés qui y ont participé.

(2) S'il constate que le taux de participation du vote est inférieur à trente-cinq pour cent, le Conseil tient le scrutin de représentation pour nul.

(3) L'opinion exprimée par la majorité des employés ayant participé au scrutin de représentation constitue celle de la majorité des employés de l'unité faisant l'objet du scrutin.

S.R., ch. L-1, art. 129; 1972, ch. 18, art. 1.

32. (1) Le regroupement formé par plusieurs syndicats peut, tout comme un syndicat, solliciter l'accréditation à titre d'agent négociateur d'une unité

(2) Le Conseil peut accréditer le regroupement de syndicats à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation lorsqu'il est convaincu que les conditions d'accréditation fixées sous le régime de la présente partie ont été remplies.

(3) L'adhésion à un syndicat membre d'un regroupement de syndicats vaut adhésion au regroupement.

(4) L'accréditation d'un regroupement de syndicats à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation a, pour lui et ses syndicats membres, les effets suivants :

a) tous les syndicats membres sont comme lui liés par toute convention collective qu'il conclut avec l'employeur; Résultat

Participation minimale

Majorité

Regroupement de syndicats

Accréditation du regroupement de syndicats

Adhésion au regroupement de syndicats

Assujettissement du regroupement de syndicats à la convention (b) this Part applies, except as otherwise provided, as if the council of trade unions were a trade union.

R.S., c. L-1, s. 130; 1972, c. 18, s. 1; 1977-78, c. 27, s. 48.

Designation of employers' organization

33. (1) Where a trade union applies for certification as the bargaining agent for a unit comprised of employees of two or more employers who have formed an employers' organization, the Board may designate the employers' organization to be the employer if it is satisfied that each of the employers forming the employers' organization has granted appropriate authority to the employers' organization to enable it to discharge the duties and responsibilities of an employer under this Part.

New members

(1.1) The Board may, on application by the employers' organization, include in the designation referred to in subsection (1) any employer that becomes a member of the employers' organization if it is satisfied that that employer has granted appropriate authority to the employers' organization to enable the employers' organization to discharge the duties and responsibilities of an employer and that such an inclusion would ensure the fulfilment of the objectives of this Part.

Designated employers' organization deemed to be employer

Employer

ceasing to be

member of

employers

organization

- (2) Where the Board designates an employers' organization as an employer pursuant to subsection (1),
 - (a) the employers' organization and each employer forming the employers' organization is bound by any collective agreement entered into by the employers' organization and the trade union concerned; and
 - (b) this Part applies, except as otherwise provided, as if the employers' organization were an employer.
- (3) Where an employer ceases to be a member of an employers' organization or withdraws the authority referred to in subsection (1) or (1.1) that the employer granted to the employers' organization, the employer
 - (a) continues to be bound by any collective agreement applicable to the employer's employees that was entered into by the employers' organization; and
 - (b) may be required to commence collective bargaining in accordance with section 48.

b) sauf disposition contraire, la présente partie s'applique comme si le regroupement était un syndicat.

S.R., ch. L-1, art. 130; 1972, ch. 18, art. 1; 1977-78, ch. 27, art. 48.

33. (1) Dans les cas où l'unité qui fait l'objet de la demande d'accréditation groupe des employés de plusieurs employeurs formant une organisation patronale, le Conseil peut attribuer la qualité d'employeur à celle-ci s'il est convaincu qu'elle a été investie par chacun des employeurs membres des pouvoirs nécessaires à l'exécution des obligations imposées à l'employeur par la présente partie.

Désignation d'une organisation patronale comme employeur

Nouveaux

membres

(1.1) Le Conseil peut, à la demande de l'organisation patronale, étendre la portée de la désignation visée au paragraphe (1) à l'égard de tout employeur qui devient membre de l'organisation patronale s'il est convaincu que cette dernière a été investie par l'employeur des pouvoirs nécessaires à l'exécution des obligations imposées à l'employeur et qu'une telle modification permettrait d'assurer la réalisation des objectifs de la présente partie.

le Présomption

Retrait de

l'organisation

- (2) La désignation de l'organisation patronale comme employeur a, pour elle et ses membres, les effets suivants :
 - a) tous les employeurs membres sont comme elle liés par toute convention collective qu'elle conclut avec le syndicat;
 - b) sauf disposition contraire, la présente partie s'applique comme si l'organisation était un employeur.
- (3) L'employeur qui cesse de faire partie d'une organisation patronale ou retire à celle-ci les pouvoirs qu'il lui avait conférés :
 - a) reste lié par toute convention collective conclue par l'organisation patronale et applicable à ses employés;
 - b) peut être obligé d'entamer des négociations collectives conformément à l'article 48.
- L.R. (1985), ch. L-2, art. 33; 1998, ch. 26, art. 15; 1999, ch. 31, art. 151(A).

R.S., 1985, c. L-2, s. 33; 1998, c. 26, s. 15; 1999, c. 31, s. 151(E).

Certification in long-shoring and other industries

- 34. (1) Where employees are employed in
- (a) the long-shoring industry, or
- (b) such other industry in such geographic area as may be designated by regulation of the Governor in Council on the recommendation of the Board.

the Board may determine that the employees of two or more employers actively engaged in the industry in the geographic area constitute a unit appropriate for collective bargaining and may, subject to this Part, certify a trade union as the bargaining agent for the unit.

Recommendation of Board

(2) No recommendation under paragraph (1)(b) shall be made by the Board unless, on inquiry, it is satisfied that the employers actively engaged in an industry in a particular geographic area obtain their employees from a group of employees the members of which are employed from time to time by some or all of those employers.

Representative

- (3) Where the Board, pursuant to subsection (1), certifies a trade union as the bargaining agent for a bargaining unit, the Board shall, by order,
 - (a) require the employers of the employees in the bargaining unit
 - (i) to jointly choose a representative, and
 - (ii) to inform the Board of their choice within the time period specified by the Board; and
 - (b) appoint the representative so chosen as the employer representative for those employers.

Powers of Board (4) Where the employers fail to comply with an order made under paragraph (3)(a), the Board shall, after affording to the employers a reasonable opportunity to make representations, by order, appoint an employer representative of its own choosing.

New representative

(4.1) On application by one or more employers of employees in the bargaining unit, the Board may, if it is satisfied that the employer representative is no longer qualified to act in that capacity, revoke the appointment of the employer representative and appoint a new representative.

Status of employer representative

(5) An employer representative shall be deemed to be an employer for the purposes of this Part

34. (1) Le Conseil peut décider que les employés de plusieurs employeurs véritablement actifs dans le secteur en cause, dans la région en question, constituent une unité habile à négocier collectivement et, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, accréditer un syndicat à titre d'agent négociateur de l'unité, dans le cas des employés qui travaillent :

- a) dans le secteur du débardage;
- b) dans les secteurs d'activité et régions désignés par règlement du gouverneur en conseil sur sa recommandation.
- (2) Avant de faire la recommandation prévue à l'alinéa (1)b), le Conseil doit s'assurer, par une enquête, que les employeurs véritablement actifs dans le secteur en cause, dans la région en question, recrutent leurs employés au sein du même groupe et que ceux-ci sont engagés, à un moment ou à un autre, par ces employeurs ou certains d'entre eux.

(3) Lorsqu'il accorde l'accréditation visée au paragraphe (1), le Conseil, par ordonnance :

- a) enjoint aux employeurs des employés de l'unité de négociation de choisir collectivement un représentant et d'informer le Conseil de leur choix avant l'expiration du délai qu'il fixe;
- b) désigne le représentant ainsi choisi à titre de représentant patronal de ces employeurs.
- (4) Si les employeurs ne se conforment pas à l'ordonnance que rend le Conseil en vertu de l'alinéa (3)a), le Conseil procède lui-même, par ordonnance, à la désignation d'un représentant patronal. Il est tenu, avant de rendre celle-ci, de donner aux employeurs la possibilité de présenter des arguments.
- (4.1) Sur demande présentée par un ou plusieurs employeurs des employés de l'unité de négociation, le Conseil peut, s'il est convaincu que le représentant patronal n'est plus apte à l'être, annuler sa désignation et en désigner un nouveau.
- (5) Pour l'application de la présente partie, le représentant patronal est assimilé à un employeur;

Accréditation dans des secteurs particuliers

Recommandation du Conseil

Représentant

Pouvoirs du Conseil

Nouveau représentant

Statut du représentant patronal and, by virtue of having been appointed under this section, has the power to, and shall, discharge all the duties and responsibilities of an employer under this Part on behalf of all the employers of the employees in the bargaining unit, including the power to enter into a collective agreement on behalf of those employers.

Costs

(5.1) The employer representative may require each employer of employees in the bargaining unit to remit its share of the costs that the employer representative has incurred or estimates will be incurred in fulfilling its duties and responsibilities under this Part and under the terms of the collective agreement.

Duty of employer representative

(6) In the discharge of the duties and responsibilities of an employer under this Part, an employer representative, or a person acting for such a representative, shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the employers on whose behalf the representative acts.

Board to determine questions

(7) The Board shall determine any question that arises under this section, including any question relating to the choice or appointment of the employer representative.

R.S., 1985, c. L-2, s. 34; 1991, c. 39, s. 1; 1998, c. 26, s. 16.

Board may declare single employer 35. (1) Where, on application by an affected trade union or employer, associated or related federal works, undertakings or businesses are, in the opinion of the Board, operated by two or more employers having common control or direction, the Board may, by order, declare that for all purposes of this Part the employers and the federal works, undertakings and businesses operated by them that are specified in the order are, respectively, a single employer and a single federal work, undertaking or business. Before making such a declaration, the Board must give the affected employers and trade unions the opportunity to make representations.

Review of bargaining

(2) The Board may, in making a declaration under subsection (1), determine whether the employees affected constitute one or more units appropriate for collective bargaining.

R.S., 1985, c. L-2, s. 35; 1998, c. 26, s. 17.

Effect of certification

36. (1) Where a trade union is certified as the bargaining agent for a bargaining unit,

il est tenu d'exécuter, au nom des employeurs des employés de l'unité de négociation, toutes les obligations imposées à l'employeur par la présente partie et est investi à cette fin, en raison de sa désignation sous le régime du présent article, des pouvoirs nécessaires; il peut notamment conclure en leur nom une convention collective.

(5.1) Le représentant patronal peut exiger de chacun des employeurs des employés de l'unité de négociation qu'il lui verse sa quote-part des dépenses que le représentant patronal a engagées ou prévoit engager dans l'exécution de ses obligations sous le régime de la présente partie et celui de la convention collective.

(6) Dans l'exécution de ces obligations, il est interdit au représentant patronal ainsi qu'aux personnes qui agissent en son nom d'agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi à l'égard des employeurs qu'il représente. Obligation du représentant patronal

Questions à

Conseil

trancher par le

Participation financière

(7) Pour l'application du présent article, il appartient au Conseil de trancher toute question qui se pose, notamment à l'égard du choix et de la désignation du représentant patronal.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 34; 1991, ch. 39, art. 1; 1998, ch. 26, art. 16.

35. (1) Sur demande d'un syndicat ou d'un employeur concernés, le Conseil peut, par ordonnance, déclarer que, pour l'application de la présente partie, les entreprises fédérales associées ou connexes qui, selon lui, sont exploitées par plusieurs employeurs en assurant en commun le contrôle ou la direction constituent une entreprise unique et que ces employeurs constituent euxmêmes un employeur unique. Il est tenu, avant de rendre l'ordonnance, de donner aux employeurs et aux syndicats concernés la possibilité de présenter des arguments.

Déclaration d'employeur unique par le

(2) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1), le Conseil peut décider si les employés en cause constituent une ou plusieurs unités habiles à négocier collectivement.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 35; 1998, ch. 26, art. 17.

36. (1) L'accréditation d'un syndicat à titre d'agent négociateur emporte :

Révision d'unités

Effet de l'accréditation

- (a) the trade union so certified has exclusive authority to bargain collectively on behalf of the employees in the bargaining unit;
- (b) the certification of any trade union that was previously certified as the bargaining agent for any employees in the bargaining unit is deemed to be revoked to the extent that the certification relates to those employees;
- (c) the trade union so certified is substituted as a party to any collective agreement that affects any employees in the bargaining unit, to the extent that the collective agreement relates to those employees, in the place of the bargaining agent named in the collective agreement or any successor thereto; and
- (d) the trade union so certified is deemed to be the bargaining agent for the purposes of paragraph 50(b).

(2) Where, pursuant to paragraph (1)(c), a trade union is substituted as a party to a collective agreement, the trade union may, within three months after the date on which it is certified as the bargaining agent for a bargaining unit affected by the collective agreement, require the employer who is a party to the collective agreement to commence collective bargaining for the purpose of renewing or revising the collective agreement or entering into a new collective agreement.

(3) Subsection (2) does not apply to a trade

union certified as a result of an application made under section 24.1.

R.S., 1985, c. L-2, s. 36; 1998, c. 26, s. 18.

Just cause requirement

Limitation

Notice to

bargain

36.1 (1) During the period that begins on the date of certification and ends on the date on which a first collective agreement is entered into, the employer must not dismiss or discipline an employee in the affected bargaining unit without just cause.

Arbitration

- (2) Where a disagreement relating to the dismissal or discipline of an employee during the period referred to in subsection (1) arises between the employer and the bargaining agent,
 - (a) the bargaining agent may submit the disagreement to an arbitrator for final settlement as if it were a difference; and
 - (b) sections 57 to 66 apply, with the modifications that the circumstances require, to the disagreement.

 a) droit exclusif de négocier collectivement au nom des employés de l'unité de négociation représentée;

- b) révocation, en ce qui touche les employés de l'unité de négociation, de l'accréditation de tout syndicat antérieurement accrédité;
- c) substitution du syndicat en qualité de partie à toute convention collective s'appliquant à des employés de l'unité de négociation, mais pour ces employés seulement — à l'agent négociateur nommément désigné dans la convention collective ou à tout successeur de celui-ci:
- d) assimilation du syndicat à l'agent négociateur, pour l'application de l'alinéa 50b).

(2) Dans le cas d'application de l'alinéa (1)c), le syndicat substitué à l'autre peut, dans les trois mois suivant la date d'accréditation, exiger de l'employeur lié par la convention collective d'entamer des négociations collectives en vue du renouvellement ou de la révision de celle-ci ou de la conclusion d'une nouvelle convention collective.

Avis de négo-

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas au syndicat qui est accrédité à la suite d'une demande présentée en vertu de l'article 24.1.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 36; 1998, ch. 26, art. 18.

36.1 (1) Au cours de la période qui commence le jour de l'accréditation et se termine le jour de la conclusion de la première convention collective, l'employeur ne peut congédier un employé de l'unité de négociation — ou prendre des mesures disciplinaires à son égard — sans motif valable.

(2) En cas de litige entre un employeur et un agent négociateur sur un congédiement ou des mesures disciplinaires qui surviennent pendant la période visée au paragraphe (1), l'agent peut soumettre le litige à un arbitre pour règlement définitif comme s'il s'agissait d'un désaccord, les articles 57 à 66 s'appliquant alors avec les adaptations nécessaires.

1998, ch. 26, art. 19.

Exception

Congédiement justifié

Arbitrage

1998, c. 26, s. 19.

Duty of fair representation 37. A trade union or representative of a trade union that is the bargaining agent for a bargaining unit shall not act in a manner that is arbitrary, discriminatory or in bad faith in the representation of any of the employees in the unit with respect to their rights under the collective agreement that is applicable to them.

1977-78, c. 27, s. 49; 1984, c. 39, s. 28.

Revocation of Certification and Related Matters

Application for revocation of certification

38. (1) Where a trade union has been certified as the bargaining agent for a bargaining unit, any employee who claims to represent a majority of the employees in the bargaining unit may, subject to subsection (5), apply to the Board for an order revoking the certification of that trade union.

Time for appli-

- (2) An application for an order pursuant to subsection (1) may be made in respect of a bargaining agent for a bargaining unit,
 - (a) where a collective agreement applicable to the bargaining unit is in force, only during a period in which an application for certification of a trade union is authorized to be made pursuant to section 24 unless the Board consents to the making of the application for the order at some other time: and
 - (b) where no collective agreement applicable to the bargaining unit is in force, at any time after a period of one year from the date of certification of the trade union.

Application for order that bargaining agent not entitled to represent bargaining unit

(3) Where a collective agreement applicable to a bargaining unit is in force but the bargaining agent that is a party to the collective agreement has not been certified by the Board, any employee who claims to represent a majority of the employees in the bargaining unit may, subject to subsection (5), apply to the Board for an order declaring that the bargaining agent is not entitled to represent the employees in the bargaining unit.

Time for appli-

- (4) An application for an order pursuant to subsection (3) may be made in respect of a bargaining agent for a bargaining unit,
 - (a) during the term of the first collective agreement that is entered into by the employer of the employees in the bargaining unit and the bargaining agent,

37. Il est interdit au syndicat, ainsi qu'à ses représentants, d'agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi à l'égard des employés de l'unité de négociation dans l'exercice des droits reconnus à ceux-ci par la convention collective.

1977-78, ch. 27, art. 49; 1984, ch. 39, art. 28, ch. 40, art. 79.

Révocation de l'accréditation et questions connexes

38. (1) Tout employé prétendant représenter la majorité des employés d'une unité de négociation peut, sous réserve du paragraphe (5), demander au Conseil de révoquer par ordonnance l'accréditation du syndicat à titre d'agent négociateur de l'unité.

(2) La demande visée au paragraphe (1) peut être présentée :

a) si l'unité de négociation est régie par une convention collective, seulement au cours de la période pendant laquelle il est permis, aux termes de l'article 24, de solliciter l'accréditation, sauf consentement du Conseil pour un autre moment:

b) en l'absence de convention collective, à l'expiration du délai d'un an suivant l'accréditation.

(3) Dans les cas où l'agent négociateur partie à une convention collective n'a pas été accrédité par le Conseil, tout employé prétendant représenter la majorité des employés de l'unité de négociation régie par la convention peut, sous réserve du paragraphe (5), demander au Conseil de rendre une ordonnance déclarant que l'agent négociateur n'a pas qualité pour représenter les employés de cette unité.

(4) La demande visée au paragraphe (3) peut être présentée :

- a) si la convention collective en vigueur est la première conclue par l'employeur et l'agent négociateur :
 - (i) à tout moment au cours de la première année d'application de la convention,

Représentation

Demande de révocation

Dates de présentation

Demande d'ordonnance mettant fin à la représentativité d'un agent négociateur

Dates de présentation

- (i) at any time during the first year of the term of that collective agreement, and
- (ii) thereafter, except with the consent of the Board, only during a period in which an application for certification of a trade union is authorized to be made pursuant to section 24; and
- (b) in any other case, except with the consent of the Board, only during a period in which an application for certification of a trade union is authorized to be made pursuant to section 24.

No application where strike or lockout

(5) An application under subsection (1) or (3) must not, except with the consent of the Board, be made in respect of the bargaining agent for employees in a bargaining unit during a strike or lockout of those employees that is not prohibited by this Part.

R.S., 1985, c. L-2, s. 38; 1998, c. 26, s. 20.

Order revoking certification or declaring bargaining agent not entitled to represent bargaining unit

- 39. (1) Where, on receipt of an application for an order made under subsection 38(1) or (3) in respect of a bargaining agent for a bargaining unit, and after such inquiry by way of a representation vote or otherwise as the Board considers appropriate in the circumstances, the Board is satisfied that a majority of the employees in the bargaining unit no longer wish to have the bargaining agent represent them, the Board shall, subject to subsection (2), by order,
 - (a) in the case of an application made under subsection 38(1), revoke the certification of the trade union as the bargaining agent for the bargaining unit; or
 - (b) in the case of an application made under subsection 38(3), declare that the bargaining agent is not entitled to represent the employees in the bargaining unit.

Limitation

(2) Where no collective agreement applicable to a bargaining unit is in force, no order shall be made pursuant to paragraph (1)(a) in relation to the bargaining agent for the bargaining unit unless the Board is satisfied that the bargaining agent has failed to make a reasonable effort to enter into a collective agreement in relation to the bargaining unit.

R.S., c. L-1, s. 138; 1972, c. 18, s. 1.

Application where fraud

- **40.** (1) Where a trade union has been certified as the bargaining agent for a bargaining unit,
 - (a) any employee in the bargaining unit,

- (ii) par la suite, sauf consentement du Conseil à l'effet contraire, seulement au cours de la période pendant laquelle il est permis, aux termes de l'article 24, de solliciter l'accréditation:
- b) dans les autres cas, sauf consentement du Conseil à l'effet contraire, seulement au cours de la période pendant laquelle il est permis, aux termes de l'article 24, de solliciter l'accréditation.
- (5) Sauf consentement du Conseil à l'effet contraire, les demandes prévues aux paragraphes (1) ou (3) ne peuvent être présentées au cours d'une grève ou d'un lock-out non interdits par la présente partie des employés de l'unité de négociation représentée par l'agent négociateur.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 38; 1998, ch. 26, art. 20.

39. (1) Si, à l'issue de l'enquête qu'il estime indiquée — tenue sous forme d'un scrutin de représentation ou sous une autre forme —, il est convaincu que la majorité des employés de l'unité de négociation visée par la demande ne désirent plus être représentés par leur agent négociateur, le Conseil doit rendre une ordonnance par laquelle:

Révocation d'accréditation et perte de la qualité d'agent négociateur

Cas de grève ou

de lock-out

- a) dans le cas de la demande prévue au paragraphe 38(1), il révoque l'accréditation du syndicat à titre d'agent négociateur de l'unité;
- b) dans le cas de la demande prévue au paragraphe 38(3), il déclare que l'agent négociateur n'a pas qualité pour représenter les employés de l'unité.
- (2) En l'absence de convention collective applicable à l'unité de négociation, l'ordonnance visée à l'alinéa (1)a) ne peut être rendue par le Conseil que s'il est convaincu que l'agent négociateur n'a pas fait d'effort raisonnable en vue de sa conclusion.

S.R., ch. L-1, art. 138; 1972, ch. 18, art. 1.

40. (1) Le Conseil peut être saisi à tout moment d'une demande de révocation d'accréditation d'un syndicat au motif que celle-ci a été obtenue frau-

Restriction

Demande en

- (b) the employer of the employees in the bargaining unit, or
- (c) any trade union that appeared before the Board in the certification proceeding,

that alleges that the certification was obtained by the fraud of the trade union so certified, may apply to the Board, at any time, for revocation of the certification.

Revocation of certification for fraud

- (2) On receipt of an application under subsection (1) in respect of a trade union certification as the bargaining agent for a bargaining unit, the Board shall, by order, revoke the certification of the trade union as the bargaining agent for the bargaining unit if the Board is satisfied that the evidence in support of the application
 - (a) was not and could not, by the exercise of reasonable diligence, have been presented to it in the certification proceeding; and
 - (b) is such that the Board would have refused to certify the trade union as the bargaining agent for the bargaining unit if the evidence had been presented to it in the certification proceeding.

R.S., c. L-1, ss. 139, 140; 1972, c. 18, s. 1.

Application for revocation of certification of a council of trade unions 41. (1) Where a council of trade unions has been certified as the bargaining agent for a bargaining unit, in addition to any circumstances in which an application for revocation of the certification of the council of trade unions may be made pursuant to section 38 or subsection 40(1), any employee in the bargaining unit, the employer of the employees in the bargaining unit or a trade union that forms part of the council of trade unions may apply to the Board for revocation of the certification on the ground that the council of trade unions no longer meets the requirements for certification of a council of trade unions.

Revocation of certification of a council of trade unions (2) Where an application for revocation of certification is made under subsection (1), the Board may, by order, revoke the certification of the council of trade unions if, in the opinion of the Board, the council of trade unions no longer meets the requirements for certification of a council of trade unions.

Time for appli-

(3) An application under subsection (1) may be made in respect of a council of trade unions that has been certified as the bargaining agent for a bargaining unit only during a period in which an application for an order revoking the certification

duleusement. Ont qualité pour présenter cette demande :

- a) tout employé de l'unité de négociation représentée par le syndicat;
- b) l'employeur des employés de cette unité;
- c) tout syndicat ayant comparu devant le Conseil au cours de la procédure d'accréditation.
- (2) Saisi de la demande visée au paragraphe (1), le Conseil révoque, par ordonnance, l'accréditation du syndicat s'il est convaincu que les éléments de preuve à l'appui:

a) d'une part, n'auraient pu, même avec la diligence normale, lui être présentés au cours de la procédure d'accréditation;

b) d'autre part, l'auraient amené à refuser l'accréditation s'ils lui avaient été alors présentés.

S.R., ch. L-1, art. 139 et 140; 1972, ch. 18, art. 1.

41. (1) Un regroupement de syndicats accrédité à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation peut faire l'objet d'une demande de révocation d'accréditation pour les raisons applicables aux syndicats aux termes de l'article 38 ou du paragraphe 40(1) et, en outre, au motif qu'il ne remplit plus les conditions d'accréditation applicables aux regroupements de syndicats. Dans ce dernier cas, la demande peut être présentée par tout employé de l'unité de négociation, l'employeur des employés de celle-ci ou un syndicat membre du regroupement.

(2) Le Conseil peut, par ordonnance, révoquer l'accréditation du regroupement de syndicats visé par la demande de révocation s'il est d'avis que celui-ci ne remplit plus les conditions d'accréditation applicables aux regroupements de syndicats.

(3) Les dates de présentation des demandes visées au paragraphe (1) sont celles qui sont prévues pour les demandes présentées aux termes de l'article 38.

S.R., ch. L-1, art. 141; 1972, ch. 18, art. 1.

Révocation

nour fraude

Cas des regroupements de syndicats

Révocation

Dates de présentation

Effets de la

révocation

of that council of trade unions is authorized to be made under section 38.

R.S., c. L-1, s. 141; 1972, c. 18, s. 1.

Effect of revocation or declaration

- 42. Where the Board makes an order under section 39, subsection 40(2) or section 41 revoking the certification of a trade union or council of trade unions, or declaring that a trade union is not entitled to represent the employees in a bargaining unit.
 - (a) any collective agreement between the trade union or council of trade unions and the employer of the employees in the bargaining unit that applies to the bargaining unit ceases to have effect from the time the order is made or from such later time as the Board considers appropriate; and
 - (b) the employer shall not bargain collectively, or enter into a collective agreement with the trade union or council of trade unions, for a period of one year from the date of the order, unless the trade union or council of trade unions is certified by the Board under this Part during that period as the bargaining agent for a bargaining unit comprised of employees of the em-

R.S., c. L-1, s. 142; 1972, c. 18, s. 1; 1977-78, c. 27, s. 50.

Successor Rights and Obligations

Mergers, etc. of trade unions

43. (1) Where, by reason of a merger or amalgamation of trade unions or a transfer of jurisdiction among trade unions, a trade union succeeds another trade union that, at the time of the merger, amalgamation or transfer of jurisdiction, is a bargaining agent, the successor shall be deemed to have acquired the rights, privileges and duties of its predecessor, whether under a collective agreement or otherwise.

Board may determine questions

(2) Where, on a merger or amalgamation of trade unions or a transfer of jurisdiction among trade unions, any question arises concerning the rights, privileges and duties of a trade union under this Part or under a collective agreement in respect of a bargaining unit or an employee therein, the Board, on application to it by a trade union affected by the merger, amalgamation or transfer of jurisdiction, shall determine what rights, privileges and duties have been acquired or are retained.

Inquiry and votes

(3) Before determining, pursuant to subsection (2), what rights, privileges and duties of a trade union have been acquired or are retained, the

- 42. Toute ordonnance rendue en application des articles 39 ou 41 ou du paragraphe 40(2) emporte:
 - a) cessation d'effet, à compter de sa date ou de la date ultérieure que le Conseil estime indiquée, de toute convention collective conclue entre le syndicat ou le regroupement de syndicats et l'employeur applicable à l'unité de négociation en cause:
 - b) interdiction pour l'employeur de négocier collectivement et de conclure une convention collective avec le syndicat ou le regroupement de syndicats pendant l'année qui suit la date de l'ordonnance, sauf si, pendant cette période, le Conseil accrédite, au titre de la présente partie, le syndicat ou le regroupement de syndicats à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation groupant des employés de cet employeur.

S.R., ch. L-1, art. 142; 1972, ch. 18, art. 1; 1977-78, ch. 27, art. 50.

Droits et obligations du successeur

43. (1) Dans les cas de fusion de syndicats ou de transfert de compétence entre eux, le syndicat qui succède à un autre syndicat ayant qualité d'agent négociateur au moment de l'opération est réputé subrogé dans les droits, privilèges et obligations de ce dernier, que ceux-ci découlent d'une convention collective ou d'une autre source.

Fusions de syndicats et transferts de compétence

Questions en

suspens

- (2) Si l'opération visée au paragraphe (1) soulève des questions quant aux droits, privilèges et obligations qu'aurait un syndicat, dans le cadre de la présente partie ou d'une convention collective, à l'égard d'une unité de négociation ou d'un employé qui en fait partie, le Conseil détermine, à la demande d'un syndicat touché par l'opération, les droits, privilèges et obligations acquis ou conservés aux termes de celle-ci.
- (3) En vue de la détermination prévue au paragraphe (2), le Conseil peut procéder à la tenue des

Enquête et

scrittin

Board may make such inquiry or direct that such representation votes be taken as it considers necessary.

R.S., c. L-1, s. 143; 1972, c. 18, s. 1.

Definitions

44. (1) In this section and sections 45 to 47.1,

"business" «entreprise»

"business" means any federal work, undertaking or business and any part thereof;

"provincial business" « entreprise provinciale »

"provincial business" means a work, undertaking or business, or any part of a work, undertaking or business, the labour relations of which are subject to the laws of a province;

"sell" « vente » "sell", in relation to a business, includes the transfer or other disposition of the business and, for the purposes of this definition, leasing a business is deemed to be selling it.

Sale of business

- (2) Where an employer sells a business,
- (a) a trade union that is the bargaining agent for the employees employed in the business continues to be their bargaining agent;
- (b) a trade union that made application for certification in respect of any employees employed in the business before the date on which the business is sold may, subject to this Part, be certified by the Board as their bargaining agent;
- (c) the person to whom the business is sold is bound by any collective agreement that is, on the date on which the business is sold, applicable to the employees employed in the business; and
- (d) the person to whom the business is sold becomes a party to any proceeding taken under this Part that is pending on the date on which the business was sold and that affects the employees employed in the business or their bargaining agent.

Change of activity or sale of a provincial business

- (3) Where, as a result of a change of activity, a provincial business becomes subject to this Part, or such a business is sold to an employer who is subject to this Part,
 - (a) the trade union that, pursuant to the laws of the province, is the bargaining agent for the employees employed in the provincial business continues to be their bargaining agent for the purposes of this Part;

enquêtes et scrutins de représentation qu'il estime nécessaires.

S.R., ch. L-1, art. 143; 1972, ch. 18, art. 1.

44. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 45 à 47.1.

«entreprise» Entreprise fédérale, y compris toute partie de celle-ci.

« entreprise provinciale » Installations, ouvrages, entreprises — ou parties d'installations, d'ouvrages ou d'entreprises — dont les relations de travail sont régies par les lois d'une province.

« vente » S'entend notamment, relativement à une entreprise, du transfert et de toute autre forme de disposition de celle-ci, la location étant, pour l'application de la présente définition, assimilée à une vente.

(2) Les dispositions suivantes s'appliquent dans les cas où l'employeur vend son entreprise :

a) l'agent négociateur des employés travaillant dans l'entreprise reste le même;

b) le syndicat qui, avant la date de la vente, avait présenté une demande d'accréditation pour des employés travaillant dans l'entreprise peut, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, être accrédité par le Conseil à titre d'agent négociateur de ceux-ci;

c) toute convention collective applicable, à la date de la vente, aux employés travaillant dans l'entreprise lie l'acquéreur;

d) l'acquéreur devient partie à toute procédure engagée dans le cadre de la présente partie et en cours à la date de la vente, et touchant les employés travaillant dans l'entreprise ou leur agent négociateur.

(3) Si, en raison de changements opérationnels, une entreprise provinciale devient régie par la présente partie ou si elle est vendue à un employeur qui est régi par la présente partie :

 a) le syndicat qui, en vertu des lois de la province, est l'agent négociateur des employés de l'entreprise provinciale en cause demeure l'agent négociateur pour l'application de la présente partie; Définitions

«entreprise»

« entreprise provinciale » "provincial business"

« vente » "sell"

Vente de l'entreprise

Changements opérationnels ou vente d'une entreprise provinciale (b) a collective agreement that applied to employees employed in the provincial business at the time of the change or sale continues to apply to them and is binding on the employer or on the person to whom the business is sold;

(c) any proceeding that at the time of the change or sale was before the labour relations board or other person or authority that, under the laws of the province, is competent to decide the matter, continues as a proceeding under this Part, with such modifications as the circumstances require and, where applicable, with the person to whom the provincial business is sold as a party; and

(d) any grievance that at the time of the change or sale was before an arbitrator or arbitration board continues to be processed under this Part, with such modifications as the circumstances require and, where applicable, with the person to whom the provincial business is sold as a party.

R.S., 1985, c. L-2, s. 44; 1996, c. 18, s. 8; 1998, c. 26, s. 21.

Review of bargaining units **45.** In the case of a sale or change of activity referred to in section 44, the Board may, on application by the employer or any trade union affected, determine whether the employees affected constitute one or more units appropriate for collective bargaining.

R.S., 1985, c. L-2, s. 45; 1998, c. 26, s. 22.

Board to determine questions **46.** The Board shall determine any question that arises under section 44, including a question as to whether or not a business has been sold or there has been a change of activity of a business, or as to the identity of the purchaser of a business.

R.S., 1985, c. L-2, s. 46; 1998, c. 26, s. 22.

Where portion of public service established as federal business 47. (1) Where the name of any portion of the public service of Canada specified from time to time in Part I or II of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is deleted and that portion of the public service of Canada is established as or becomes a part of a corporation or business to which this Part applies, or where a portion of the public service of Canada included in a portion of the public service of Canada so specified in Part I or II of Schedule I to that Act is severed from the portion in which it was included and established as or becomes a part of such a corporation or business,

b) une convention collective applicable à des employés de l'entreprise provinciale à la date des changements opérationnels ou de la vente continue d'avoir effet ou lie l'acquéreur;

c) les procédures engagées dans le cadre des lois de la province en cause et qui, à la date des changements opérationnels ou de la vente, étaient en instance devant une commission provinciale des relations de travail ou tout autre organisme ou personne compétents deviennent des procédures engagées sous le régime de la présente partie, avec les adaptations nécessaires, l'acquéreur devenant partie aux procédures s'il y a lieu;

d) les griefs qui étaient en instance devant un arbitre ou un conseil d'arbitrage à la date des changements opérationnels ou de la vente sont tranchés sous le régime de la présente partie, avec les adaptations nécessaires, l'acquéreur devenant partie aux procédures s'il y a lieu.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 44; 1996, ch. 18, art. 8; 1998, ch. 26, art. 21.

45. Dans les cas de vente ou de changements opérationnels visés à l'article 44, le Conseil peut, sur demande de l'employeur ou de tout syndicat touché décider si les employés en cause constituent une ou plusieurs unités habiles à négocier collectivement.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 45; 1998, ch. 26, art. 22.

46. Il appartient au Conseil de trancher, pour l'application de l'article 44, toute question qui se pose, notamment quant à la survenance d'une vente d'entreprise, à l'existence des changements opérationnels et à l'identité de l'acquéreur.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 46; 1998, ch. 26, art. 22.

47. (1) La convention collective ou la décision arbitrale applicable aux employés d'un secteur de l'administration publique fédérale qui, par radiation de son nom de la partie I ou II de l'annexe I de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique ou par sa séparation d'un secteur mentionné à l'une ou l'autre de ces parties, devient régi par la présente partie en tant que personne morale ou qu'entreprise ou est intégré à une personne morale ou à une entreprise régie par la présente partie :

a) continue d'avoir effet, sous réserve des paragraphes (3) à (7), jusqu'à la date d'expiration qui y est fixée;

Révision d'unités

Questions à trancher par le Conseil

Administration publique fédé-

- (a) a collective agreement or arbitral award that applies to any employees in that portion of the public service of Canada and that is in force at the time the portion of the public service of Canada is established as or becomes a part of such a corporation or business continues in force, subject to subsections (3) to (7), until its term expires; and
- (b) the *Public Service Staff Relations Act* applies in all respects to the interpretation and application of the collective agreement or arbitral award.

Application for certification

(2) A trade union may apply to the Board for certification as the bargaining agent for the employees affected by a collective agreement or arbitral award referred to in subsection (1), but may so apply only during a period in which an application for certification of a trade union is authorized to be made under section 24.

Application for

(3) Where the employees in a portion of the public service of Canada that is established as or becomes a part of a corporation or business to which this Part applies are bound by a collective agreement or arbitral award, the corporation or business, as employer of the employees, or any bargaining agent affected by the change in employment, may, during the period beginning on the one hundred and twentieth day and ending on the one hundred and fiftieth day after the date on which the portion of the public service of Canada is established as or becomes a part of the corporation or business, apply to the Board for an order determining the matters referred to in subsection (4).

Determination of Board

- (4) Where an application is made under subsection (3) by a corporation or business or bargaining agent, the Board, by order, shall
 - (a) determine whether the employees of the corporation or business who are bound by any collective agreement or arbitral award constitute one or more units appropriate for collective bargaining:
 - (b) determine which trade union shall be the bargaining agent for the employees in each such unit; and
 - (c) in respect of each collective agreement or arbitral award that applies to employees of the corporation or business,

b) reste totalement assujettie, quant à son interprétation et à son application, à la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique.

- (2) Un syndicat peut demander au Conseil son accréditation à titre d'agent négociateur des employés régis par la convention collective ou la décision arbitrale mentionnée au paragraphe (1); il ne peut toutefois le faire qu'au cours de la période pendant laquelle il est permis, aux termes de l'article 24, de solliciter l'accréditation.
- (3) Dans les cas de transfert visés au paragraphe (1) où les employés sont régis par une convention collective ou une décision arbitrale, la personne morale ou l'entreprise qui devient l'employeur, ou tout agent négociateur touché par ce changement, peut, au moins cent vingt jours et au plus cent cinquante jours après celui-ci, demander au Conseil de statuer par ordonnance sur les questions mentionnées au paragraphe (4).

Demande d'accréditation

Demande d'ordonnance

(4) Saisi de la demande visée au paragraphe (3), le Conseil doit rendre une ordonnance par laquelle il décide : Prise de décision

- a) si les employés de la personne morale ou de l'entreprise qui sont liés par la convention collective ou la décision arbitrale constituent une ou plusieurs unités habiles à négocier collectivement;
- b) quel syndicat sera l'agent négociateur des employés de chacune de ces unités;
- c) si chaque convention collective ou décision arbitrale qui s'applique à ces employés :
 - (i) restera en vigueur,

- (i) determine whether the collective agreement or arbitral award shall remain in force, and
- (ii) if the collective agreement or arbitral award is to remain in force, determine whether it shall remain in force until the expiration of its term or expire on such earlier date as the Board may fix.

Application for leave to serve a notice to bargain collectively (5) Where the Board determines, pursuant to paragraph (4)(c), that a collective agreement or arbitral award shall remain in force, either party to the collective agreement or arbitral award may, not later than sixty days after the date the Board makes its determination, apply to the Board for an order granting leave to serve on the other party a notice to bargain collectively.

Application to bargain collectively

(6) Where no application for an order is made pursuant to subsection (3) within the period specified in that subsection, the corporation or business, as employer of the employees, or any bargaining agent bound by a collective agreement or arbitral award that, by subsection (1), is continued in force, may, during the period commencing on the one hundred and fifty-first day and ending on the two hundred and tenth day after the date the portion of the public service of Canada is established as or becomes a part of the corporation or business, apply to the Board for an order granting leave to serve on the other party a notice to bargain collectively.

Effect of order

(7) Where the Board has made an order pursuant to paragraph (4)(c), this Part applies to the interpretation and application of any collective agreement or arbitral award affected thereby.

Arbitral award deemed part of collective agreement

- (8) An arbitral award that is continued in force by virtue of subsection (1) is deemed to be
 - (a) part of the collective agreement for the bargaining unit to which the award relates, or
 - (b) where there is no collective agreement for the bargaining unit, a collective agreement for the bargaining unit to which the award relates

for the purposes of section 49, and this Part, other than section 80, applies in respect of the renewal or revision of the collective agreement or entering into a new collective agreement.

R.S., 1985, c. L-2, s. 47; 1996, c. 18, s. 9.

- (ii) si oui, le restera jusqu'à la date d'expiration qui y est stipulée ou jusqu'à la date antérieure qu'il fixe.
- (5) Si, en application de l'alinéa (4)c), le Conseil décide qu'une convention collective ou une décision arbitrale restera en vigueur, l'une des parties à celle-ci peut lui demander, dans les soixante jours qui suivent, de lui permettre, par ordonance, de signifier à l'autre partie un avis de négociation collective.

Demande d'autorisation de signifier un avis de négociation collective

(6) À défaut de présentation de la demande visée au paragraphe (3) dans le délai fixé, la personne morale ou l'entreprise ou tout agent négociateur lié par une convention collective ou une décision arbitrale qui est maintenue en vigueur aux termes du paragraphe (1) peut, au cours de la période commençant le cent cinquante et unième jour et se terminant le deux cent dixième jour suivant la date du transfert, demander au Conseil de lui permettre, par ordonnance, de signifier à l'autre partie un avis de négociation collective. Demande d'autorisation

de signifier un avis de négociation collec-

jour suivant la date du transfert, demander au Conseil de lui permettre, par ordonnance, de signifier à l'autre partie un avis de négociation collective.

(7) L'ordonnance du Conseil rendue en application de l'alinéa (4) et a pour effet d'assuiettir à la

Effet de

tion de l'alinéa (4)c) a pour effet d'assujettir à la présente partie l'interprétation et l'application de toute convention collective ou décision arbitrale qui en fait l'objet.

Présomption

(8) Pour l'application de l'article 49, la décision arbitrale maintenue en vigueur en vertu du paragraphe (1) est réputée faire partie de la convention collective de l'unité de négociation visée par la décision ou constituer la convention collective de celle-ci si elle n'a pas de convention collective; la présente partie — à l'exception de l'article 80 — s'applique au renouvellement ou à la révision de la convention ou à la conclusion d'une nouvelle convention.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 47; 1996, ch. 18, art. 9.

Cas où un avis

de négociation collective avait

été donné

Where notice to bargain collectively given prior to deletion

- **47.1** Where, before the deletion or severance referred to in subsection 47(1), notice to bargain collectively has been given in respect of a collective agreement or arbitral award binding on employees of a corporation or business who, immediately before the deletion or severance, were part of the public service of Canada,
 - (a) the terms and conditions of employment contained in a collective agreement or arbitral award that, by virtue of section 52 of the *Public Service Staff Relations Act*, are continued in force immediately before the date of the deletion or severance or that were last continued in force before that date, in respect of those employees shall continue or resume in force on and after that date and shall be observed by the corporation or business, as employer, the bargaining agent for those employees and those employees until the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met, unless the employer and the bargaining agent agree otherwise:
 - (b) the *Public Service Staff Relations Act* applies in all respects to the interpretation and application of any term or condition continued or resumed by paragraph (a);
 - (c) on application by the corporation or business, as employer, or the bargaining agent for those employees, made during the period beginning on the one hundred and twentieth day and ending on the one hundred and fiftieth day after the date of the deletion or severance, the Board shall make an order determining
 - (i) whether the employees of the corporation or business who are represented by the bargaining agent constitute one or more units appropriate for collective bargaining, and
 - (ii) which trade union shall be the bargaining agent for the employees in each such unit;
 - (d) where the Board makes the determinations under paragraph (c), the corporation or business, as employer, or the bargaining agent may, by notice, require the other to commence collective bargaining under this Act for the purpose of entering into a collective agreement; and
 - (e) this Part, other than section 80, applies in respect of a notice given under paragraph (d).

1996, c. 18, s. 9; 1998, c. 26, s. 23(F).

- 47.1 Si, avant la radiation ou la séparation visées au paragraphe 47(1), un avis de négociation collective avait été donné à l'égard d'une convention collective ou d'une sentence arbitrale liant les employés d'une personne morale ou d'une entreprise qui, immédiatement avant la radiation ou la séparation, faisait partie de l'administration publique fédérale :
 - a) les conditions d'emploi figurant dans la convention collective ou la décision arbitrale maintenues en vigueur par l'effet de l'article 52 de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique continuent de lier ou lient de nouveau si l'article 52 avait cessé d'avoir effet la personne morale ou l'entreprise, l'agent négociateur et les employés, sauf entente à l'effet contraire entre l'employeur et l'agent négociateur, tant que les conditions des alinéas 89(1)a) à d) n'ont pas été remplies;
 - b) les conditions d'emploi visées à l'alinéa a) restent totalement assujetties, quant à leur interprétation et à leur application, à la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique;
 - c) sur demande de la personne morale ou de l'entreprise qui devient l'employeur, ou de l'agent négociateur touché par le changement, présentée au moins cent vingt jours et au plus cent cinquante jours après celui-ci, le Conseil décide par ordonnance :
 - (i) si les employés de la personne morale ou de l'entreprise qui sont représentés par l'agent négociateur constituent une ou plusieurs unités habiles à négocier collectivement,
 - (ii) quel syndicat sera l'agent négociateur des employés de chacune de ces unités;
 - d) dans les cas où le Conseil rend une ordonnance dans le cadre de l'alinéa c), la personne morale ou l'entreprise qui devient l'employeur ou l'agent négociateur peut transmettre à l'autre partie un avis de négociation collective en vue de la conclusion d'une convention collective;
 - e) la présente partie, à l'exception de l'article 80, s'applique à l'avis prévu à l'alinéa d).

1996, ch. 18, art. 9; 1998, ch. 26, art. 23(F).

Part I

Order

47.2 The Governor in Council may, by order, exclude from the operation of sections 47 and 47.1 any portion of the public service of Canada that is deleted or severed as described in subsection 47(1) where the Governor in Council, on the recommendation of the Minister after consultation with the Treasury Board and the Minister responsible for that portion of the public service of Canada, is of the opinion that it is in the public interest to do so.

1996, c. 18, s. 9.

Successive Contracts for Services

Definition of "previous contractor"

- **47.3** (1) In this section, "previous contractor" means an employer who, under the terms of a contract or other arrangement that is no longer in force.
 - (a) provided pre-board security screening services to another employer, or to a person acting on behalf of that other employer, in an industry referred to in paragraph (e) of the definition "federal work, undertaking or business" in section 2: or
 - (b) provided any other service that may be designated by regulation of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, to another employer or a person acting on behalf of that other employer in any industry that may be designated by regulation of the Governor in Council on the recommendation of the Minister

Equal remuner-

(2) An employer who succeeds a previous contractor as the provider of services, in accordance with a contract or other arrangement, must pay to the employees providing the services under that contract or arrangement remuneration not less than that which the employees of the previous contractor who provided the same or substantially similar services were entitled to receive under the terms of a collective agreement to which this Part applied.

1996, c. 18, s. 9; 1998, c. 26, s. 24.

DIVISION IV

COLLECTIVE BARGAINING AND COLLECTIVE AGREEMENTS

Obligation to Bargain Collectively

Notice to bargain to enter into a collective agreement **48.** Where the Board has certified a bargaining agent for a bargaining unit and no collective agreement binding on the employees in the bar-

47.2 Le gouverneur en conseil peut par décret, sur recommandation du ministre faite après consultation par celui-ci du Conseil du Trésor et du ministre responsable du secteur en cause, soustraire un secteur de l'administration publique fédérale qui fait l'objet de l'opération visée au paragraphe 47(1) de l'application des articles 47 et 47.1 dans les cas où il estime que cette mesure sert l'intérêt public.

1996, ch. 18, art. 9.

Contrats successifs de fourniture de services

47.3 (1) Au présent article, « fournisseur précédent » s'entend de l'employeur qui, en vertu d'un contrat ou de toute autre forme d'entente qui n'est plus en vigueur, fournissait :

Définition de « fournisseur précédent »

- a) soit des services de sécurité à l'embarquement à un autre employeur ou à une personne agissant en son nom dans un secteur d'activités visé à l'alinéa e) de la définition de « entreprise fédérale » à l'article 2:
- b) soit des services réglementaires à un autre employeur ou à une personne agissant en son nom dans tout secteur d'activités réglementaire, les règlements étant pris par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre.
- (2) L'employeur qui remplace un fournisseur précédent à titre de fournisseur de services, au titre d'un contrat ou de toute autre forme d'entente, est tenu de verser aux employés qui fournissent les services en question une rémunération au moins égale à celle à laquelle les employés du fournisseur précédent qui fournissaient les mêmes services ou des services essentiellement similaires avaient droit en vertu d'une convention collective à laquelle la présente partie s'appliquait.

1996, ch. 18, art. 9; 1998, ch. 26, art. 24.

SECTION IV

NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET CONVENTIONS COLLECTIVES

Obligation de négocier collectivement

48. Une fois accrédité pour une unité de négociation et en l'absence de convention collective applicable aux employés de cette unité, l'agent

Avis de négociation à la suite de l'accréditation

Rémunération

égale

gaining unit is in force, the bargaining agent may, by notice, require the employer of those employees, or the employer may, by notice, require the bargaining agent to commence collective bargaining for the purpose of entering into a collective agreement.

R.S., c. L-1, s. 146; 1972, c. 18, s. 1.

Notice to bargain to renew or revise a collective agreement or enter a new collective agreement **49.** (1) Either party to a collective agreement may, within the period of four months immediately preceding the date of expiration of the term of the collective agreement, or within the longer period that may be provided for in the collective agreement, by notice, require the other party to the collective agreement to commence collective bargaining for the purpose of renewing or revising the collective agreement or entering into a new collective agreement.

Idem (2) XVI

Idem

(2) Where a collective agreement provides that any provision of the collective agreement may be revised during the term of the collective agreement, a party entitled to do so by the collective agreement may, by notice, require the other party to commence collective bargaining for the purpose of revising the provision.

R.S., 1985, c. L-2, s. 49; 1998, c. 26, s. 25,

Duty to bargain and not to change terms and conditions

- **50.** Where notice to bargain collectively has been given under this Part,
 - (a) the bargaining agent and the employer, without delay, but in any case within twenty days after the notice was given unless the parties otherwise agree, shall
 - (i) meet and commence, or cause authorized representatives on their behalf to meet and commence, to bargain collectively in good faith, and
 - (ii) make every reasonable effort to enter into a collective agreement; and
 - (b) the employer shall not alter the rates of pay or any other term or condition of employment or any right or privilege of the employees in the bargaining unit, or any right or privilege of the bargaining agent, until the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met, unless the bargaining agent consents to the alteration of such a term or condition, or such a right or privilege.

R.S., c. L-1, s. 148; 1972, c. 18, s. 1; 1977-78, c. 27, s. 51.

négociateur de celle-ci — ou l'employeur — peut transmettre à l'autre partie un avis de négociation collective en vue de la conclusion d'une convention collective.

S.R., ch. L-1, art. 146; 1972, ch. 18, art. 1.

49. (1) Toute partie à une convention collective peut, au cours des quatre mois précédant sa date d'expiration, ou au cours de la période plus longue fixée par la convention, transmettre à l'autre partie un avis de négociation collective en vue du renouvellement ou de la révision de la convention ou de la conclusion d'une nouvelle convention.

Avis de négociation : conclusion de nouvelle convention, renouvellement ou révision

Révision avant

échéance

(2) Si la convention collective prévoit la possibilité de révision d'une de ses dispositions avant l'échéance, toute partie qui y est habilitée à ce faire peut transmettre à l'autre partie un avis de négociation collective en vue de la révision en cause.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 49; 1998, ch. 26, art. 25,

50. Une fois l'avis de négociation collective donné aux termes de la présente partie, les règles suivantes s'appliquent :

Obligation de négocier et de ne pas modifier les modalités

- a) sans retard et, en tout état de cause, dans les vingt jours qui suivent ou dans le délai éventuellement convenu par les parties, l'agent négociateur et l'employeur doivent :
 - (i) se rencontrer et entamer des négociations collectives de bonne foi ou charger leurs représentants autorisés de le faire en leur nom;
 - (ii) faire tout effort raisonnable pour conclure une convention collective;
- b) tant que les conditions des alinéas 89(1)a) à d) n'ont pas été remplies, l'employeur ne peut modifier ni les taux des salaires ni les autres conditions d'emploi, ni les droits ou avantages des employés de l'unité de négociation ou de l'agent négociateur, sans le consentement de ce dernier.

S.R., ch. L-1, art. 148; 1972, ch. 18, art. 1; 1977-78, ch. 27, art. 51.

Part I

Technological Change

Definition of "technological change"

- **51.** (1) In this section and sections 52 to 55, "technological change" means
 - (a) the introduction by an employer into their work, undertaking or business of equipment or material of a different nature or kind than that previously utilized by the employer in the operation of the work, undertaking or business; and
 - (b) a change in the manner in which the employer carries on the work, undertaking or business that is directly related to the introduction of that equipment or material.

Application of sections 52, 54 and 55

- (2) Sections 52, 54 and 55 do not apply, in respect of a technological change, to an employer and a bargaining agent who are bound by a collective agreement where
 - (a) the employer has given to the bargaining agent a notice in writing of the technological change that is substantially in accordance with subsection 52(2),
 - (i) prior to the day on which the employer and the bargaining agent entered into the collective agreement, if the notice requiring the parties to commence collective bargaining for the purpose of entering into that collective agreement was given pursuant to section 48, or
 - (ii) not later than the last day on which notice requiring the parties to commence collective bargaining for the purpose of entering into the collective agreement could have been given pursuant to subsection 49(1), if the notice was given under that subsection:
 - (b) the collective agreement contains provisions that specify procedures by which any matters that relate to terms and conditions or security of employment likely to be affected by a technological change may be negotiated and finally settled during the term of the agreement; or
 - (c) the collective agreement contains provisions that
 - (i) are intended to assist employees affected by any technological change to adjust to the effects of the technological change, and
 - (ii) specify that sections 52, 54 and 55 do not apply, during the term of the collective agree-

Changement technologique

51. (1) Au présent article ainsi qu'aux articles 52 à 55, «changement technologique» s'entend à la fois de :

- a) l'adoption par l'employeur, dans son entreprise, ses activités ou ses ouvrages, d'équipement ou de matériels différents, par leur nature ou leur mode d'opération, de ceux qu'il y utilisait antérieurement;
- b) tout changement dans le mode d'exploitation de l'entreprise directement rattaché à cette adoption.
- (2) Les articles 52, 54 et 55 ne s'appliquent pas à l'employeur et à l'agent négociateur qui sont liés par une convention collective dans l'un ou l'autre des cas suivants:
 - a) l'employeur a donné à l'agent négociateur un avis écrit du changement technologique qui est pour l'essentiel conforme à l'avis décrit au paragraphe 52(2):
 - (i) soit avant la date de conclusion de la convention collective, si cette conclusion fait suite à un avis de négociation collective donné conformément à l'article 48,
 - (ii) soit, dans le cas d'application du paragraphe 49(1), au plus tard le dernier jour où l'avis de négociation collective en vue de la conclusion de la convention collective aurait pu être donné aux parties conformément à ce paragraphe;
 - b) la convention énonce des modalités de négociation et de règlement définitif des problèmes relatifs aux conditions ou à la sécurité d'emploi que risque de soulever un changement technologique pendant sa durée d'application;
 - c) la convention renferme des dispositions :
 - (i) d'une part destinées à aider les employés touchés par un changement technologique à s'adapter aux effets de ce changement,
 - (ii) d'autre part stipulant que les articles 52, 54 et 55 ne s'appliquent pas pendant sa durée d'application à l'employeur et à l'agent négociateur.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 51; 1999, ch. 31, art. 162(A).

Définition de «changement technologique»

Application des art. 52, 54 et 55 ment, to the employer and the bargaining agent.

R.S., 1985, c. L-2, s. 51; 1999, c. 31, s. 162(E).

Notice of technological change 52. (1) An employer who is bound by a collective agreement and who proposes to effect a technological change that is likely to affect the terms and conditions or security of employment of a significant number of the employer's employees to whom the collective agreement applies shall give notice of the technological change to the bargaining agent bound by the collective agreement at least one hundred and twenty days prior to the date on which the technological change is to be effected.

52. (1) L'employeur lié par une convention collective et qui se propose d'effectuer un changement technologique de nature à influer sur les conditions ou la sécurité d'emploi d'un nombre appréciable des employés régis par la convention est tenu d'en donner avis à l'agent négociateur partie à la convention au moins cent vingt jours avant la date prévue pour le changement.

Avis de changement technologique

Teneur de

l'avis

- Contents of notice
- (2) The notice referred to in subsection (1) shall be in writing and shall state
 - (a) the nature of the technological change;
 - (b) the date on which the employer proposes to effect the technological change;
 - (c) the approximate number and type of employees likely to be affected by the technological change;
 - (d) the effect that the technological change is likely to have on the terms and conditions or security of employment of the employees affected; and
 - (e) such other information as is required by the regulations made pursuant to subsection (4).

Details of proposed change

- (3) An employer who has given notice under subsection (1) to a bargaining agent shall, on request from the bargaining agent, provide the bargaining agent with a statement in writing setting out
 - (a) a detailed description of the nature of the proposed technological change;
 - (b) the names of the employees who will initially be likely to be affected by the proposed technological change; and
 - (c) the rationale for the change.

Regulations of Governor in Council

- (4) The Governor in Council, on the recommendation of the Board, may make regulations
 - (a) specifying the number of employees or the method of determining the number of employees that shall, in respect of any federal work, undertaking or business, be deemed to be "sig-

- (2) L'avis prévu au paragraphe (1) doit être donné par écrit et contenir les éléments suivants :
 - a) la nature du changement technologique;
 - b) la date à laquelle l'employeur se propose de l'effectuer:
 - c) le nombre approximatif et la catégorie des employés risquant d'être touchés;
 - d) l'effet que le changement est susceptible d'avoir sur les conditions ou la sécurité d'emploi de ces employés;
 - e) les renseignements réglementaires visés au paragraphe (4).
- (3) L'employeur ayant donné l'avis fournit, à la demande de l'agent négociateur, une déclaration écrite :

Détails du changement proposé

- a) exposant en détail la nature du changement technologique proposé;
- b) indiquant le nom des employés risquant d'être les premiers touchés;
- c) donnant la justification du changement.
- (4) Sur recommandation du Conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) préciser ce qui, dans le cadre de l'application des paragraphes (1) et 54(2), constitue, pour une entreprise fédérale quelconque, un nombre appréciable d'employés, ou spécifier le mode de détermination de ce nombre: Règlements

nificant" for the purposes of subsections (1) and 54(2); and

(b) requiring any information in addition to the information required by subsection (2) to be included in a notice of technological change.

R.S., 1985, c. L-2, s. 52; 1999, c. 31, s. 152(E).

Application for order respecting technological change 53. (1) Where a bargaining agent alleges that sections 52, 54 and 55 apply to an employer in respect of an alleged technological change and that the employer has failed to comply with section 52, the bargaining agent may, not later than thirty days after the bargaining agent became aware, or in the opinion of the Board ought to have become aware, of the failure of the employer to comply with section 52, apply to the Board for an order determining the matters so alleged.

Order respecting technological change

Idem

- (2) On receipt of an application for an order determining the matters alleged under subsection (1) and after affording an opportunity for the parties to make representations, the Board may, by order.
 - (a) determine that sections 52, 54 and 55 do not apply to the employer in respect of the alleged technological change; or
 - (b) determine that sections 52, 54 and 55 apply to the employer in respect of the alleged technological change and that the employer has failed to comply with section 52 in respect of the technological change.

(3) The Board may, in any order made under paragraph (2)(b), or by order made after consultation with the parties pending the making of any order under subsection (2),

- (a) direct the employer not to proceed with the technological change or alleged technological change for such period, not in excess of one hundred and twenty days, as the Board considers appropriate;
- (b) require the reinstatement of any employee displaced by the employer as a result of the technological change; and
- (c) where an employee is reinstated pursuant to paragraph (b), require the employer to reimburse the employee for any loss of pay suffered by the employee as a result of their displacement.

b) exiger, aux fins de l'avis de changement technologique, la fourniture de renseignements autres que ceux prévus au paragraphe (2).

L.R. (1985), ch. L-2, art. 52; 1999, ch. 31, art. 152(A).

53. (1) S'il estime que les articles 52, 54 et 55 s'appliquent à l'employeur et que celui-ci ne s'est pas conformé à l'article 52, l'agent négociateur peut, dans les trente jours qui suivent la date à laquelle il a pris ou, selon le Conseil, aurait dû prendre connaissance du défaut en question, demander à celui-ci de statuer par ordonnance en l'espèce.

Demande d'ordonnance concernant un changement technologique

Ordonnance

- (2) Après avoir donné aux parties la possibilité de présenter des arguments sur la demande visée au paragraphe (1), le Conseil peut, par ordonnance, décider :
 - a) soit que l'employeur n'était pas assujetti à l'application des articles 52, 54 et 55;
 - b) soit qu'au contraire il était assujetti à cette application et ne s'est pas conformé à l'article 52.

Teneur

- (3) Le Conseil peut, dans toute ordonnance qu'il rend soit en application de l'alinéa (2)b) soit après consultation avec les parties en attendant de rendre la décision visée au paragraphe (2), enjoindre à l'employeur :
 - a) de suspendre la mise en oeuvre du changement technologique en question pendant le délai, de cent vingt jours au maximum, que le Conseil juge approprié;
 - b) de réintégrer dans ses fonctions tout employé déplacé par suite du changement technologique;
 - c) d'indemniser les employés réintégrés de toute perte de salaire subie par suite du déplacement.

Order deemed

(4) An order of the Board made under paragraph (2)(b) in respect of an employer is deemed to be a notice of technological change given by the employer pursuant to section 52, and the Board shall concurrently, by order, grant leave to the bargaining agent to serve on the employer a notice to commence collective bargaining for the purpose referred to in subsection 54(1).

R.S., 1985, c. L-2, s. 53; 1998, c. 26, s. 26; 1999, c. 31, s. 162(E).

Application for order to serve notice to bargain

- **54.** (1) Where a bargaining agent receives notice of a technological change pursuant to section 52, the bargaining agent may, in order to assist the employees affected by the change to adjust to the effects of the change, apply to the Board, within thirty days after the date on which it receives the notice, for an order granting leave to serve on the employer a notice to commence collective bargaining for the purpose of
 - (a) revising the existing provisions of the collective agreement by which they are bound that relate to terms and conditions or security of employment; or
 - (b) including new provisions in the collective agreement that relate to terms and conditions or security of employment.

Order to serve notice to bargain (2) Where the Board has received from a bargaining agent an application for an order under subsection (1), and it is satisfied that the technological change in respect of which the bargaining agent has received notice given pursuant to section 52 is likely, substantially and adversely, to affect the terms and conditions or security of employment of a significant number of employees to whom the collective agreement between the bargaining agent and the employer applies, the Board may, by order, grant leave to the bargaining agent to serve on the employer a notice to commence collective bargaining for the purpose referred to in subsection (1).

R.S., c. L-1, s. 152; 1972, c. 18, s. 1.

Conditions precedent to technological change

- 55. Where a bargaining agent applies to the Board for an order under subsection 54(1), the employer in respect of whom the application is made shall not effect the technological change in respect of which the application is made until
 - (a) the Board has made an order refusing to grant leave to the bargaining agent to serve on

- (4) L'ordonnance que rend le Conseil en application de l'alinéa (2)b) est réputée constituer un avis de changement technologique donné par l'employeur en application de l'article 52. Simultanément, le Conseil donne, par ordonnance, l'autorisation à l'agent négociateur de signifier à l'employeur un avis de négociation collective pour la fin visée au paragraphe 54(1).
- L.R. (1985), ch. L-2, art. 53; 1998, ch. 26, art. 26; 1999, ch. 31, art. 162(A).
- 54. (1) Dans les trente jours suivant la date de la réception de l'avis de changement technologique visé à l'article 52, l'agent négociateur peut, afin d'aider les employés touchés par le changement à s'adapter aux effets de celui-ci, demander au Conseil de lui donner, par ordonnance, l'autorisation de signifier à l'employeur un avis de négociation collective en vue :
 - a) soit de la révision des dispositions de la convention collective traitant des conditions ou de la sécurité d'emploi;
 - b) soit de l'incorporation dans la convention de nouvelles dispositions concernant ces questions.
- (2) Le Conseil peut, par ordonnance, donner l'autorisation demandée aux termes du paragraphe (1) s'il est convaincu que le changement technologique en question aura vraisemblablement des répercussions notables et défavorables sur les conditions ou la sécurité d'emploi d'un nombre appréciable des employés liés par la convention collective conclue entre l'agent négociateur et l'employeur.

S.R., ch. L-1, art. 152; 1972, ch. 18, art. 1.

- 55. L'employeur visé par la demande présentée aux termes du paragraphe 54(1) ne peut pas procéder au changement technologique en question :
 - a) tant que le Conseil n'a pas rendu d'ordonnance refusant à l'agent négociateur l'autorisation demandée;
 - b) si le Conseil accorde l'autorisation, avant :

Présomption d'avia

Demande d'autorisation de signifier un avis de négociation

Ordonnance d'autorisation

Conditions

préalables au

technologique

changement

the employer a notice to commence collective bargaining; or

- (b) the Board has made an order granting leave to the bargaining agent to serve on the employer a notice to commence collective bargaining and
 - (i) an agreement has been reached as a result of collective bargaining, or
 - (ii) the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met.

R.S., c. L-1, s. 153; 1972, c. 18, s. 1.

Content and Interpretation of Collective Agreements

Effect of collective agreement

56. A collective agreement entered into between a bargaining agent and an employer in respect of a bargaining unit is, subject to and for the purposes of this Part, binding on the bargaining agent, every employee in the bargaining unit and the employer.

R.S., c. L-1, s. 154; 1972, c. 18, s. 1.

Provision for final settlement without stoppage of work 57. (1) Every collective agreement shall contain a provision for final settlement without stoppage of work, by arbitration or otherwise, of all differences between the parties to or employees bound by the collective agreement, concerning its interpretation, application, administration or alleged contravention.

Where arbitrator to be appointed

Idem

- (2) Where any difference arises between parties to a collective agreement that does not contain a provision for final settlement of the difference as required by subsection (1), the difference shall, notwithstanding any provision of the collective agreement, be submitted by the parties for final settlement
 - (a) to an arbitrator selected by the parties; or
 - (b) where the parties are unable to agree on the selection of an arbitrator and either party makes a written request to the Minister to appoint an arbitrator, to an arbitrator appointed by the Minister after such inquiry, if any, as the Minister considers necessary.

(3) Where any difference arises between parties to a collective agreement that contains a provision for final settlement of the difference by an arbitration board and either party fails to name its nominee to the board in accordance with the collective agreement, the difference shall, notwithstanding

any provision in the collective agreement, be sub-

- (i) soit la conclusion d'un accord au terme des négociations collectives,
- (ii) soit l'accomplissement des conditions énoncées aux alinéas 89(1)a) à d).
- S.R., ch. L-1, art. 153; 1972, ch. 18, art. 1.

Contenu et interprétation des conventions collectives

56. Pour l'application de la présente partie et sous réserve des dispositions contraires de celleci, la convention collective conclue entre l'agent négociateur et l'employeur lie l'agent négociateur, les employés de l'unité de négociation régie par la convention et l'employeur.

S.R., ch. L-1, art. 154; 1972, ch. 18, art. 1.

- 57. (1) Est obligatoire dans la convention collective la présence d'une clause prévoyant le mode par arbitrage ou toute autre voie de règlement définitif, sans arrêt de travail, des désaccords qui pourraient survenir entre les parties ou les employés qu'elle régit, quant à son interprétation, son application ou sa prétendue violation.
- (2) En l'absence de cette clause, tout désaccord entre les parties à la convention collective est, malgré toute disposition de la convention collective, obligatoirement soumis par elles, pour règlement définitif:
 - a) soit à un arbitre de leur choix;
 - b) soit, en cas d'impossibilité d'entente sur ce choix et sur demande écrite de nomination présentée par l'une ou l'autre partie au ministre, à l'arbitre que désigne celui-ci, après enquête, s'il le juge nécessaire.

(3) Lorsque la convention prévoit, comme mécanisme de règlement, le renvoi à un conseil d'arbitrage, tout désaccord est, malgré toute disposition de la convention collective, obligatoirement soumis à un arbitre conformément aux alinéas (2)a) et b) dans les cas où l'une ou l'autre des

Effet de la convention collective

Clause de règlement définitif sans arrêt de travail

Nomination d'un arbitre

Idem

mitted by the parties for final settlement to an arbitrator in accordance with paragraphs (2)(a)and (b).

Request to Minister for appointment of arbitrator or arbitration board chairper-

(4) Where a collective agreement provides for final settlement, without stoppage of work, of differences described in subsection (1) by an arbitrator or arbitration board and the parties or their nominees are unable to agree on the selection of an arbitrator or arbitration board chairperson, as the case may be, either party or its nominee may, notwithstanding anything in the collective agreement, make a written request to the Minister to appoint an arbitrator or arbitration board chairperson, as the case may be.

Appointment by Minister

(5) On receipt of a written request under subsection (4), the Minister shall, after such inquiry, if any, as the Minister considers necessary, appoint an arbitrator or arbitration board chairperson, as the case may be.

Effect of appointment by Minister

(6) Any person appointed or selected pursuant to subsection (2), (3) or (5) as an arbitrator or arbitration board chairperson shall be deemed, for all purposes of this Part, to have been appointed pursuant to the collective agreement between the parties.

R.S., 1985, c. L-2, s. 57; 1998, c. 26, s. 59(E).

Decisions not to be reviewed by court

58. (1) Every order or decision of an arbitrator or arbitration board is final and shall not be questioned or reviewed in any court.

No review by certiorari, etc

(2) No order shall be made, process entered or proceeding taken in any court, whether by way of injunction, certiorari, prohibition, quo warranto or otherwise, to question, review, prohibit or restrain an arbitrator or arbitration board in any of their proceedings under this Part.

Status

(3) For the purposes of the Federal Court Act, an arbitrator appointed pursuant to a collective agreement or an arbitration board is not a federal board, commission or other tribunal within the meaning of that Act.

R.S., 1985, c. L-2, s. 58; 1999, c. 31, s. 153(E).

Copy to be filed with Minister

59. A copy of every order or decision of an arbitrator or arbitration board shall be filed with the Minister by the arbitrator or arbitration board chairperson and shall be available to the public in circumstances prescribed by the Governor in Council.

R.S., 1985, c. L-2, s. 59; 1998, c. 26, s. 59(E).

parties omet de désigner son représentant au con-

(4) Lorsque la convention collective prévoit le règlement définitif des désaccords par le renvoi à un arbitre ou un conseil d'arbitrage et que les parties ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre - ou dans le cas de leurs représentants au conseil d'arbitrage, sur le choix d'un président —, l'une ou l'autre des parties — ou un représentant peut, malgré toute disposition de la convention collective, demander par écrit au ministre de nommer un arbitre ou un président, selon le cas.

Demande au ministre

(5) Le ministre procède à la nomination demandée aux termes du paragraphe (4), après enquête, s'il le juge nécessaire.

Nomination par le ministre

Présomption

(6) L'arbitre ou le président nommé ou choisi en vertu des paragraphes (2), (3) ou (5) est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir été nommé aux termes de la convention collective.

58. (1) Les ordonnances ou décisions d'un con-

seil d'arbitrage ou d'un arbitre sont définitives et

ne peuvent être ni contestées ni révisées par voie

L.R. (1985), ch. L-2, art. 57; 1998, ch. 26, art. 59(A).

Caractère définitif des déci-

(2) Il n'est admis aucun recours ou décision judiciaire - notamment par voie d'injonction, de certiorari, de prohibition ou de quo warranto visant à contester, réviser, empêcher ou limiter l'action d'un arbitre ou d'un conseil d'arbitrage exercée dans le cadre de la présente partie.

Interdiction de recours extraordinaires

(3) Pour l'application de la Loi sur la Cour fédérale, l'arbitre nommé en application d'une convention collective et le conseil d'arbitrage ne constituent pas un office fédéral au sens de cette

L.R. (1985), ch. L-2, art. 58; 1999, ch. 31, art. 153(A).

59. L'arbitre ou le président du conseil d'arbitrage transmet au ministre copie de ses décisions ou ordonnances; une copie doit aussi être accessible au public selon les modalités fixées par le gouverneur en conseil.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 59; 1998, ch. 26, art. 59(A).

Statut

Transmission et publicité des décisions

iudiciaire.

Pouvoirs des

arhitres

Powers of arbitrator, etc.

- 60. (1) An arbitrator or arbitration board has
- (a) the powers conferred on the Board by paragraphs 16(a), (b), (c) and (f.1);
- (a.1) the power to interpret, apply and give relief in accordance with a statute relating to employment matters, whether or not there is conflict between the statute and the collective agreement;
- (a.2) the power to make the interim orders that the arbitrator or arbitration board considers appropriate;
- (a.3) the power to consider submissions provided in the form that the arbitrator or the arbitration board considers appropriate or to which the parties agree;
- (a.4) the power to expedite proceedings and to prevent abuse of the arbitration process by making the orders or giving the directions that the arbitrator or arbitration board considers appropriate for those purposes; and
- (b) power to determine any question as to whether a matter referred to the arbitrator or arbitration board is arbitrable.

Power to extend time

(1.1) The arbitrator or arbitration board may extend the time for taking any step in the grievance process or arbitration procedure set out in a collective agreement, even after the expiration of the time, if the arbitrator or arbitration board is satisfied that there are reasonable grounds for the extension and that the other party would not be unduly prejudiced by the extension.

Power to mediate

(1.2) At any stage of a proceeding before an arbitrator or arbitration board, the arbitrator or arbitration board may, if the parties agree, assist the parties in resolving the difference at issue without prejudice to the power of the arbitrator or arbitration board to continue the arbitration with respect to the issues that have not been resolved.

Idem

(2) Where an arbitrator or arbitration board determines that an employee has been discharged or disciplined by an employer for cause and the collective agreement does not contain a specific penalty for the infraction that is the subject of the arbitration, the arbitrator or arbitration board has power to substitute for the discharge or discipline such other penalty as to the arbitrator or arbitration board seems just and reasonable in the circumstances.

- **60.** (1) L'arbitre ou le conseil d'arbitrage a les pouvoirs suivants :
 - a) ceux qui sont conférés au Conseil par les alinéas 16a), b), c) et f.1);
 - a.1) celui d'interpréter et d'appliquer les lois relatives à l'emploi et de rendre les ordonnances qu'elles prévoient, même dans les cas où elles entrent en conflit avec la convention collective;
 - a.2) celui de rendre les ordonnances provisoires qu'il juge indiquées;
 - a.3) celui de tenir compte des observations présentées sous une forme qu'il juge indiquée ou que les parties acceptent;
- a.4) celui de rendre les ordonnances ou de donner les directives qu'il juge indiquées pour accélérer les procédures ou prévenir le recours abusif à l'arbitrage;
- b) celui de décider si l'affaire qui lui est soumise est susceptible d'arbitrage.
- (1.1) L'arbitre ou le conseil d'arbitrage peut proroger tout délai même expiré applicable aux procédures de grief ou à l'arbitrage prévu par la convention collective s'il est d'avis que la prorogation est justifiée et ne porte pas atteinte indûment aux droits de l'autre partie.

Prorogation des

Médiation

(1.2) En tout état de cause, l'arbitre ou le conseil d'arbitrage peut, avec le consentement des parties, les aider à régler tout désaccord entre elles, sans qu'il soit porté atteinte à sa compétence à titre d'arbitre ou de conseil d'arbitrage chargé de trancher les questions qui n'auront pas été réglées.

Idem

- (2) Dans les cas de congédiement ou de mesures disciplinaires justifiés, et en l'absence, dans la convention collective, de sanction particulière pour la faute reprochée à l'employé en cause, l'arbitre ou le conseil d'arbitrage a en outre le pouvoir de substituer à la décision de l'employeur toute autre sanction qui lui paraît juste et raisonnable dans les circonstances.
- L.R. (1985), ch. L-2, art. 60; 1998, ch. 26, art. 27.

R.S., 1985, c. L-2, s. 60; 1998, c. 26, s. 27.

Procedure

61. An arbitrator or arbitration board shall determine their own procedure, but shall give full opportunity to the parties to the proceeding to present evidence and make submissions to the arbitrator or arbitration board.

R.S., 1985, c. L-2, s. 61; 1999, c. 31, s. 154(E).

Decision of arbitration board **62.** Where a difference described in subsection 57(1) is submitted to an arbitration board, the decision of a majority of those comprising the board is the decision of the board, but if a majority of those comprising the board cannot agree on a decision, the decision of the chairperson of the board is the decision of the board.

R.S., 1985, c. L-2, s. 62; 1998, c. 26, s. 59(E).

Arbitration costs, fees and expenses

- 63. Where a difference described in subsection 57(1) is submitted by the parties to an arbitrator or arbitration board, the costs, fees and expenses with respect to the arbitration proceedings shall, unless the collective agreement otherwise provides or the parties otherwise agree, be borne as follows:
 - (a) each party shall bear its own costs and shall pay the fees and expenses of any member of the arbitration board who is nominated by it; and
 - (b) the fees and expenses of an arbitrator or arbitration board chairperson, whether the arbitrator or chairperson is selected by the parties or their nominees or appointed by the Minister under this Part, shall be borne equally by the parties.

R.S., 1985, c. L-2, s. 63; 1998, c. 26, s. 59(E).

Order or decision within sixty days

- **64.** (1) Every order or decision of an arbitrator or arbitration board shall be made or given within sixty days after, in the case of an arbitrator, their appointment as arbitrator, and, in the case of an arbitration board, the appointment of the arbitration board chairperson, unless
 - (a) the collective agreement otherwise provides or the parties otherwise agree; or
 - (b) owing to circumstances beyond the control of the arbitrator or arbitration board, it is not practicable to make or give the order or decision within those sixty days.

Days not included

(2) For the purposes of subsection (1), any day that is included in a period for which the arbitration proceedings are suspended pursuant to sub**61.** L'arbitre ou le conseil d'arbitrage établit sa propre procédure; il est toutefois tenu de donner aux parties toute possibilité de lui présenter des éléments de preuve et leurs arguments.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 61; 1999, ch. 31, art. 154(A).

62. Pour les désaccords visés au paragraphe 57(1), la décision du conseil d'arbitrage se prend à la majorité des membres; à défaut de majorité, elle appartient au président.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 62; 1998, ch. 26, art. 59(A).

Frais de

Procédure

Décisions du

conseil d'arbi-

trage

- **63.** En matière d'arbitrage des désaccords visés au paragraphe 57(1) et sauf stipulation contraire de la convention collective ou entente entre elles à l'effet contraire, chacune des parties supporte :
 - a) ses propres frais ainsi que la rétribution et les indemnités du membre du conseil d'arbitrage qu'elle a nommé;
 - b) une part égale de la rétribution et des indemnités de l'arbitre ou du président du conseil d'arbitrage, que celui-ci ait été choisi par elles ou leurs représentants, ou nommé par le ministre.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 63; 1998, ch. 26, art. 59(A).

- **64.** (1) L'arbitre ou le conseil d'arbitrage rend ses ordonnances ou décisions dans les soixante jours suivant sa nomination ou la nomination du président du conseil d'arbitrage, dans le cas du second, sauf :
 - a) soit stipulation contraire de la convention collective ou entente à l'effet contraire entre les parties;
 - b) soit circonstances indépendantes de sa volonté rendant impossible l'observation du délai.
- (2) Les jours pendant lesquels la procédure d'arbitrage est suspendue en vertu du paragraphe 65(2) ne sont pas pris en compte dans le calcul du délai prévu au paragraphe (1).

Calcul du délai

Délai pour rendre une

décision

section 65(2) shall not be counted as one of the sixty days referred to in subsection (1).

Late order or decision not invalid (3) The failure of an arbitrator or arbitration board to make or give any order or decision within the sixty days referred to in subsection (1) does not affect the jurisdiction of the arbitrator or arbitration board to continue with and complete the arbitration proceedings and any order or decision made or given by the arbitrator or arbitration board after the expiration of those sixty days is not for that reason invalid.

R.S., 1985, c. L-2, s. 64; 1998, c. 26, s. 59(E); 1999, c. 31, s. 162(E).

Questions may be referred to Board **65.** (1) Where any question arises in connection with a matter that has been referred to an arbitrator or arbitration board, relating to the existence of a collective agreement or the identification of the parties or employees bound by a collective agreement, the arbitrator or arbitration board, the Minister or any alleged party may refer the question to the Board for determination.

Arbitration proceeding not suspended

(2) The referral of any question to the Board pursuant to subsection (1) shall not operate to suspend any proceeding before an arbitrator or arbitration board unless the arbitrator or arbitration board decides that the nature of the question warrants a suspension of the proceeding or the Board directs the suspension of the proceeding.

R.S., 1985, c. L-2, s. 65; 1998, c. 26, s. 28.

Filing of orders and decisions in Federal Court **66.** (1) Any person or organization affected by any order or decision of an arbitrator or arbitration board may, after fourteen days from the date on which the order or decision is made or given, or from the date provided in it for compliance, whichever is the later date, file in the Federal Court a copy of the order or decision, exclusive of the reasons therefor.

Idem

(2) On filing an order or decision of an arbitrator or arbitration board in the Federal Court under subsection (1), the order or decision shall be registered in the Court and, when registered, has the same force and effect, and all proceedings may be taken thereon, as if the order or decision were a judgment obtained in the Court.

R.S., c. L-1, s. 159; 1972, c. 18, s. 1; 1977-78, c. 27, s. 57.

Term of collective agreement

67. (1) Where a collective agreement contains no provision as to its term or is for a term of less than one year, the collective agreement shall be deemed to be for a term of one year from the date

(3) L'inobservation du délai n'a pas pour effet de dessaisir l'arbitre ou le conseil d'arbitrage, ni d'invalider les ordonnances ou décisions que celui-ci rend après l'expiration du délai.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 64; 1998, ch. 26, art. 59(A); 1999, ch. 31, art. 162(A).

Cas d'inobservation

65. (1) Toute question soulevée dans une affaire d'arbitrage et se rapportant à l'existence d'une convention collective ou à l'identité des parties ou des employés qu'elle lie peut être renvoyée au Conseil, pour décision, par l'arbitre, le conseil d'arbitrage, le ministre ou toute prétendue partie.

Renvoi au Conseil

(2) Le renvoi visé au paragraphe (1) ne suspend la procédure engagée devant l'arbitre ou le conseil d'arbitrage que si l'un ou l'autre décide que la nature de la question le justifie ou que le Conseil lui-même ordonne la suspension.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 65; 1998, ch. 26, art. 28.

Exécution des

décisions

Poursuite de la

procédure d'arbitrage

66. (1) La personne ou l'organisation touchée par l'ordonnance ou la décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage peut, après un délai de quatorze jours suivant la date de l'ordonnance ou de la décision ou après la date d'exécution qui y est fixée, si celle-ci est postérieure, déposer à la Cour fédérale une copie du dispositif de l'ordonnance ou de la décision.

Idem

(2) L'ordonnance ou la décision d'un arbitre ou d'un conseil d'arbitrage déposée aux termes du paragraphe (1) est enregistrée à la Cour fédérale; l'enregistrement lui confère la valeur des autres jugements de ce tribunal et ouvre droit aux mêmes procédures ultérieures que ceux-ci.

S.R., ch. L-1, art. 159; 1972, ch. 18, art. 1; 1977-78, ch. 27, art. 57.

67. (1) La convention collective qui ne stipule pas sa durée ou qui est conclue pour une durée inférieure à un an est réputée avoir été établie pour une durée stipulée d'un an à compter du jour où

Durée de la convention collective on which it comes into force and shall not, except as provided by subsection 36(2) or with the consent of the Board, be terminated by the parties thereto within that term of one year.

Revision of collective agreement

(2) Nothing in this Part prohibits the parties to a collective agreement from agreeing to a revision of any provision of the collective agreement other than a provision relating to the term of the collective agreement.

Board may order alteration of termination date

(3) The Board may, on application made jointly by both parties to a collective agreement, order that the termination date of the collective agreement be altered for the purpose of establishing a common termination date for two or more collective agreements binding a single employer.

Provision for settlement of differences to remain in force

(4) Notwithstanding anything contained in a collective agreement, the provision required to be contained therein by subsection 57(1) shall remain in force after the termination of the collective agreement and until the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met.

Power of arbitrator where agreement terminates

- (5) Where a difference between the parties to a collective agreement relating to a provision contained in the collective agreement arises during the period from the date of its termination to the date the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met.
 - (a) an arbitrator or arbitration board may hear and determine the difference; and
 - (b) sections 57 to 66 apply to the hearing and determination.

Powers of arbitrator when conditions of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met

(6) Where a disagreement concerning the dismissal or discipline of an employee in the bargaining unit arises during the period that begins on the date on which the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) are met and ends on the date on which a new or revised collective agreement is entered into, the bargaining agent may submit the disagreement for final settlement in accordance with the provisions for the settlement of differences contained in the previous collective agreement. The relevant provisions in the collective agreement and sections 57 to 66 apply, with such modifications as the circumstances require, to the settlement of the disagreement.

R.S., 1985, c. L-2, s. 67; 1998, c. 26, s. 29,

elle entre en vigueur; les parties ne peuvent y mettre fin avant l'expiration de l'année qu'avec le consentement du Conseil ou que dans le cas prévu au paragraphe 36(2).

(2) La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher les parties à une convention collective de prévoir la révision de toute disposition de celle-ci ne portant pas sur sa durée.

Révision de la convention collective

Changement de la date d'expi-

ration

(3) Le Conseil peut, sur demande conjointe des deux parties à une convention collective, modifier, par ordonnance, la date d'expiration de la convention afin de la faire coïncider avec celle d'autres conventions collectives auxquelles l'employeur est partie.

Règlement des désaccords

(4) Malgré toute disposition contraire de la convention collective, la clause obligatoire visée au paragraphe 57(1) demeure en vigueur après l'expiration de la convention tant que n'ont pas été remplies les conditions énoncées aux alinéas 89(1)a) à d).

Pouvoirs de l'arbitre à l'expiration de la convention

- (5) Les cas de désaccords portant sur une disposition de la convention collective et survenant dans l'intervalle qui sépare l'expiration de celle-ci et l'accomplissement des conditions énoncées aux alinéas 89(1)a) à d):
 - a) peuvent être soumis à un arbitre ou un conseil d'arbitrage;
 - b) sont assujettis, pour leur règlement, aux articles 57 à 66.
- (6) Lorsque survient un litige concernant le congédiement d'un employé de l'unité de négociation ou la prise de mesures disciplinaires à son égard au cours de la période qui commence à la date à laquelle les conditions énoncées aux alinéas 89(1)a) à d) sont remplies et se termine le jour de la conclusion d'une nouvelle convention collective ou d'une convention collective révisée, l'agent négociateur peut soumettre le litige pour règlement définitif en conformité avec les dispositions de la convention collective antérieure qui porte sur le règlement des désaccords. Les dispositions pertinentes de la convention collective et les articles 57 à 66 s'appliquent au règlement du litige, avec les modifications nécessaires.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 67; 1998, ch. 26, art. 29.

Pouvoirs de l'arbitre lorsque les conditions énoncées aux alinéas 89(1)a) à d) ont été remplies

Collective agreement may contain certain provisions

- **68.** Nothing in this Part prohibits the parties to a collective agreement from including in the collective agreement a provision
 - (a) requiring, as a condition of employment, membership in a specified trade union; or
 - (b) granting a preference of employment to members of a specified trade union.

R.S., c. L-1, s. 161; 1972, c. 18, s. 1.

Definition of "referral" **69.** (1) In this section, "referral" includes assignment, designation, dispatching, scheduling and selection.

Operation of hiring halls

(2) Where, pursuant to a collective agreement, a trade union is engaged in the referral of persons to employment, it shall establish rules for the purpose of making such referrals and apply those rules fairly and without discrimination.

Posting of rules

(3) Rules applied by a trade union pursuant to subsection (2) shall be kept posted in a conspicuous place in every area of premises occupied by the trade union in which persons seeking referral normally gather.

1977-78, c. 27, s. 58.

Compulsory Check-Off

Union dues to be deducted 70. (1) Where a trade union that is the bargaining agent for employees in a bargaining unit so requests, there shall be included in the collective agreement between the trade union and the employer of the employees a provision requiring the employer to deduct from the wages of each employee in the unit affected by the collective agreement, whether or not the employee is a member of the union, the amount of the regular union dues and to remit the amount to the trade union forthwith.

Religious

(2) Where the Board is satisfied that an employee, because of their religious conviction or beliefs, objects to joining a trade union or to paying regular union dues to a trade union, the Board may order that the provision in a collective agreement requiring, as a condition of employment, membership in a trade union or requiring the payment of regular union dues to a trade union does not apply to that employee so long as an amount equal to the amount of the regular union dues is paid by the employee, either directly or by way of deduction from their wages, to a registered charity mutually agreed on by the employee and the trade union.

- **68.** La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher les parties à une convention collective d'y inclure une disposition qui :
 - a) soit impose, comme condition d'emploi, l'adhésion à un syndicat déterminé;
 - b) soit donne la préférence, en matière d'emploi, aux adhérents d'un syndicat déterminé.

S.R., ch. L-1, art. 161; 1972, ch. 18, art. 1.

69. (1) Pour l'application du présent article, sont compris dans le placement l'affectation, la désignation, la sélection, la répartition du travail et l'établissement des horaires.

(2) Le syndicat qui, aux termes d'une convention collective, s'occupe du placement de demandeurs d'emploi pour l'employeur est tenu d'établir des règles à cette fin et de les appliquer de façon juste et non discriminatoire.

(3) Les règles visées au paragraphe (2) doivent être affichées bien en vue dans tout local du syndicat où se réunissent habituellement des personnes qui se présentent en vue du placement.

1977-78, ch. 27, art. 58; 1980-81-82-83, ch. 47, art. 53.

Précompte obligatoire des cotisations

- 70. (1) À la demande du syndicat qui est l'agent négociateur des employés d'une unité de négociation, la convention collective conclue avec l'employeur doit contenir une disposition obligeant ce dernier à prélever sur le salaire versé à chaque employé régi par la convention, que celuici adhère ou non au syndicat, le montant de la cotisation syndicale normale et à le remettre sans délai au syndicat.
- (2) S'il est convaincu que le refus d'un employé de faire partie d'un syndicat ou de lui verser la cotisation syndicale normale est fondé sur ses croyances ou convictions religieuses, le Conseil peut, par ordonnance, exempter l'employé des dispositions de la convention collective exigeant soit l'adhésion syndicale comme condition d'emploi, soit le versement de la cotisation syndicale normale à un syndicat. L'intéressé est alors tenu de verser, soit directement, soit par prélèvement sur son salaire, un montant équivalent à la cotisation syndicale normale à un organisme de bienfaisance

Clauses autori-

Sens de «place-

Bureau d'embauchage

Affichage des règles

Retenue de la cotisation syndicale

Objection d'ordre religieux Designation by Board

(3) Where an employee and the trade union are unable to agree on a registered charity for the purposes of subsection (2), the Board may designate any such charity as the charity to which payment should be made.

Definitions

(4) In this section,

"registered charity"
«organisme de bienfaisance enregistré»
"regular union dues"
«cotisation syndicale normale»

"registered charity" has the meaning assigned to that expression by the *Income Tax Act*:

"regular union dues" means, in respect of

(a) an employee who is a member of a trade union, the dues uniformly and regularly paid by a member of the union in accordance with the constitution and by-laws of the union, and

(b) an employee who is not a member of a trade union, the dues referred to in paragraph (a), other than any amount that is for payment of pension, superannuation, sickness insurance or any other benefit available only to members of the union.

R.S., 1985, c. L-2, s. 70; 1999, c. 31, ss. 162(E), 241(F), 246(F).

DIVISION V

CONCILIATION AND FIRST AGREEMENTS

Federal Mediation and Conciliation Service

Federal Mediation and Conciliation Service **70.1** (1) The Federal Mediation and Conciliation Service, the employees of which are employees of the Department of Human Resources Development, advises the Minister of Labour with respect to industrial relations matters and is responsible for fostering harmonious relations between trade unions and employers by assisting them in the negotiation of collective agreements and their renewal and the management of the relations resulting from the implementation of the agreements.

Head

(2) The head of the Federal Mediation and Conciliation Service reports to the Minister in respect of responsibilities relating to the resolution of disputes.

1998, c. 26, s. 30.

enregistré agréé à la fois par l'employé et le syndicat

(3) Faute d'entente entre l'employé et le syndicat sur l'organisme de bienfaisance enregistré, le Conseil peut désigner lui-même celui-ci. Désignation par le Conseil

(4) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions «cotisation

syndicale normale»

regular union

«cotisation syndicale normale»

a) Dans le cas de l'employé adhérent, la somme versée régulièrement en montants égaux par les adhérents du syndicat conformément aux statuts et aux règlements administratifs du syndicat;

b) dans le cas du non-adhérent, la cotisation visée à l'alinéa a) à l'exclusion de toute somme prélevée au titre de la pension, de la retraite ou de l'assurance-maladie ou de tous autres avantages réservés aux seuls adhérents du syndicat.

« organisme de bienfaisance enregistré » S'entend au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

«organisme de charité enregistré» [Abrogée, 1999, ch. 31, art. 241]

L.R. (1985), ch. L-2, art. 70; 1999, ch. 31, art. 162(A), 241(F) et 246(F).

« organisme de bienfaisance enregistré » "registered charity"

SECTION V

CONCILIATION ET PREMIÈRE CONVENTION

Service fédéral de médiation et de conciliation

70.1 (1) Le Service fédéral de médiation et de conciliation, composé de fonctionnaires du ministère du Développement des ressources humaines, conseille le ministre du Travail en matière de questions liées aux relations industrielles et est chargé de favoriser l'établissement de relations harmonieuses entre les syndicats et les employeurs en offrant son aide dans le cadre de la négociation et du renouvellement des conventions collectives et de la gestion des relations qui découlent de leur mise en oeuvre.

(2) Le directeur du Service est responsable envers le ministre de l'exécution de ses fonctions liées au règlement des différends.

1998, ch. 26, art. 30.

Service fédéral de médiation et de conciliation

Directeur du Service

Notification du

Part I

Conciliation Procedures

Notice of dispute

- 71. (1) Where a notice to commence collective bargaining has been given under this Part, either party may inform the Minister, by sending a notice of dispute, of their failure to enter into, renew or revise a collective agreement where
 - (a) collective bargaining has not commenced within the time fixed by this Part; or
 - (b) the parties have bargained collectively for the purpose of entering into or revising a collective agreement but have been unable to reach agreement.

Copy to other party

(2) The party who sends a notice of dispute under subsection (1) must immediately send a copy of it to the other party.

R.S., 1985, c. L-2, s. 71; 1998, c. 26, s. 30.

Options of Minister

- **72.** (1) The Minister shall, not later than fifteen days after receiving a notice in writing under section 71,
 - (a) appoint a conciliation officer;
 - (b) appoint a conciliation commissioner;
- (c) establish a conciliation board in accordance with section 82; or
 - (d) notify the parties, in writing, of the Minister's intention not to appoint a conciliation officer or conciliation commissioner or establish a conciliation board.

Idem

(2) Where the Minister has not received a notice under section 71 but considers it advisable to take any action set out in paragraph (1)(a), (b) or (c) for the purpose of assisting the parties in entering into or revising a collective agreement, the Minister may take such action.

Limitation

(3) The Minister may only take one action referred to in this section with respect to any particular dispute involving a bargaining unit.

R.S., 1985, c. L-2, s. 72; 1998, c. 26, s. 31; 1999, c. 31, s. 155(E).

Delivery of notice to conciliation officer

73. (1) Where a conciliation officer has been appointed under subsection 72(1), the Minister shall forthwith deliver to the officer a copy of the notice given under section 71 in respect of the dispute.

Procédures de conciliation

71. (1) Une fois donné l'avis de négociation collective, l'une des parties peut faire savoir au ministre, en lui faisant parvenir un avis de différend, qu'elles n'ont pas réussi à conclure, renouveler ou réviser une convention collective dans l'un ou l'autre des cas suivants:

- a) les négociations collectives n'ont pas commencé dans le délai fixé par la présente partie;
- b) les parties ont négocié collectivement mais n'ont pu parvenir à un accord.
- (2) La partie qui envoie l'avis de différend en fait parvenir sans délai une copie à l'autre partie. L.R. (1985), ch. L-2, art. 71; 1998, ch. 26, art. 30.

Options du

nistre

Remise à

l'autre partie

- 72. (1) Dans les quinze jours suivant la réception de l'avis qui lui a été donné aux termes de l'article 71, le ministre prend l'une ou l'autre des mesures suivantes :
 - a) nomination d'un conciliateur:
 - b) nomination d'un commissaire-conciliateur;
 - c) constitution d'une commission de conciliation en application de l'article 82;
 - d) notification aux parties, par écrit, de son intention de ne procéder à aucune des mesures visées aux alinéas a), b) et c).
- (2) Même sans avoir reçu l'avis prévu à l'article 71, le ministre peut prendre toute mesure visée aux alinéas (1)a), b) ou c) s'il l'estime opportun pour aider les parties à conclure ou à réviser une convention collective.

Idem

Limite

(3) Le ministre ne peut prendre qu'une des mesures que prévoit le présent article à l'égard d'un différend visant une unité de négociation collective.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 72; 1998, ch. 26, art. 31; 1999, ch. 31, art. 155(A).

73. (1) Dès qu'un conciliateur est nommé en application du paragraphe 72(1), le ministre lui remet une copie de l'avis mentionné à l'article 71.

Remise de l'avis au conciliateur Duties of conciliation officer

- (2) Where a conciliation officer has been appointed under section 72, the conciliation officer shall
 - (a) forthwith after the appointment, confer with the parties to the dispute and endeavour to assist them in entering into or revising a collective agreement; and
 - (b) within fourteen days after the date of the appointment or within the longer period that may be agreed to by the parties or allowed by the Minister, report to the Minister as to whether or not the officer has succeeded in assisting the parties in entering into or revising a collective agreement.

R.S., 1985, c. L-2, s. 73; 1998, c. 26, s. 32.

Delivery of notice

74. (1) Where a conciliation commissioner has been appointed or a conciliation board has been established, the Minister must immediately deliver to the conciliation commissioner or the members of the conciliation board a copy of the notice of dispute sent under section 71 and may, until their report has been submitted, refer other questions to them.

Duties of conciliation commissioner or conciliation board

- (2) Where a conciliation commissioner has been appointed or a conciliation board has been established under subsection 72(1), the conciliation commissioner or conciliation board shall
 - (a) immediately endeavour to assist the parties to the dispute in entering into or revising a collective agreement; and
 - (b) within fourteen days after the date of appointment or establishment, or within the longer period that may be agreed to by the parties or allowed by the Minister, report to the Minister as to the commissioner's or board's success or failure in assisting the parties to the dispute and as to their findings and recommendations.

Report of the

(3) The report of the majority of the members of a conciliation board is the report of the conciliation board, except where each member of the conciliation board makes a report, in which case the report made by the person appointed by the Minister as a member and chairperson of the conciliation board is the report of the conciliation board.

R.S., 1985, c. L-2, s. 74; 1998, c. 26, s. 33.

Time limits

75. (1) Except with the consent of the parties, the Minister may not extend the time for a conciliation officer to report, or for a conciliation com-

- (2) Il incombe ensuite au conciliateur :
- a) de rencontrer sans délai les parties et de les aider à conclure ou réviser la convention collec-
- b) dans les quatorze jours qui suivent la date de sa nomination ou dans le délai supérieur dont conviennent les parties ou que fixe le ministre, de faire rapport à celui-ci des résultats de son intervention.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 73; 1998, ch. 26, art. 32.

- 74. (1) Le ministre remet une copie de l'avis de différend mentionné à l'article 71 au commissaireconciliateur ou aux membres de la commission de conciliation immédiatement après sa nomination ou la constitution de la commission, selon le cas; il peut également, jusqu'à ce que leur rapport ait été remis, leur soumettre d'autres questions.
- (2) Il incombe au commissaire-conciliateur ou à la commission de conciliation:
 - a) de mettre immédiatement tout en oeuvre pour que les parties au différend parviennent à conclure ou à réviser la convention collective;
 - b) dans les quatorze jours qui suivent la date de sa nomination ou de sa constitution ou dans le délai supérieur dont conviennent les parties ou que fixe le ministre, de remettre au ministre un rapport exposant les résultats de son intervention ainsi que ses conclusions et recommandations.

(3) Le rapport présenté par la majorité des membres de la commission de conciliation — ou, s'il n'y a pas majorité, celui du président - vaut rapport de la commission.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 74; 1998, ch. 26, art. 33.

75. (1) Sauf si les parties y consentent, le ministre ne peut prolonger le délai avant l'expiration duquel le conciliateur est tenu de lui faire rapport Fonctions du conciliateur

Remise de l'avis

Mission du commissaireconciliateur ou de la commission de conciliation

Rapport de la commission

Délai maximal

missioner or conciliation board to submit a report, beyond sixty days after the date of appointment or establishment.

Deemed reporting

(2) The conciliation officer is deemed to have reported sixty days after the date on which that officer was appointed or at the end of the extended time limit to which the parties consent, unless she or he actually reports earlier.

Deemed receipt of report

(3) The Minister is deemed to have received the report of the conciliation commissioner or conciliation board sixty days after the date on which the conciliation commissioner was appointed or the board was established or at the end of the extended time limit to which the parties consent, unless the Minister actually receives the report earlier.

R.S., 1985, c. L-2, s. 75; 1998, c. 26, s. 33.

Reconsideration of report **76.** After a conciliation commissioner or conciliation board has submitted their report, the Minister may direct the conciliation commissioner or conciliation board to reconsider the report and clarify or amplify any part of it.

R.S., 1985, c. L-2, s. 76; 1998, c. 26, s. 33.

the parties to the dispute; and

Release of report

- 77. After receiving the report of a conciliation
- commissioner or conciliation board, the Minister
 (a) immediately releases a copy of the report to
 - (b) may make the report available to the public in a manner that the Minister considers advisable.

R.S., 1985, c. L-2, s. 77; 1998, c. 26, s. 33.

Report binding by agreement 78. Where a conciliation commissioner or conciliation board has been appointed or established in respect of a dispute, the parties, at any time before the report of the conciliation commissioner or conciliation board is made, may agree in writing to be bound by the recommendations of the conciliation commissioner or conciliation board and, on their making, shall give effect to those recommendations.

R.S., 1985, c. L-2, s. 78; 1998, c. 26, s. 33.

Agreement

79. (1) Despite any other provision of this Part, an employer and a bargaining agent may agree in writing, as part of a collective agreement or otherwise, to refer any matter respecting the renewal or revision of a collective agreement or the entering

des résultats de son intervention ni le délai de remise du rapport d'un commissaire-conciliateur ou d'une commission de conciliation au-delà du soixantième jour suivant la date de la nomination ou de la constitution.

(2) Sauf s'il fait effectivement rapport plus tôt, le conciliateur est réputé avoir fait rapport au ministre le soixantième jour suivant la date de sa nomination ou à l'expiration du délai supérieur dont conviennent les parties.

(3) Sauf si le rapport lui est effectivement remis plus tôt, le ministre est réputé l'avoir reçu le soixantième jour suivant la date de la nomination du commissaire-conciliateur ou de la constitution de la commission, ou à l'expiration du délai supérieur dont conviennent les parties.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 75; 1998, ch. 26, art. 33.

76. Le ministre peut enjoindre au commissaireconciliateur ou à la commission de conciliation, selon le cas, de réexaminer et de clarifier ou développer toute partie de son rapport.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 76; 1998, ch. 26, art. 33.

77. Après avoir reçu le rapport du commissaire-conciliateur ou de la commission de conciliation, le ministre :

a) en met sans délai une copie à la disposition des parties au différend;

b) peut le rendre public de la manière qui lui paraît opportune.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 77; 1998, ch. 26, art. 33.

78. Tant que le commissaire-conciliateur ou la commission de conciliation n'a pas remis son rapport, les parties peuvent convenir par écrit qu'elles seront liées par ses recommandations. Dans ce cas, elles sont tenues de donner immédiatement suite aux recommandations présentées.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 78; 1998, ch. 26, art. 33.

79. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente partie, l'employeur et l'agent négociateur peuvent convenir par écrit, notamment dans une convention collective, de soumettre toute question liée au renouvellement ou à la révision d'une convention collective, ou à la conclusion

Présomption

Présomption

Réexamen du

Communication du rapport

Accord des

Entente

into of a new collective agreement to a person or body for final and binding determination.

Effect of agreement

(2) The agreement suspends the right to strike or lockout and constitutes an undertaking to implement the determination.

R.S., 1985, c. L-2, s. 79; 1998, c. 26, s. 33.

Settlement of First Agreement

Minister may refer dispute to Board 80. (1) Where an employer or a bargaining agent is required, by notice given under section 48, to commence collective bargaining for the purpose of entering into the first collective agreement between the parties with respect to the bargaining unit for which the bargaining agent has been certified and the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have otherwise been met, the Minister may, if the Minister considers it necessary or advisable, at any time thereafter direct the Board to inquire into the dispute and, if the Board considers it advisable, to settle the terms and conditions of the first collective agreement between the parties.

Board may settle terms and conditions (2) The Board shall proceed as directed by the Minister under subsection (1) and, if the Board settles the terms and conditions of a first collective agreement referred to in that subsection, those terms and conditions shall constitute the collective agreement between the parties and shall be binding on them and on the employees in the bargaining unit, except to the extent that such terms and conditions are subsequently amended by the parties by agreement in writing.

Matters the Board may consider

- (3) In settling the terms and conditions of a first collective agreement under this section, the Board shall give the parties an opportunity to present evidence and make representations and the Board may take into account
 - (a) the extent to which the parties have, or have not, bargained in good faith in an attempt to enter into the first collective agreement between them:
 - (b) the terms and conditions of employment, if any, negotiated through collective bargaining for employees performing the same or similar functions in the same or similar circumstances as the employees in the bargaining unit; and
 - (c) such other matters as the Board considers will assist it in arriving at terms and conditions

d'une nouvelle convention collective à une personne ou un organisme pour décision définitive et exécutoire.

(2) L'entente suspend le droit de grève ou de lock-out et constitue l'engagement de mettre en oeuvre la décision.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 79; 1998, ch. 26, art. 33.

Première convention collective

80. (1) Si l'avis de négociation collective visé à l'article 48 se rapporte à la première convention collective à conclure entre les parties quant à l'unité de négociation pour laquelle l'agent négociateur a été accrédité et que les conditions énoncées aux alinéas 89(1)a) à d) ont été remplies, le ministre peut, s'il le juge utile, ordonner au Conseil de faire enquête sur le différend et, si celui-ci l'estime indiqué, de fixer les modalités de la première convention collective entre les parties.

Conséquence de l'entente

Renvoi au Conseil

(2) Le Conseil doit se conformer aux instructions que le ministre lui donne aux termes du paragraphe (1); s'il fixe les modalités de la première convention collective, celles-ci constituent la convention et lient les parties et les employés de l'unité de négociation tant qu'elles ne sont pas modifiées par consentement mutuel écrit des parties. Établissement de la première convention par le Conseil

Fixation des

modalités

- (3) En fixant les modalités de la première convention collective, le Conseil doit donner aux parties la possibilité de présenter des éléments de preuve et leurs arguments. Il peut tenir compte des points suivants :
 - a) la mesure dans laquelle les parties ont négocié de bonne foi pour tenter de conclure la convention:
 - b) les conditions d'emploi ayant fait l'objet d'éventuelles négociations collectives pour des employés exerçant des fonctions identiques ou analogues, dans des circonstances identiques ou analogues, à celles des employés de l'unité de négociation;
 - c) toutes autres questions susceptibles d'aider à en arriver à des conditions justes et raisonnables dans les circonstances.

that are fair and reasonable in the circumstances.

Duration of agreement

(4) Where the terms and conditions of a first collective agreement are settled by the Board under this section, the agreement is effective for a period of two years after the date on which the Board settles the terms and conditions of the collective agreement.

R.S., 1985, c. L-2, s. 80; 1998, c. 26, s. 34.

Establishment of Conciliation Boards

Composition

81. (1) A conciliation board shall consist of three members appointed in the manner specified in section 82.

Eligibility of

(2) A person is not eligible to be a member of a conciliation board if the person has a pecuniary interest that may be directly affected by any matter referred to the board.

R.S., c. L-1, s. 172; 1972, c. 18, s. 1.

Nomination by

82. (1) Where the Minister has, pursuant to section 72, decided to establish a conciliation board, the Minister shall immediately, by notice in writing, require each of the parties to the dispute to nominate, within seven days after receipt by the party of the notice, one person to be a member of the conciliation board and, on receipt of the nomination within those seven days, the Minister shall appoint the nominee to be a member of the conciliation board.

Failure to

(2) Where either party to whom a notice is given pursuant to subsection (1) fails or neglects to nominate a person to be a member of the conciliation board to be established by the Minister within seven days after the receipt by that party of the notice, the Minister shall appoint, as a member of the conciliation board, a person the Minister considers to be qualified to be such a member, and the member so appointed shall be deemed to have been appointed on the nomination of that party.

Nomination of

(3) The members of a conciliation board appointed under subsection (1) or (2) shall, within five days after the appointment of the second member, nominate a third person, who is willing and ready to act, to be a member and chairperson of the conciliation board, and the Minister shall appoint that person to be a member and chairperson of the conciliation board.

Failure to nominate chairperson

(4) Where the members of a conciliation board appointed under subsection (1) or (2) fail or neglect to nominate a chairperson within five days

(4) La première convention collective est en vigueur pendant les deux ans qui suivent la date de la fixation de ses modalités par le Conseil.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 80; 1998, ch. 26, art. 34.

Durée de la convention

Composition

Constitution des commissions de conciliation

81. (1) La commission de conciliation se compose de trois membres nommés de la manière prévue à l'article 82.

(2) Ne peut être nommée à la commission de conciliation la personne dont les intérêts financiers sont susceptibles d'être directement touchés par

l'affaire portée devant celle-ci. S.R., ch. L-1, art. 172: 1972, ch. 18, art. 1.

82. (1) En prévision de la constitution d'une commission de conciliation, le ministre adresse sans délai à chacune des parties un avis lui demandant de proposer, dans les sept jours suivant la réception, un candidat pour cette commission et nomme les candidats proposés dans le délai.

Désignation par les parties

(2) Si l'une des parties omet de proposer un candidat dans le délai prévu au paragraphe (1), le ministre nomme membre de la commission de conciliation une personne qu'il estime apte à occuper cette charge. Cette personne est alors réputée avoir été nommée sur proposition de cette partie.

Absence de

(3) Dans les cinq jours qui suivent la date de nomination du second d'entre eux, les deux membres nommés en application des paragraphes (1) ou (2) proposent, pour le poste de président de la commission de conciliation, le nom d'une troisième personne disposée à agir en cette qualité. Le ministre entérine leur choix en nommant cette personne président de la commission.

(4) Faute de candidature proposée dans les conditions fixées au paragraphe (3), le ministre nomme immédiatement au poste de président de la

Nomination du président

Absence de candidature

after the appointment of the second such member, the Minister shall forthwith appoint, as the third member and chairperson of the conciliation board, a person whom the Minister considers qualified to be a member and chairperson of the conciliation board.

R.S., 1985, c. L-2, s. 82; 1998, c. 26, ss. 35(E), 59(E),

Notification to parties of establishment of board **83.** When the members of a conciliation board have been appointed under section 82 in respect of a dispute, the Minister shall forthwith give notice to the parties of the names of the members of the board, and thereupon it shall be conclusively presumed that the conciliation board described in the notice has been established in accordance with this Part as of the date the notice is given.

1972, c. 18, s. 1.

General

Powers of board

- **84.** A conciliation commissioner or a conciliation board
 - (a) may determine their own procedure;
 - (b) has, in relation to any proceeding before them, the powers conferred on the Board, in relation to any proceeding before the Board, by paragraphs 16(a), (b), (c), (f) and (h); and
 - (c) may authorize any person to do anything described in paragraph 16(b) or (f) that the conciliation commissioner or conciliation board may do and to report to the conciliation commissioner or conciliation board thereon.

R.S., 1985, c. L-2, s. 84: 1999, c. 31, s. 156.

Sittings

- **85.** (1) The chairperson of a conciliation board shall
 - (a) after consultation with the other members of the board, fix the time and place of sittings of the conciliation board;
 - (b) notify the parties to the dispute of the time and place so fixed; and
 - (c) at the conclusion of the sittings of the conciliation board, send to the Minister a detailed certified statement as to those sittings and as to the members of the conciliation board and witnesses present at each sitting.

Quorum

(2) The chairperson and one other member of a conciliation board constitute a quorum but, in the absence of any member, the other members shall

commission de conciliation une personne qu'il estime apte à occuper cette charge.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 82; 1998, ch. 26, art. 35(A) et 59(A).

83. Dès que les membres de la commission de conciliation ont été nommés, le ministre en communique les noms aux parties. La communication établit de façon irréfutable que la commission a été constituée en conformité avec la présente partie. à la date de la communication.

1972, ch. 18, art. 1.

Dispositions générales

84. Le commissaire-conciliateur ou la commission de conciliation peuvent :

a) fixer chacun leur propre procédure;

b) exercer, pour toute affaire dont ils sont saisis, les pouvoirs conférés au Conseil, pour ses propres affaires, par les alinéas 16a), b), c), f) et h):

c) déléguer à quiconque les pouvoirs visés aux alinéas 16b) ou f) en exigeant, s'il y a lieu, un rapport de la part du délégataire.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 84; 1999, ch. 31, art. 156.

85. (1) Le président de la commission de conciliation :

a) fixe les dates, heures et lieux des séances de la commission, après consultation des autres

b) en donne avis aux parties;

membres;

- c) à la fin des séances, en transmet au ministre un compte rendu détaillé, certifié par lui et comportant les noms des membres et témoins présents à chaque séance.
- (2) Le quorum est constitué par le président de la commission de conciliation et un autre membre, à condition toutefois que le membre absent ait été

Avis de consti-

Pouvoirs du

commission

commissaire et

Séances

Quorum

not proceed unless the absent member has been given reasonable notice of the sitting.

Substitute member

- (3) Where a person ceases to be a member of a conciliation board before the board has completed its work, another member shall be nominated and appointed in their place in accordance with section 82
- R.S., 1985, c. L-2, s. 85; 1998, c. 26, s. 59(E); 1999, c. 31, s. 162(E).

Proceedings prohibited

- **86.** No order shall be made, process entered or proceeding taken in any court
- (a) to question the appointment of, or refusal to appoint, a conciliation officer or conciliation commissioner, or the establishment of, or the refusal to establish, a conciliation board; or
- (b) to review, prohibit or restrain any proceeding of a conciliation officer, conciliation commissioner or conciliation board.

R.S., 1985, c. L-2, s. 86; 1998, c. 26, s. 36.

Report and testimony not evidence 87. No report of a conciliation commissioner or conciliation board, and no testimony or record of proceedings before a conciliation commissioner or conciliation board, are admissible in evidence in any court in Canada, except in the case of a prosecution for perjury.

1972, c. 18, s. 1.

DIVISION V.1

OBLIGATIONS RELATING TO STRIKES AND LOCKOUTS

Definitions

87.1 The following definitions apply in this Division.

"employer"
« employeur »
"trade union"
« syndicat »

"employer" includes an employers' organization.

"trade union" includes a council of trade unions.

1998, c. 26, s. 37.

Strike notice

87.2 (1) Unless a lockout not prohibited by this Part has occurred, a trade union must give notice to the employer, at least seventy-two hours in advance, indicating the date on which a strike will occur, and must provide a copy of the notice to the Minister.

Lockout notice

(2) Unless a strike not prohibited by this Part has occurred, an employer must give notice to the

averti suffisamment à l'avance de la tenue de la séance.

(3) Si le poste d'un membre devient vacant avant que la commission de conciliation ait terminé ses travaux, il y est pourvu par la nomination d'un remplaçant selon les modalités fixées à l'article 82.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 85; 1998, ch. 26, art. 59(A); 1999, ch. 31, art. 162(A).

86. Il n'est admis aucun recours ou décision judiciaire visant à :

a) soit contester la nomination d'un conciliateur ou d'un commissaire-conciliateur ou la constitution d'une commission de conciliation, ou le refus d'y procéder;

 b) soit réviser, empêcher ou limiter l'action d'un conciliateur, d'un commissaire-conciliateur ou d'une commission.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 86; 1998, ch. 26, art. 36.

87. Les rapports ou les comptes rendus de délibérations de commissaires-conciliateurs ou de commissions de conciliation ne sont pas, sauf en cas de poursuite pour parjure, admissibles en justice, non plus que les témoignages recueillis par ceux-ci.

1972, ch. 18, art. 1.

SECTION V.1

Obligations en matière de grèves et de lock-out

87.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

« employeur » S'entend également d'une organisation patronale.

« syndicat » S'entend également d'un regroupement de syndicats.

1998, ch. 26, art. 37.

87.2 (1) Sauf si un lock-out non interdit par la présente partie a été déclenché, le syndicat est tenu de donner un préavis d'au moins soixante-douze heures à l'employeur pour l'informer de la date à laquelle la grève sera déclenchée; il est également tenu de faire parvenir une copie du préavis au ministre.

(2) Sauf si une grève non interdite par la présente partie a été déclenchée, l'employeur est tenu Remplaçant

Impossibilité de recours judiciaires

Inadmissibilité en justice

Définitions

« employeur » "employer"

« syndicat » "trade union"

Préavis de grève

Préavis de lockout trade union, at least seventy-two hours in advance, indicating the date on which a lockout will occur, and must provide a copy of the notice to the Minister.

New notice

(3) Unless the parties agree otherwise in writing, where no strike or lockout occurs on the date indicated in a notice given pursuant to subsection (1) or (2), a new notice of at least seventy-two hours must be given by the trade union or the employer if they wish to initiate a strike or lockout.

1998, c. 26, s. 37.

Secret ballot strike vote 87.3 (1) Unless a lockout not prohibited by this Part has occurred, a trade union may not declare or authorize a strike unless it has, within the previous sixty days, or any longer period that may be agreed to in writing by the trade union and the employer, held a secret ballot vote among the employees in the unit and received the approval of the majority of the employees who voted.

Secret ballot -

(2) Unless a strike not prohibited by this Part has occurred, an employers' organization may not declare or cause a lockout unless it has, within the previous sixty days, or any longer period that may be agreed to in writing by the trade union and the employers' organization, held a secret ballot vote among the employers who are members of the organization and received the approval of the majority of the employers who voted.

Conduct of vote

(3) A vote held under subsection (1) or (2) must be conducted in such a manner as to ensure that those employees or employers who are eligible to vote are given a reasonable opportunity to participate in the vote and to be informed of the results.

Application to have vote declared invalid

(4) An employee who is a member of a bargaining unit for which a strike vote has been held pursuant to subsection (1) and who alleges that there were irregularities in the conduct of the vote may, no later than ten days after the announcement of the results of the vote, make an application to the Board to have the vote declared invalid.

Application to have vote declared invalid

(5) An employer who is a member of an employers' organization that has held a lockout vote pursuant to subsection (2) and who alleges that there were irregularities in the conduct of the vote may, no later than ten days after the announce-

de donner un préavis d'au moins soixante-douze heures au syndicat pour l'informer de la date à laquelle le lock-out sera déclenché; il est également tenu de faire parvenir une copie du préavis au ministre.

(3) Sauf si les parties en conviennent autrement par écrit, si la grève ou le lock-out n'est pas déclenché à la date mentionnée dans le préavis donné en vertu des paragraphes (1) ou (2), le syndicat ou l'employeur qui désire déclencher une grève ou un lock-out est tenu de donner un nouveau préavis d'au moins soixante-douze heures.

1998, ch. 26, art. 37.

87.3 (1) Sauf si un lock-out non interdit par la présente partie a été déclenché, le syndicat ne peut déclarer ou autoriser une grève sans avoir tenu, dans les soixante jours précédents ou au cours de la période plus longue dont conviennent par écrit le syndicat et l'employeur, un vote au scrutin secret auquel tous les employés de l'unité ont eu le droit de participer et sans que la grève ait été approuvée par la majorité des votants.

(2) Sauf si une grève non interdite par la présente partie a été déclenchée, l'organisation patronale ne peut déclarer ou provoquer un lock-out sans avoir tenu, dans les soixante jours précédents ou au cours de la période plus longue dont conviennent par écrit le syndicat et l'organisation patronale, un vote au scrutin secret auquel tous les employeurs membres de l'organisation ont eu le droit de participer et sans que le lock-out ait été approuvé par la majorité des votants.

(3) Le scrutin tenu en conformité avec les paragraphes (1) ou (2) se déroule de façon à ce que tous les employés ou tous les employeurs qui ont droit de vote aient la possibilité de participer et d'être informés des résultats.

(4) L'employé membre de l'unité de négociation visée par un vote de grève qui prétend que le déroulement du scrutin a été entaché d'irrégularités peut, dans les dix jours suivant la date à laquelle les résultats du vote sont annoncés, demander au Conseil de déclarer le vote invalide.

(5) L'employeur membre d'une organisation patronale ayant tenu un vote de lock-out qui prétend que le déroulement du scrutin a été entaché d'irrégularités peut, dans les dix jours suivant la date à laquelle les résultats du vote sont annoncés, demander au Conseil de déclarer le vote invalide. Nouveau préavis

Scrutin secret

Scrutin secret

Déroulement du scrutin

Demande de déclaration d'invalidité du vote

Demande de déclaration d'invalidité ment of the results of the vote, make an application to the Board to have the vote declared invalid.

Summary procedure

(6) The Board may summarily dismiss an application made pursuant to subsection (4) or (5) if it is satisfied that, even if the alleged irregularities were proven, the outcome of the vote would not be different.

Order that vote invalid

(7) Where the Board declares the vote invalid, it may order that a new vote be held in accordance with the conditions it specifies in the order.

1998, c. 26, s. 37.

Maintenance of

87.4 (1) During a strike or lockout not prohibited by this Part, the employer, the trade union and the employees in the bargaining unit must continue the supply of services, operation of facilities or production of goods to the extent necessary to prevent an immediate and serious danger to the safety or health of the public.

Notice

(2) An employer or a trade union may, no later than fifteen days after notice to bargain collectively has been given, give notice to the other party specifying the supply of services, operation of facilities or production of goods that, in its opinion, must be continued in the event of a strike or a lockout in order to comply with subsection (1) and the approximate number of employees in the bargaining unit that, in its opinion, would be required for that purpose.

Agreement

(3) Where, after the notice referred to in subsection (2) has been given, the trade union and the employer enter into an agreement with respect to compliance with subsection (1), either party may file a copy of the agreement with the Board. When the agreement is filed, it has the same effect as an order of the Board.

Where no agreement entered into (4) Where, after the notice referred to in subsection (2) has been given, the trade union and the employer do not enter into an agreement, the Board shall, on application made by either party no later than fifteen days after notice of dispute has been given, determine any question with respect to the application of subsection (1).

Referral

(5) At any time after notice of dispute has been given, the Minister may refer to the Board any question with respect to the application of subsection (1) or any question with respect to whether an agreement entered into by the parties is sufficient to ensure that subsection (1) is complied with.

(6) Le Conseil peut rejeter de façon sommaire une demande de déclaration d'invalidité du vote s'il est convaincu que les allégations qu'elle comporte n'auraient eu, si elles étaient prouvées, aucune incidence sur le résultat du vote.

(7) S'il prononce l'invalidité du vote, le Conseil peut en ordonner un nouveau en conformité avec les modalités qu'il fixe dans l'ordonnance.

1998, ch. 26, art. 37.

- 87.4 (1) Au cours d'une grève ou d'un lock-out non interdits par la présente partie, l'employeur, le syndicat et les employés de l'unité de négociation sont tenus de maintenir certaines activités prestation de services, fonctionnement d'installations ou production d'articles dans la mesure nécessaire pour prévenir des risques imminents et graves pour la sécurité ou la santé du public.
- (2) L'employeur ou le syndicat peut, au plus tard le quinzième jour suivant la remise de l'avis de négociation collective, transmettre à l'autre partie un avis pour l'informer des activités dont il estime le maintien nécessaire pour se conformer au paragraphe (1) en cas de grève ou de lock-out et du nombre approximatif d'employés de l'unité de négociation nécessaire au maintien de ces activités.

(3) Si, après remise de l'avis mentionné au paragraphe (2), les parties s'entendent sur la façon de se conformer au paragraphe (1), l'une ou l'autre partie peut déposer une copie de l'entente auprès du Conseil. L'entente, une fois déposée, est assimilée à une ordonnance du Conseil.

(4) Si, après remise de l'avis mentionné au paragraphe (2), les parties ne s'entendent pas sur la façon de se conformer au paragraphe (1), le Conseil, sur demande de l'une ou l'autre partie présentée au plus tard le quinzième jour suivant l'envoi de l'avis de différend, tranche toute question liée à l'application du paragraphe (1).

(5) En tout temps après la remise de l'avis de différend, le ministre peut renvoyer au Conseil toute question portant sur l'application du paragraphe (1) ou sur la capacité de toute entente conclue par les parties de satisfaire aux exigences de ce paragraphe.

Procédure sommaire

Déclaration d'invalidité

Maintien de certaines activités

Avis à l'autre partie

Entente entre les parties

Absence d'entente

Renvoi ministériel Board order

- (6) Where the Board, on application pursuant to subsection (4) or referral pursuant to subsection (5), is of the opinion that a strike or lockout could pose an immediate and serious danger to the safety or health of the public, the Board, after providing the parties an opportunity to agree, may, by order.
 - (a) designate the supply of those services, the operation of those facilities and the production of those goods that it considers necessary to continue in order to prevent an immediate and serious danger to the safety or health of the public;
 - (b) specify the manner and extent to which the employer, the trade union and the employees in the bargaining unit must continue that supply, operation and production; and
 - (c) impose any measure that it considers appropriate for carrying out the requirements of this section.

Review of order

(7) On application by the employer or the trade union, or on referral by the Minister, during a strike or lockout not prohibited by this Part, the Board may, where in the Board's opinion the circumstances warrant, review and confirm, amend or cancel an agreement entered into, or a determination or order made, under this section and make any orders that it considers appropriate in the circumstances.

Binding settle-

(8) Where the Board is satisfied that the level of activity to be continued in compliance with subsection (1) renders ineffective the exercise of the right to strike or lockout, the Board may, on application by the employer or the trade union, direct a binding method of resolving the issues in dispute between the parties for the purpose of ensuring settlement of a dispute.

1998, c. 26, s. 37.

Rights unaffected 87.5 (1) Where the Board has received an application pursuant to subsection 87.4(4) or a question has been referred to the Board pursuant to subsection 87.4(5), the employer must not alter the rates of pay or any other term or condition of employment or any right or privilege of the employees in the bargaining unit, or any right or privilege of the bargaining agent, without the consent of the bargaining agent, until the later of the date on which the Board has determined the application or the question referred and the date on which the re-

- (6) Saisi d'une demande présentée en vertu du paragraphe (4) ou d'un renvoi en vertu du paragraphe (5), le Conseil, s'il est d'avis qu'une grève ou un lock-out pourrait constituer un risque imminent et grave pour la sécurité ou la santé du public, peut après avoir accordé aux parties la possibilité de s'entendre rendre une ordonnance:
 - a) désignant les activités dont il estime le maintien nécessaire en vue de prévenir ce risque;
 - b) précisant de quelle manière et dans quelle mesure l'employeur, le syndicat et les employés membres de l'unité de négociation doivent maintenir ces activités:
 - c) prévoyant la prise de toute mesure qu'il estime indiquée à l'application du présent article.
- (7) Sur demande présentée par le syndicat ou l'employeur, ou sur renvoi fait par le ministre, au cours d'une grève ou d'un lock-out non interdits par la présente partie, le Conseil peut, s'il estime que les circonstances le justifient, réexaminer et confirmer, modifier ou annuler une entente, une décision ou une ordonnance visées au présent article. Le Conseil peut en outre rendre les ordonnances qu'il juge indiquées dans les circonstances.
- (8) Sur demande présentée par le syndicat ou l'employeur, le Conseil, s'il est convaincu que le niveau d'activité à maintenir est tel qu'il rend inefficace le recours à la grève ou au lock-out, peut, pour permettre le règlement du différend, ordonner l'application d'une méthode exécutoire de règlement des questions qui font toujours l'obiet d'un différend.

1998, ch. 26, art. 37.

87.5 (1) Si une demande est présentée au Conseil en vertu du paragraphe 87.4(4) ou un renvoi est fait au Conseil en vertu du paragraphe 87.4(5), l'employeur ne peut modifier ni les taux de salaire ni les autres conditions d'emploi, ni les droits ou avantages des employés de l'unité de négociation ou de l'agent négociateur, sans le consentement de ce dernier tant que le Conseil n'a pas rendu sa décision ou que les conditions prévues aux alinéas 89(1)a) à d) n'ont pas été remplies, la dernière de ces éventualités à survenir étant retenue.

Ordonnance du Conseil

Révision de l'ordonnance

Règlement du différend

Maintien des droits quirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met.

Rights unaffected (2) Unless the parties otherwise agree, the rates of pay or any other term or condition of employment, and any rights, duties or privileges of the employees, the employer or the trade union in effect before the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) were met, continue to apply with respect to employees who are members of the bargaining unit and who have been assigned to maintain services, facilities and production pursuant to section 87.4.

Continuation of strike or lock-

(3) A referral made pursuant to subsection 87.4(5), during a strike or lockout not prohibited by this Part, or an application or referral made pursuant to subsection 87.4(7), does not suspend the strike or lockout.

1998, c. 26, s. 37.

Reinstatement of employees after strike or lockout 87.6 At the end of a strike or lockout not prohibited by this Part, the employer must reinstate employees in the bargaining unit who were on strike or locked out, in preference to any person who was not an employee in the bargaining unit on the date on which notice to bargain collectively was given and was hired or assigned after that date to perform all or part of the duties of an employee in the unit on strike or locked out.

1998, c. 26, s. 37.

Services to

87.7 (1) During a strike or lockout not prohibited by this Part, an employer in the long-shoring industry, or other industry included in paragraph (a) of the definition "federal work, undertaking or business" in section 2, its employees and their bargaining agent shall continue to provide the services they normally provide to ensure the tie-up, let-go and loading of grain vessels at licensed terminal and transfer elevators, and the movement of the grain vessels in and out of a port.

Rights unaf-

(2) Unless the parties otherwise agree, the rates of pay or any other term or condition of employment, and any rights, duties or privileges of the employees, the employer or the trade union in effect before the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) were met, continue to apply with respect to employees who are members of the bar-

- (2) Sauf accord contraire entre les parties, les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ainsi que les droits, obligations ou avantages des employés, de l'employeur ou du syndicat en vigueur avant que les conditions prévues aux alinéas 89(1)a) à d) soient remplies demeurent en vigueur à l'égard des employés de l'unité de négociation affectés au maintien de certaines activités en conformité avec l'article 87.4.
- (3) Le renvoi prévu au paragraphe 87.4(5) fait au cours d'une grève ou d'un lock-out non interdits par la présente partie ou la demande ou le renvoi prévus au paragraphe 87.4(7) n'ont pas pour effet de suspendre la grève ou le lock-out.

1998, ch. 26, art. 37.

87.6 À la fin d'une grève ou d'un lock-out non interdits par la présente partie, l'employeur est tenu de réintégrer les employés de l'unité de négociation qui ont participé à la grève ou ont été visés par le lock-out, de préférence à toute autre personne qui n'était pas un employé de l'unité de négociation à la date à laquelle l'avis de négociation collective a été donné et qui a été par la suite engagée ou désignée pour exécuter la totalité ou une partie des tâches d'un employé de l'unité affectée par la grève ou le lock-out.

1998, ch. 26, art. 37.

87.7 (1) Pendant une grève ou un lock-out non interdits par la présente partie, l'employeur du secteur du débardage ou d'un autre secteur d'activités visé à l'alinéa a) de la définition de « entreprise fédérale » à l'article 2, ses employés et leur agent négociateur sont tenus de maintenir leurs activités liées à l'amarrage et à l'appareillage des navires céréaliers aux installations terminales ou de transbordement agréées, ainsi qu'à leur chargement, et à leur entrée dans un port et leur sortie d'un port.

(2) Sauf accord contraire entre les parties, les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ainsi que les droits, obligations ou avantages des employés, de l'employeur ou du syndicat en vigueur avant que les conditions prévues aux alinéas 89(1)a) à d) soient remplies demeurent en vigueur à l'égard des employés de l'unité de négociation

Maintien des

Continuation de la grève ou du lock-out

Réintégration des employés après une grève ou un lock-out

Services aux navires céréaliers

Maintien des droits Roard order

gaining unit and who have been assigned to provide services pursuant to subsection (1).

(3) On application by an affected employer or trade union, or on referral by the Minister, the Board may determine any question with respect to the application of subsection (1) and make any order it considers appropriate to ensure compliance with that subsection.

1998, c. 26, s. 37.

DIVISION VI

PROHIBITIONS AND ENFORCEMENT Strikes and Lockouts

Definitions «employeur»

"trade union"

«syndicat»

88. In this Division. "employer"

"employer" includes an employers' organization;

"trade union" includes a council of trade unions. 1972, c. 18, s. 1.

Strikes and prohibited during term of collective agreement

- 88.1 Strikes and lockouts are prohibited during the term of a collective agreement except if
 - (a) a notice to bargain collectively has been given pursuant to a provision of this Part, other than subsection 49(1); and
 - (b) the requirements of subsection 89(1) have been met.

1998, c. 26, s. 38,

No strike or lockout until certain requirements met

- 89. (1) No employer shall declare or cause a lockout and no trade union shall declare or authorize a strike unless
 - (a) the employer or trade union has given notice to bargain collectively under this Part;
 - (b) the employer and the trade union
 - (i) have failed to bargain collectively within the period specified in paragraph 50(a), or
 - (ii) have bargained collectively in accordance with section 50 but have failed to enter into or revise a collective agreement:
 - (c) the Minister has
 - (i) received a notice, given under section 71 by either party to the dispute, informing the

affectés au maintien de certaines activités en conformité avec le paragraphe (1).

(3) Sur demande présentée par un employeur ou un syndicat concerné ou sur renvoi fait par le ministre, le Conseil peut trancher toute question liée à l'application du paragraphe (1) et rendre les ordonnances qu'il estime indiquées pour en assurer la mise en oeuvre.

1998, ch. 26, art. 37,

SECTION VI

INTERDICTIONS ET RECOURS

Grèves et lock-out

88. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

«employeur» Y est assimilée l'organisation patro-

«syndicat» Y est assimilé le regroupement de syndicats.

1972, ch. 18, art. 1.

- 88.1 Les grèves et les lock-out sont interdits pendant la durée d'une convention collective sauf si, à la fois :
 - a) l'avis de négociation collective a été donné en conformité avec la présente partie, compte non tenu du paragraphe 49(1);
 - b) les conditions prévues par le paragraphe 89(1) ont été remplies.

1998, ch. 26, art. 38.

- 89. (1) Il est interdit à l'employeur de déclarer ou de provoquer un lock-out et au syndicat de déclarer ou d'autoriser une grève si les conditions suivantes ne sont pas remplies :
 - a) l'un ou l'autre a adressé un avis de négociation collective en application de la présente partie:
 - b) les deux :
 - (i) soit n'ont pas négocié collectivement dans le délai spécifié à l'alinéa 50a),
 - (ii) soit ont négocié collectivement conformément à l'article 50, sans parvenir à conclure ou réviser la convention collective;
 - c) le ministre a :

Ordonnance du Conseil

Définitions

«employeur» "employer"

«syndicat» "trade union"

Interdiction de grève ou de lock-out pendant une convention collective

Conditions relatives aux grèves et lockout

- Minister of the failure of the parties to enter into or revise a collective agreement, or
- (ii) taken action under subsection 72(2);
- (d) twenty-one days have elapsed after the date on which the Minister
 - (i) notified the parties of the intention not to appoint a conciliation officer or conciliation commissioner, or to establish a conciliation board under subsection 72(1).
 - (ii) notified the parties that a conciliation officer appointed under subsection 72(1) has reported,
 - (iii) released a copy of the report to the parties to the dispute pursuant to paragraph 77(a), or
 - (iv) is deemed to have been reported to pursuant to subsection 75(2) or to have received the report pursuant to subsection 75(3);
- (e) the Board has determined any application made pursuant to subsection 87.4(4) or any referral made pursuant to subsection 87.4(5); and
- (f) sections 87.2 and 87.3 have been complied with.
- No employee to strike until certain requirements met
- (2) No employee shall participate in a strike unless
 - (a) the employee is a member of a bargaining unit in respect of which a notice to bargain collectively has been given under this Part; and
 - (b) the requirements of subsection (1) have been met in respect of the bargaining unit of which the employee is a member.
- R.S., 1985, c. L-2, s. 89; 1998, c. 26, s. 39; 1999, c. 31, s. 157(E).

Right to strike or lockout limited during period between Parliaments

90. (1) Where a strike or lockout not prohibited by this Part occurs or may occur during the time commencing on the date of a dissolution of Parliament and ending on the date fixed for the return of the writs at the next following general election and, in the opinion of the Governor in Council, adversely affects or would adversely affect the

- (i) soit reçu l'avis mentionné à l'article 71 et l'informant que les parties n'ont pas réussi à conclure ou à réviser la convention collective.
- (ii) soit pris l'une des mesures prévues par le paragraphe 72(2);
- d) vingt et un jours se sont écoulés depuis la date à laquelle le ministre, selon le cas :
 - (i) a notifié aux termes du paragraphe 72(1) son intention de ne pas nommer de conciliateur ou de commissaire-conciliateur, ni de constituer de commission de conciliation,
 - (ii) a notifié aux parties le fait que le conciliateur nommé aux termes du paragraphe 72(1) lui a fait rapport des résultats de son intervention.
 - (iii) a mis à la disposition des parties, conformément à l'alinéa 77a), une copie du rapport qui lui a été remis,
 - (iv) est réputé avoir été informé par le conciliateur des résultats de son intervention, en application du paragraphe 75(2), ou avoir reçu le rapport, en application du paragraphe 75(3);
- e) le Conseil a tranché une demande présentée en vertu du paragraphe 87.4(4) ou a statué sur un renvoi fait en vertu du paragraphe 87.4(5);
- f) les conditions prévues aux articles 87.2 et 87.3 ont été remplies.
- (2) Il est interdit à l'employé de participer à une grève sauf si :
 - a) d'une part, il est membre d'une unité de négociation pour laquelle un avis de négociation collective a été adressé en vertu de la présente partie;
 - b) d'autre part, les conditions énoncées au paragraphe (1) ont été remplies pour cette unité de négociation.
- L.R. (1985), ch. L-2, art. 89; 1998, ch. 26, art. 39; 1999, ch. 31, art. 157(A).
- 90. (1) S'il estime qu'une grève ou un lock-out qui a été déclenché ou risque de l'être au cours de l'intervalle qui sépare la date de dissolution du Parlement et celle fixée pour le retour des brefs lors des élections générales consécutives est ou serait, bien que conforme à la présente partie, préjudiciable à l'intérêt national, le gouverneur en

Participation d'employés à une grève

Suspension de la grève ou du lock-out national interest, the Governor in Council may during that time make an order deferring the strike or lockout during the period commencing on the day the order is made and ending on the twentyfirst day following the date fixed for the return of the writs.

Minister's report

(2) Where the Governor in Council makes an order pursuant to subsection (1) during the time mentioned in that subsection, the Minister shall, on any of the first ten sitting days of the first session of Parliament next following that time, lay before Parliament a report stating the reasons for the making of the order.

1972, c. 18, s. 1; 1984, c. 39, s. 33.

Declarations Relating to Strikes and Lockouts

Employer may apply for declaration that strike unlawful 91. (1) Where an employer alleges that a trade union has declared or authorized a strike, or that employees have participated, are participating or are likely to participate in a strike, the effect of which was, is or would be to involve the participation of an employee in a strike in contravention of this Part, the employer may apply to the Board for a declaration that the strike was, is or would be unlawful.

Declaration that strike unlawful and strike prohibited

- (2) Where an employer applies to the Board under subsection (1) for a declaration that a strike was, is or would be unlawful, the Board may, after affording the trade union or employees referred to in subsection (1) an opportunity to make representations on the application, make such a declaration and, if the employer so requests, may make an order
 - (a) requiring the trade union to revoke the declaration or authorization to strike and to give notice of such revocation forthwith to the employees to whom it was directed;
 - (b) enjoining any employee from participating in the strike;
 - (c) requiring any employee who is participating in the strike to perform the duties of their employment; and
 - (d) requiring any trade union, of which any employee with respect to whom an order is made under paragraph (b) or (c) is a member, and any officer or representative of that union, forthwith to give notice of any order made under paragraph (b) or (c) to any employee to whom it applies.

conseil peut, par décret pris pendant cet intervalle, empêcher le déclenchement de la grève ou du lock-out au cours de la période commençant à la date du décret et se terminant le vingt et unième jour suivant la fin de l'intervalle.

(2) Le ministre est tenu de déposer devant le Parlement, dans les dix premiers jours de séance de la session qui suit, un rapport exposant les raisons qui ont motivé la prise du décret visé au paragraphe (1).

1972, ch. 18, art. 1; 1984, ch. 39, art. 33.

Déclarations relatives aux grèves et lock-out

91. (1) S'il estime soit qu'un syndicat a déclaré ou autorisé une grève qui a eu, a ou aurait pour effet de placer un employé en situation de contravention à la présente partie, soit que des employés ont participé, participent ou participeront vraisemblablement à une telle grève, l'employeur peut demander au Conseil de déclarer la grève illégale.

Demande de déclaration d'illégalité d'une grève

Déclaration

d'illégalité

(2) Saisi de la demande visée au paragraphe (1), le Conseil peut, après avoir donné au syndicat ou aux employés la possibilité de présenter des arguments, déclarer la grève illégale et, à la demande de l'employeur, rendre une ordonnance pour :

- a) enjoindre au syndicat d'annuler sa décision de déclarer ou d'autoriser une grève, et d'en informer immédiatement les employés concernés:
- b) interdire à tout employé de participer à la grève;
- c) ordonner à tout employé qui participe à la grève de reprendre son travail;
- d) sommer tout syndicat dont font partie les employés touchés par l'ordonnance visée aux alinéas b) ou c), ainsi que les dirigeants ou représentants du syndicat, de porter immédiatement cette ordonnance à la connaissance des intéressés.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 91; 1998, ch. 26, art. 40; 1999, ch. 31, art. 162(A).

Rapport du ministre

Déclaration

lock-out

d'illégalité et interdiction de

R.S., 1985, c. L-2, s. 91; 1998, c. 26, s. 40; 1999, c. 31, s. 162(E).

Declaration that lockout unlawful and prohibition of lockout

- 92. Where a trade union alleges that an employer has declared or caused or is about to declare or cause a lockout of employees in contravention of this Part, the trade union may apply to the Board for a declaration that the lockout was, is or would be unlawful and the Board may, after affording the employer an opportunity to make representations on the application, make such a declaration and, if the trade union so requests, may make an order
 - (a) enjoining the employer or any person acting on behalf of the employer from declaring or causing the lockout;
 - (b) requiring the employer or any person acting on behalf of the employer to discontinue the lockout and to permit any employee of the employer who was affected by the lockout to return to the duties of their employment; and
 - (c) requiring the employer forthwith to give notice of any order made against the employer under paragraph (a) or (b) to any employee who was affected, or would likely have been affected, by the lockout.

R.S., 1985, c. L-2, s. 92; 1998, c. 26, s. 41; 1999, c. 31, s. 162(E).

Terms and duration of order

- 93. (1) An order made under section 91 or 92
- (a) shall be in such terms as the Board considers necessary and sufficient to meet the circumstances of the case; and
- (b) subject to subsection (2), shall have effect for such time as is specified in the order.

Application for supplementary order

- (2) Where the Board makes an order under section 91 or 92, the Board may, from time to time on application by the employer or trade union that requested the order or any employer, trade union, employee or other person affected thereby, notice of which application has been given to the parties named in the order, by supplementary order,
 - (a) continue the order, with or without modification, for such period as is stated in the supplementary order; or
 - (b) revoke the order.

1977-78, c. 27, s. 64.

- 92. À la demande du syndicat qui prétend qu'un employeur a déclaré ou provoqué un lockout en violation de la présente partie ou est sur le point de le faire, le Conseil peut, après avoir donné à l'employeur la possibilité de présenter des arguments, déclarer le lock-out illégal et, à la demande du syndicat, rendre une ordonnance enjoignant à l'employeur:
 - a) ainsi qu'à toute personne agissant pour son compte, de s'abstenir de déclarer ou provoquer le lock-out;
 - b) ainsi qu'à toute personne agissant pour son compte, de mettre fin au lock-out et de permettre aux employés concernés de reprendre leur travail;
 - c) de porter immédiatement à la connaissance des employés visés par le lock-out, réel ou potentiel, les ordonnances rendues en application des alinéas a) ou b).

L.R. (1985), ch. L-2, art. 92; 1998, ch. 26, art. 41; 1999, ch. 31, art. 162(A).

93. (1) Les ordonnances rendues en application des articles 91 ou 92 :

- a) renferment les dispositions que le Conseil juge indiquées en l'occurrence;
- b) sous réserve du paragraphe (2), sont en vigueur pour la durée qui y est fixée.
- (2) À la demande de l'employeur ou du syndicat qui était le demandeur dans le cas visé à l'article 91 ou 92 ou des autres intéressés notamment employeurs, syndicats ou employés et à condition qu'un avis de présentation de la demande ait été donné aux parties nommées dans l'ordonnance, le Conseil peut, par une ordonnance supplémentaire :
 - a) soit proroger la première, pour la période précisée, sous une forme modifiée s'il y a lieu;
 - b) soit la révoquer.

1977-78, ch. 27, art. 64.

Teneur et durée des ordonnances

Prorogation ou révocation des ordonnances

Unfair Practices

Employer interference in trade

- **94.** (1) No employer or person acting on behalf of an employer shall
 - (a) participate in or interfere with the formation or administration of a trade union or the representation of employees by a trade union; or
 - (b) contribute financial or other support to a trade union.

Exception

- (2) An employer is deemed not to contravene subsection (1) by reason only that they
 - (a) in respect of a trade union that is the bargaining agent for a bargaining unit comprised of or including employees of the employer,
 - (i) permit an employee or representative of the trade union to confer with them during hours of work or to attend to the business of the trade union during hours of work without any deduction from wages or any deduction of time worked for the employer,
 - (ii) provide free transportation to representatives of the trade union for purposes of collective bargaining, the administration of a collective agreement and related matters, or
 - (iii) permit the trade union to use their premises for the purposes of the trade union;
 - (b) contribute financial support to any pension, health or other welfare trust fund the sole purpose of which is to provide pension, health or other welfare rights or benefits to employees; or
 - (c) express a personal point of view, so long as the employer does not use coercion, intimidation, threats, promises or undue influence.

Prohibition relating to replacement workers (2.1) No employer or person acting on behalf of an employer shall use, for the demonstrated purpose of undermining a trade union's representational capacity rather than the pursuit of legitimate bargaining objectives, the services of a person who was not an employee in the bargaining unit on the date on which notice to bargain collectively was given and was hired or assigned after that date to perform all or part of the duties of an employee in the bargaining unit on strike or locked out.

Pratiques déloyales

94. (1) Il est interdit à tout employeur et à quiconque agit pour son compte :

a) de participer à la formation ou à l'administration d'un syndicat ou d'intervenir dans l'une ou l'autre ou dans la représentation des employés par celui-ci;

- b) de fournir une aide financière ou autre à un syndicat.
- (2) Ne constitue pas une violation du paragraphe (1) le seul fait pour l'employeur :
 - a) soit de prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes en faveur d'un syndicat qui est l'agent négociateur d'une unité de négociation groupant ou comprenant des employés travaillant pour lui :
 - (i) permettre à un employé ou à un représentant syndical de conférer avec lui ou de s'occuper des affaires du syndicat pendant les heures de travail, sans retenue sur le salaire ni réduction du temps de travail effectué pour lui,
 - (ii) assurer gratuitement le transport des représentants syndicaux dans le cadre des négociations collectives, de l'application d'une convention collective et des questions connexes.
 - (iii) permettre l'utilisation de ses locaux pour les besoins du syndicat;
 - b) soit de cotiser à un fonds de prévoyance géré en fiducie et destiné uniquement à procurer aux employés des avantages, notamment en matière de retraite ou d'assurance-maladie;
 - c) soit d'exprimer son point de vue, pourvu qu'il n'ait pas indûment usé de son influence, fait des promesses ou recouru à la coercition, à l'intimidation ou à la menace.
- (2.1) Il est interdit à tout employeur ou quiconque agit pour son compte d'utiliser, dans le but établi de miner la capacité de représentation d'un syndicat plutôt que pour atteindre des objectifs légitimes de négociation, les services de toute personne qui n'était pas un employé de l'unité de négociation à la date de remise de l'avis de négociation collective et qui a été par la suite engagée ou désignée pour exécuter la totalité ou une partie

Intervention de l'employeur dans les affaires syndicales

Exception

Interdiction relative aux travailleurs de remplacement Prohibitions relating to employers

- (3) No employer or person acting on behalf of an employer shall
 - (a) refuse to employ or to continue to employ or suspend, transfer, lay off or otherwise discriminate against any person with respect to employment, pay or any other term or condition of employment or intimidate, threaten or otherwise discripline any person, because the person
 - (i) is or proposes to become, or seeks to induce any other person to become, a member, officer or representative of a trade union or participates in the promotion, formation or administration of a trade union.
 - (ii) has been expelled or suspended from membership in a trade union for a reason other than a failure to pay the periodic dues, assessments and initiation fees uniformly required to be paid by all members of the trade union as a condition of acquiring or retaining membership in the trade union,
 - (iii) has testified or otherwise participated or may testify or otherwise participate in a proceeding under this Part,
 - (iv) has made or is about to make a disclosure that the person may be required to make in a proceeding under this Part,
 - (v) has made an application or filed a complaint under this Part, or
 - (vi) has participated in a strike that is not prohibited by this Part or exercised any right under this Part;
 - (b) impose any condition in a contract of employment that restrains, or has the effect of restraining, an employee from exercising any right conferred on them by this Part;
 - (c) suspend, discharge or impose any financial or other penalty on an employee, or take any other disciplinary action against an employee, by reason of their refusal to perform all or some of the duties and responsibilities of another employee who is participating in a strike or subject to a lockout that is not prohibited by this Part;
 - (d) deny to any employee any pension rights or benefits to which the employee would be entitled but for

des tâches d'un employé de l'unité de négociation visée par une grève ou un lock-out.

- (3) Il est interdit à tout employeur et à quiconque agit pour son compte :
 - a) de refuser d'employer ou de continuer à employer une personne, ou encore de la suspendre, muter ou mettre à pied, ou de faire à son égard des distinctions injustes en matière d'emploi, de salaire ou d'autres conditions d'emploi, de l'intimider, de la menacer ou de prendre d'autres mesures disciplinaires à son encontre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :
 - (i) elle adhère à un syndicat ou en est un dirigeant ou représentant ou se propose de le faire ou de le devenir, ou incite une autre personne à le faire ou à le devenir —, ou contribue à la formation, la promotion ou l'administration d'un syndicat,
 - (ii) elle a été expulsée d'un syndicat ou suspendue pour une raison autre que le défaut de paiement des cotisations périodiques, droits d'adhésion et autres paiements qui incombent sans distinction à tous ceux qui veulent adhérer au syndicat ou y adhèrent déjà,
 - (iii) elle a participé, à titre de témoin ou autrement, à une procédure prévue par la présente partie, ou peut le faire,
 - (iv) elle a révélé ou est sur le point de le faire — des renseignements en exécution ou prévision de l'obligation qui lui est imposée à cet effet dans le cadre d'une procédure prévue par la présente partie,
 - (v) elle a présenté une demande ou déposé une plainte sous le régime de la présente partie
 - (vi) elle a participé à une grève qui n'est pas interdite par la présente partie ou exercé un droit quelconque prévu par cette dernière;
 - b) d'imposer, dans un contrat de travail, une condition visant à empêcher ou ayant pour effet d'empêcher un employé d'exercer un droit que lui reconnaît la présente partie;
 - c) de suspendre ou congédier un employé, de lui imposer des sanctions pécuniaires ou autres, ou de prendre à son encontre d'autres mesures disciplinaires, parce qu'il a refusé de s'acquitter de tout ou partie des fonctions et responsabilités d'un autre employé qui participe à une grève ou

Autres interdictions relatives aux employeurs

- (i) the cessation of work by the employee as the result of a lockout or strike that is not prohibited by this Part, or
- (ii) the dismissal of the employee contrary to this Part;
- (d.1) where the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met, cancel or threaten to cancel a medical, dental, disability, life or other insurance plan, whether administered by the employer or otherwise, that benefits employees, so long as the bargaining agent tenders or attempts to tender to the employer payments or premiums sufficient to continue the plan;
- (d.2) where the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met and the bargaining agent has tendered or attempted to tender to the employer payments or premiums sufficient to continue an insurance plan referred to in paragraph (d.1), deny or threaten to deny to any employee any benefits under the plan to which the employee was entitled before those requirements were met:
- (e) seek, by intimidation, threat of dismissal or any other kind of threat, by the imposition of a financial or other penalty or by any other means, to compel a person to refrain from becoming or to cease to be a member, officer or representative of a trade union or to refrain from
 - (i) testifying or otherwise participating in a proceeding under this Part,
 - (ii) making a disclosure that the person may be required to make in a proceeding under this Part, or
 - (iii) making an application or filing a complaint under this Part;
- (f) suspend, discharge or impose any financial or other penalty on a person employed by them, or take any other disciplinary action against such a person, by reason of that person having refused to perform an act that is prohibited by this Part; or
- (g) bargain collectively for the purpose of entering into a collective agreement or enter into a collective agreement with a trade union in respect of a bargaining unit, if another trade union is the bargaining agent for that bargaining unit.

- est victime d'un lock-out non interdits par la présente partie;
- d) de priver un employé des droits à pension ou des prestations de retraite auxquels il aurait eu droit s'il n'avait pas :
 - (i) soit cessé de travailler par suite d'un lockout ou d'une grève non interdits par la présente partie,
 - (ii) soit été congédié en violation de la présente partie;
- d.1) une fois que les conditions prévues aux alinéas 89(1)a) à d) ont été remplies, d'annuler ou de menacer d'annuler une police d'assurance invalidité, d'assurance médicale, d'assurance de soins dentaires, d'assurance-vie ou autre régime d'assurance dont les employés sont bénéficiaires que la police soit administrée par l'employeur ou par un tiers à la condition que l'agent négociateur lui ait remis ou ait tenté de lui remettre les primes ou autres sommes dont le versement est nécessaire pour que la police d'assurance en question demeure valide;
- d.2) une fois que les conditions prévues aux alinéas 89(1)a) à d) ont été remplies et que l'agent négociateur lui a remis ou a tenté de lui remettre les primes ou autres sommes dont le versement est nécessaire pour que la police d'assurance mentionnée à l'alinéa d.1) demeure valide, de refuser ou de menacer de refuser à un employé des avantages prévus par la police et auxquels l'employé avait droit avant que ces conditions ne soient remplies;
- e) de chercher, notamment par intimidation, par menace de congédiement ou par l'imposition de sanctions pécuniaires ou autres, à obliger une personne soit à s'abstenir ou à cesser d'adhérer à un syndicat ou d'occuper un poste de dirigeant ou de représentant syndical, soit à s'abstenir.
 - (i) de participer à une procédure prévue par la présente partie, à titre de témoin ou autrement
 - (ii) de révéler des renseignements qu'elle peut être requise de divulguer dans le cadre d'une procédure prévue par la présente partie,

Interdictions

relatives aux

syndicats

R.S., 1985, c. L-2, s. 94; 1998, c. 26, s. 42; 1999, c. 31, ss. 158(E), 162(E); 2000, c. 20, s. 23(E).

- (iii) de présenter une demande ou de déposer une plainte sous le régime de la présente partie:
- f) de suspendre ou congédier une personne qui travaille pour lui, de lui imposer des sanctions pécuniaires ou autres, ou de prendre à son encontre d'autres mesures disciplinaires, parce qu'elle a refusé d'accomplir un acte interdit par la présente partie;
- g) de négocier collectivement en vue de conclure une convention collective ou de conclure une telle convention avec un syndicat autre que celui qui est l'agent négociateur de l'unité de négociation en cause.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 94; 1998, ch. 26, art. 42; 1999, ch. 31, art. 158(A) et 162(A); 2000, ch. 20, art. 23(A).

- 95. Il est interdit à tout syndicat et à quiconque agit pour son compte :
 - a) de chercher à obliger un employeur à négocier collectivement avec lui alors qu'il n'a pas qualité d'agent négociateur pour quelque unité de négociation comprenant des employés de cet

employeur:

- b) de négocier collectivement en vue de conclure une convention collective ou de conclure une telle convention pour une unité de négociation qu'il sait ou, selon le Conseil, devrait savoir représentée à titre d'agent négociateur par un autre syndicat;
- c) de participer à la formation ou à l'administration d'une organisation patronale ou d'intervenir dans l'une ou l'autre:
- d) sans consentement de l'employeur, de tenter, sur le lieu de travail d'un employé et pendant les heures de travail de celui-ci, de l'amener à adhérer ou à s'abstenir ou à cesser d'adhérer à un syndicat;
- e) d'exiger d'un employeur qu'il mette fin à l'emploi d'un employé parce que celui-ci a été expulsé du syndicat ou suspendu pour une raison autre que le défaut de paiement des cotisations périodiques, droits d'adhésion et autres paiements qui incombent sans distinction à tous ceux qui veulent adhérer au syndicat ou y adhèrent déjà;
- f) d'expulser un employé du syndicat ou de le suspendre, ou de lui refuser l'adhésion, en lui

Prohibitions relating to trade unions

- **95.** No trade union or person acting on behalf of a trade union shall
 - (a) seek to compel an employer to bargain collectively with the trade union if the trade union is not the bargaining agent for a bargaining unit that includes employees of the employer;
 - (b) bargain collectively for the purpose of entering into a collective agreement or enter into a collective agreement with an employer in respect of a bargaining unit, if that trade union or person knows or, in the opinion of the Board, ought to know that another trade union is the bargaining agent for that bargaining unit;
 - (c) participate in or interfere with the formation or administration of an employers' organization;
 - (d) except with the consent of the employer of an employee, attempt, at an employee's place of employment during the working hours of the employee, to persuade the employee to become, to refrain from becoming or to cease to be a member of a trade union;
 - (e) require an employer to terminate the employment of an employee because the employee has been expelled or suspended from membership in the trade union for a reason other than a failure to pay the periodic dues, assessments and initiation fees uniformly required to be paid by all members of the trade union as a condition of acquiring or retaining membership in the trade union;

- (f) expel or suspend an employee from membership in the trade union or deny membership in the trade union to an employee by applying to the employee in a discriminatory manner the membership rules of the trade union;
- (g) take disciplinary action against or impose any form of penalty on an employee by applying to that employee in a discriminatory manner the standards of discipline of the trade union;
- (h) expel or suspend an employee from membership in the trade union or take disciplinary action against or impose any form of penalty on an employee by reason of that employee having refused to perform an act that is contrary to this Part; or
- (i) discriminate against a person with respect to employment, a term or condition of employment or membership in a trade union, or intimidate or coerce a person or impose a financial or other penalty on a person, because that person
 - (i) has testified or otherwise participated or may testify or otherwise participate in a proceeding under this Part,
 - (ii) has made or is about to make a disclosure that the person may be required to make in a proceeding under this Part, or
 - (iii) has made an application or filed a complaint under this Part.

1972, c. 18, s. 1.

General prohi-

96. No person shall seek by intimidation or coercion to compel a person to become or refrain from becoming or to cease to be a member of a trade union.

1972, c. 18, s. 1.

Complaints to the Board

- **97.** (1) Subject to subsections (2) to (5), any person or organization may make a complaint in writing to the Board that
 - (a) an employer, a person acting on behalf of an employer, a trade union, a person acting on behalf of a trade union or an employee has contravened or failed to comply with subsection 24(4) or 34(6) or section 37, 47.3, 50, 69, 87.5 or 87.6, subsection 87.7(2) or section 94 or 95; or
 - (b) any person has failed to comply with section 96.

- appliquant d'une manière discriminatoire les règles du syndicat relatives à l'adhésion;
- g) de prendre des mesures disciplinaires contre un employé ou de lui imposer une sanction quelconque en lui appliquant d'une manière discriminatoire les normes de discipline du syndicat:
- h) d'expulser un employé du syndicat, ou de le suspendre, ou prendre contre lui des mesures disciplinaires ou de lui imposer une sanction quelconque parce qu'il a refusé d'accomplir un acte contraire à la présente partie;
- i) de faire des distinctions injustes à l'égard d'une personne en matière d'emploi, de condition d'emploi ou d'adhésion à un syndicat, d'user de menaces ou de coercition à son encontre ou de lui imposer une sanction pécuniaire ou autre, pour l'un ou l'autre des motifs suivants:
 - (i) elle a participé, à titre de témoin ou autrement, à une procédure prévue par la présente partie, ou peut le faire,
 - (ii) elle a révélé ou est sur le point de le faire — des renseignements en exécution ou prévision de l'obligation qui lui est imposée à cet effet dans le cadre d'une procédure prévue par la présente partie,
 - (iii) elle a présenté une demande ou déposé une plainte sous le régime de la présente partie.

1972, ch. 18, art. 1.

96. Il est interdit à quiconque de chercher, par des menaces ou des mesures coercitives, à obliger une personne à adhérer ou à s'abstenir ou cesser d'adhérer à un syndicat.

1972, ch. 18, art. 1.

- **97.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), toute personne ou organisation peut adresser au Conseil, par écrit, une plainte reprochant :
 - a) soit à un employeur, à quiconque agit pour le compte de celui-ci, à un syndicat, à quiconque agit pour le compte de celui-ci ou à un employé d'avoir manqué ou contrevenu aux paragraphes 24(4) ou 34(6), aux articles 37, 47.3, 50, 69, 87.5 ou 87.6, au paragraphe 87.7(2) ou aux articles 94 ou 95;
 - b) soit à une personne d'avoir contrevenu à l'article 96.

Interdiction

Plaintes au Conseil Time for making complaint (2) Subject to subsections (4) and (5), a complaint pursuant to subsection (1) must be made to the Board not later than ninety days after the date on which the complainant knew, or in the opinion of the Board ought to have known, of the action or circumstances giving rise to the complaint.

(3) [Repealed, 1998, c. 26, s. 43]

Limitation on complaints against trade unions

- (4) Subject to subsection (5), no complaint shall be made to the Board under subsection (1) on the ground that a trade union or any person acting on behalf of a trade union has failed to comply with paragraph 95(f) or (g) unless
 - (a) the complainant has presented a grievance or appeal in accordance with any procedure that has been established by the trade union and to which the complainant has been given ready access;
 - (b) the trade union
 - (i) has dealt with the grievance or appeal of the complainant in a manner unsatisfactory to the complainant, or
 - (ii) has not, within six months after the date on which the complainant first presented their grievance or appeal pursuant to paragraph (a), dealt with the grievance or appeal; and
 - (c) the complaint is made to the Board not later than ninety days after the first day on which the complainant could, in accordance with paragraphs (a) and (b), make the complaint.
- (5) The Board may, on application to it by a complainant, determine a complaint in respect of an alleged failure by a trade union to comply with paragraph 95(f) or (g) that has not been presented as a grievance or appeal to the trade union, if the Board is satisfied that
 - (a) the action or circumstance giving rise to the complaint is such that the complaint should be dealt with without delay; or
 - (b) the trade union has not given the complainant ready access to a grievance or appeal procedure.

R.S., 1985, c. L-2, s. 97; 1991, c. 39, s. 2; 1998, c. 26, s. 43; 1999, c. 31, s. 162(E).

Duty and power of the Board

Exception

98. (1) Subject to subsection (3), on receipt of a complaint made under section 97, the Board may

- (2) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les plaintes prévues au paragraphe (1) doivent être présentées dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date à laquelle le plaignant a eu ou, selon le Conseil, aurait dû avoir connaissance des mesures ou des circonstances ayant donné lieu à la plainte.
 - (3) [Abrogé, 1998, ch. 26, art. 43]
- (4) Sous réserve du paragraphe (5), la plainte reprochant à un syndicat ou à une personne agissant pour son compte d'avoir violé les alinéas 95f) ou g) ne peut être présentée que si les conditions suivantes ont été observées :
 - a) le plaignant a suivi la procédure présentation de grief ou appel établie par le syndicat et à laquelle il a pu facilement recourir;
 - b) le syndicat a :
 - (i) soit statué sur le grief ou l'appel d'une manière que le plaignant estime inacceptable,
 - (ii) soit omis de statuer, dans les six mois qui suivent la date de première présentation du grief ou de l'appel;
 - c) la plainte est adressée au Conseil dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où le plaignant était habilité au plus tôt à le faire conformément aux alinéas a) et b).
- (5) Le Conseil peut, sur demande, statuer sur les plaintes visées au paragraphe (4) bien qu'elles n'aient pas fait l'objet du recours prévu s'il est convaincu :
 - a) soit que les faits donnant lieu à la plainte sont tels qu'il devrait être statué sur la plainte sans retard;
 - b) soit que le syndicat n'a pas donné au plaignant la possibilité de recourir facilement à une procédure de grief ou d'appel.
- L.R. (1985), ch. L-2, art. 97; 1991, ch. 39, art. 2; 1998, ch. 26, art. 43; 1999, ch. 31, art. 162(A).
- **98.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), le Conseil peut, sur réception d'une plainte présentée au

Délai de présentation

Restriction relative aux plaintes contre les syndicats

Exception

Fonctions et

pouvoirs du Conseil assist the parties to the complaint to settle the complaint and shall, where it decides not to so assist the parties or the complaint is not settled within a period considered by the Board to be reasonable in the circumstances, determine the complaint.

(2) [Repealed, 1998, c. 26, s. 44]

Board may refuse to deterinvolving collective agreement

(3) The Board may refuse to determine any mine complaint complaint made pursuant to section 97 in respect of a matter that, in the opinion of the Board, could be referred by the complainant pursuant to a collective agreement to an arbitrator or arbitration board.

Burden of proof

(4) Where a complaint is made in writing pursuant to section 97 in respect of an alleged failure by an employer or any person acting on behalf of an employer to comply with subsection 94(3), the written complaint is itself evidence that such failure actually occurred and, if any party to the complaint proceedings alleges that such failure did not occur, the burden of proof thereof is on that party.

R.S., 1985, c. L-2, s. 98; 1998, c. 26, s. 44.

Board orders

- 99. (1) Where, under section 98, the Board determines that a party to a complaint has contravened or failed to comply with subsection 24(4) or 34(6), section 37, 47.3, 50 or 69, subsection 87.5(1) or (2), section 87.6, subsection 87.7(2) or section 94, 95 or 96, the Board may, by order, require the party to comply with or cease contravening that subsection or section and may
 - (a) in respect of a failure to comply with subsection 24(4), section 47.3, paragraph 50(b) or subsection 87.5(1) or (2) or 87.7(2), by order, require an employer to pay to any employee compensation not exceeding such sum as, in the opinion of the Board, is equivalent to the remuneration that would, but for that failure, have been paid by the employer to the employee:
 - (a.1) in respect of a contravention of subsection 34(6), by order, require an employer representative to take and carry on on behalf of any employer affected by the contravention, or to assist any such employer to take and carry on, such action or proceeding as the Board considers that the representative ought to have taken and carried on on the employer's behalf or ought to have assisted the employer to take and carry on;
 - (b) in respect of a contravention of section 37, require a trade union to take and carry on on

titre de l'article 97, aider les parties à régler le point en litige; s'il décide de ne pas le faire ou si les parties ne sont pas parvenues à régler l'affaire dans le délai qu'il juge raisonnable dans les circonstances, il statue lui-même sur la plainte.

(2) [Abrogé, 1998, ch. 26, art. 44]

(3) Le Conseil peut refuser de statuer sur la plainte s'il estime que le plaignant pourrait porter le cas, aux termes d'une convention collective, devant un arbitre ou un conseil d'arbitrage.

Refus de statuer plaintes

Charge de la

preuve

(4) Dans toute plainte faisant état d'une violation, par l'employeur ou une personne agissant pour son compte, du paragraphe 94(3), la présentation même d'une plainte écrite constitue une preuve de la violation; il incombe dès lors à la partie qui nie celle-ci de prouver le contraire.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 98: 1998, ch. 26, art. 44.

Ordonnances du Conseil

- 99. (1) S'il décide qu'il y a eu violation des paragraphes 24(4) ou 34(6), des articles 37, 47.3, 50 ou 69, des paragraphes 87.5(1) ou (2), de l'article 87.6, du paragraphe 87.7(2) ou des articles 94, 95 ou 96, le Conseil peut, par ordonnance, enjoindre à la partie visée par la plainte de cesser de contrevenir à ces dispositions ou de s'y conformer et en outre :
 - a) dans le cas du paragraphe 24(4), de l'article 47.3, de l'alinéa 50b) ou des paragraphes 87.5(1) ou (2) ou 87.7(2), enjoindre par ordonnance à l'employeur de payer à un employé une indemnité équivalant au plus, à son avis, à la rémunération qui aurait été payée par l'employeur à l'employé s'il n'y avait pas eu violation;
 - a.1) dans le cas du paragraphe 34(6), enjoindre, par ordonnance, au représentant patronal d'exercer, au nom de l'employeur, les droits et recours que, selon lui, il aurait dû exercer ou d'aider l'employeur à les exercer lui-même dans les cas où il aurait dû le faire:
 - b) dans le cas de l'article 37, enjoindre au syndicat d'exercer, au nom de l'employé, les droits et recours que, selon lui, il aurait dû exercer ou d'aider l'employé à les exercer lui-même dans les cas où il aurait dû le faire:

behalf of any employee affected by the contravention or to assist any such employee to take and carry on such action or proceeding as the Board considers that the union ought to have taken and carried on on the employee's behalf or ought to have assisted the employee to take and carry on;

- (b.1) in respect of a contravention of the obligation to bargain collectively in good faith mentioned in paragraph 50(a), by order, require that an employer or a trade union include in or withdraw from a bargaining position specific terms or direct a binding method of resolving those terms, if the Board considers that this order is necessary to remedy the contravention or counteract its effects;
- (b.2) in respect of a failure to comply with section 87.6, by order, require an employer to reinstate any employee who the employer has failed to reinstate in accordance with that section and pay to the employee compensation not exceeding the sum that, in the opinion of the Board, is equivalent to the remuneration that would, but for that failure, have been paid by the employer to that employee;
- (b.3) in respect of a failure to comply with subsection 94(2.1), by order, require the employer to stop using, for the duration of the dispute, the services of any person who was not an employee in the bargaining unit on the date on which notice to bargain collectively was given and was hired or assigned after that date to perform all or part of the duties of employees in the bargaining unit on strike or locked out;
- (c) in respect of a failure to comply with paragraph 94(3)(a), (c) or (f), by order, require an employer to
 - (i) employ, continue to employ or permit to return to the duties of their employment any employee or other person whom the employer or any person acting on behalf of the employer has refused to employ or continue to employ, has suspended, transferred, laid off or otherwise discriminated against, or discharged for a reason that is prohibited by one of those paragraphs,
 - (ii) pay to any employee or other person affected by that failure compensation not exceeding such sum as, in the opinion of the

- b.1) dans le cas de l'alinéa 50a), enjoindre, par ordonnance, à l'employeur ou au syndicat d'inclure ou de retirer des conditions spécifiques de sa position de négociation ou ordonner l'application d'une méthode exécutoire de règlement des points en litige, s'il est d'avis que ces mesures sont nécessaires pour remédier aux effets de la violation:
- b.2) dans le cas de l'article 87.6, enjoindre, par ordonnance, à l'employeur de réintégrer l'employé conformément à cet article et de lui payer une indemnité équivalant au plus, à son avis, à la rémunération qui lui aurait été payée par l'employeur s'il n'y avait pas eu violation;
- b.3) dans le cas du paragraphe 94(2.1), enjoindre, par ordonnance, à l'employeur de cesser d'utiliser pendant la durée du différend les services de toute personne qui n'était pas un employé de l'unité de négociation à la date à laquelle l'avis de négociation collective a été donné et qui a été par la suite engagée ou désignée pour exécuter la totalité ou une partie des tâches d'un employé de l'unité visée par la grève ou le lock-out;
- c) dans le cas des alinéas 94(3)a, c) ou f), enjoindre, par ordonnance, à l'employeur :
 - (i) d'embaucher, de continuer à employer ou de reprendre à son service l'employé ou toute autre personne, selon le cas, qui a fait l'objet d'une mesure interdite par ces alinéas,
 - (ii) de payer à toute personne touchée par la violation une indemnité équivalant au plus, à son avis, à la rémunération qui lui aurait été payée par l'employeur s'il n'y avait pas eu violation,
 - (iii) d'annuler les mesures disciplinaires prises et de payer à l'intéressé une indemnité équivalant au plus, à son avis, à l'éventuelle sanction pécuniaire ou autre imposée à l'employé par l'employeur;
- c.1) dans le cas des alinéas 94(3)d.1) et d.2), enjoindre, par ordonnance, à l'employeur de rétablir une police d'assurance invalidité, d'assurance médicale, d'assurance de soins dentaires, d'assurance-vie ou autre régime d'assurance ou de verser à un employé les avantages prévus par une telle police et auxquels l'employé avait droit avant que les conditions prévues aux alinéas 89(1)a) à d) ne soient remplies;

Board, is equivalent to the remuneration that would, but for that failure, have been paid by the employer to that employee or other person, and

(iii) rescind any disciplinary action taken in respect of and pay compensation to any employee affected by that failure, not exceeding such sum as, in the opinion of the Board, is equivalent to any financial or other penalty imposed on the employee by the employer;

(c.1) in respect of a contravention of paragraph 94(3)(d.1) or (d.2), by order, require the employer to reinstate any medical, dental, disability, life or other insurance plan, or to pay to any employee any benefits under such a plan to which the employee was entitled before the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) were met:

(d) in respect of a failure to comply with paragraph 94(3)(e), by order, require an employer to rescind any action taken in respect of and pay compensation to any employee affected by the failure, not exceeding such sum as, in the opinion of the Board, is equivalent to any financial or other penalty imposed on the employee by the employer;

(e) in respect of a failure to comply with paragraph 95(f) or (h), by order, require a trade union to reinstate or admit an employee as a member of the trade union; and

(f) in respect of a failure to comply with paragraph 95(g), (h) or (i), by order, require a trade union to rescind any disciplinary action taken in respect of and pay compensation to any employee affected by the failure, not exceeding such sum as, in the opinion of the Board, is equivalent to any financial or other penalty imposed on the employee by the trade union.

(2) For the purpose of ensuring the fulfilment of the objectives of this Part, the Board may, in respect of any contravention of or failure to comply with any provision to which subsection (1) applies and in addition to or in lieu of any other order that the Board is authorized to make under that subsection, by order, require an employer or a trade union to do or refrain from doing any thing that it is equitable to require the employer or trade union to do or refrain from doing in order to remedy or counteract any consequence of the contravention

d) dans le cas de l'alinéa 94(3)e), enjoindre, par ordonnance, à l'employeur d'annuler toute mesure prise et de payer à l'intéressé une indemnité équivalant au plus, à son avis, à l'éventuelle sanction pécuniaire ou autre imposée à l'employé par l'employeur;

e) dans le cas des alinéas 95f) ou h), enjoindre, par ordonnance, au syndicat d'admettre ou de réadmettre l'employé;

f) dans le cas des alinéas 95g), h) ou i), enjoindre, par ordonnance, au syndicat d'annuler toute mesure disciplinaire prise et de payer à l'intéressé une indemnité équivalant au plus, à son avis, à l'éventuelle sanction pécuniaire ou autre imposée à l'employé par le syndicat.

(2) Afin d'assurer la réalisation des objectifs de la présente partie, le Conseil peut rendre, en plus ou au lieu de toute ordonnance visée au paragraphe (1), une ordonnance qu'il est juste de rendre en l'occurrence et obligeant l'employeur ou le syndicat à prendre des mesures qui sont de nature à remédier ou à parer aux effets de la violation néfastes à la réalisation de ces objectifs.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 99; 1991, ch. 39, art. 3; 1998, ch. 26, art. 45; 1999, ch. 31, art. 162(A).

Autres ordonnances

Idem

or failure to comply that is adverse to the fulfilment of those objectives.

R.S., 1985, c. L-2, s. 99; 1991, c. 39, s. 3; 1998, c. 26, s. 45; 1999, c. 31, s. 162(E).

Certification

- **99.1** The Board may certify a trade union despite a lack of evidence of majority support if
 - (a) the employer has failed to comply with section 94; and
 - (b) the Board is of the opinion that, but for the unfair labour practice, the trade union could reasonably have been expected to have had the support of a majority of the employees in the unit.

1998, c. 26, s. 46.

Offences and Punishment

Lockout contrary to this Part **100.** (1) Every employer who declares or causes a lockout contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the lockout continues.

Idem

(2) Every person who, on behalf of an employer, declares or causes a lockout contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

Strike contrary to this Part (3) Every trade union that declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the strike continues.

Idem

(4) Every officer or representative of a trade union who declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

1972, c. 18, s. 1.

General offences by persons **101.** (1) Subject to section 100, every person other than an employer or a trade union who contravenes or fails to comply with any provision of this Part other than section 50, 94 or 95 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars.

99.1 Le Conseil est autorisé à accorder l'accréditation même sans preuve de l'appui de la majorité des employés de l'unité si l'employeur a contrevenu à l'article 94 dans des circonstances telles que le Conseil est d'avis que, n'eût été la pratique déloyale ayant donné lieu à la contravention, le syndicat aurait vraisemblablement obtenu l'appui de la majorité des employés de l'unité.

1998, ch. 26, art. 46.

Infractions et peines

100. (1) Tout employeur qui déclare ou provoque un lock-out en violation de la présente partie commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars pour chacun des jours où se poursuit le lock-out.

(2) Quiconque, pour le compte d'un employeur, déclare ou provoque un lock-out en violation de la présente partie commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.

(3) Tout syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente partie commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars pour chacun des jours où se poursuit la grève.

(4) Tout dirigeant ou représentant syndical qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente partie commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.

1972, ch. 18, art. 1.

101. (1) Sous réserve de l'article 100, quiconque — à l'exception d'un employeur ou d'un syndicat — contrevient à une disposition de la présente partie autre que les articles 50, 94 et 95 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars. Accréditation

Lock-out illégal

Idem

Grève illégale

Idem

Cas généraux

General offences by employers or trade unions (2) Subject to section 100, every employer or trade union who or that contravenes or fails to comply with any provision of this Part other than section 50, 94 or 95 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

1972, c. 18, s. 1.

Further offences

- 102. Every person who
- (a) being required to attend to give evidence pursuant to paragraph 16(a), fails, without valid excuse, to attend accordingly,
- (b) being commanded to produce, pursuant to paragraph 16(a), any document or thing in their possession or under their control, fails to produce the document or thing,
- (c) refuses to be sworn or to affirm, as the case may be, after being required to do so pursuant to paragraph 16(a), or
- (d) refuses to answer any proper question put to them, pursuant to paragraph 16(a), by the Board, a conciliation board, a conciliation commissioner, an arbitrator or an arbitration board,

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding four hundred dollars.

R.S., 1985, c. L-2, s. 102; 1999, c. 31, ss. 159(E), 162(E).

Prosecution of employers' organizations, trade unions and councils of trade unions

Idem

- **103.** (1) A prosecution for an offence under this Part may be brought against and in the name of an employers' organization, a trade union or a council of trade unions.
- (2) For the purpose of a prosecution under subsection (1),
 - (a) an employers' organization, trade union or council of trade unions shall be deemed to be a person; and
 - (b) any act or thing done or omitted to be done by an officer or agent of an employers' organization, trade union or council of trade unions within the scope of their authority to act on behalf of the employers' organization, trade union or council of trade unions shall be deemed to be an act or thing done or omitted to be done by the employers' organization, trade union or council of trade unions.

R.S., 1985, c. L-2, s. 103; 1999, c. 31, s. 162(E).

(2) Sous réserve de l'article 100, tout employeur ou syndicat qui contrevient à une disposition de la présente partie autre que les articles 50, 94 et 95 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.

1972, ch. 18, art. 1.

102. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de quatre cents dollars quiconque :

a) ayant été cité comme témoin aux termes de l'alinéa 16a), n'a aucune excuse valable pour justifier son défaut de comparaître;

- b) ne produit pas les documents ou pièces en sa possession ou sous sa responsabilité malgré un ordre en ce sens formulé en application de l'alinéa 16a);
- c) refuse de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle, bien qu'ayant été requis de le faire en application de l'alinéa 16a);
- d) refuse de répondre à une question qui lui est régulièrement posée en application de l'alinéa 16a) par le Conseil, une commission de conciliation, un commissaire-conciliateur, un arbitre ou un conseil d'arbitrage.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 102; 1999, ch. 31, art. 159(A) et 162(A).

- 103. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente partie peuvent être intentées contre une organisation patronale, un syndicat ou un regroupement de syndicats et en leur nom.
- (2) Dans le cadre des poursuites prévues par le paragraphe (1):
 - a) les organisations patronales, les syndicats ou les regroupements de syndicats sont réputés être des personnes;
 - b) les actes ou omissions des dirigeants ou des mandataires de ces groupements dans la mesure où ils ont le pouvoir d'agir en leur nom sont réputés être le fait de ces groupements.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 103; 1999, ch. 31, art. 162(A).

Cas des employeurs ou syndicats

Témoins défail-

Poursuites

Idem

Consent of Board before prosecution **104.** Except with the consent in writing of the Board, no prosecution shall be instituted in respect of an offence under this Part.

1972, c. 18, s. 1; 1977-78, c. 27, s. 69.

DIVISION VII

GENERAL

Promotion of Industrial Peace

Round-table meetings 104.1 The Minister shall meet from time to time with a group consisting of the experts in industrial relations, and representatives of employers and of trade unions, that the Minister considers advisable for the purpose of discussing industrial relations issues.

1998, c. 26, s. 47,

Mediators

105. (1) The Minister, on request or on the Minister's own initiative, may, where the Minister deems it expedient, at any time appoint a mediator to confer with the parties to a dispute or difference and endeavour to assist them in settling the dispute or difference.

Recommendations

(2) At the request of the parties or the Minister, a mediator appointed pursuant to subsection (1) may make recommendations for settlement of the dispute or the difference.

R.S., 1985, c. L-2, s. 105; 1998, c. 26, s. 48; 1999, c. 31, s. 160(E); 2000, c. 20, s. 24(E).

Inquiries regarding industrial matters 106. The Minister, on application or on the Minister's own initiative, may, where the Minister deems it expedient, make any inquiries that the Minister considers advisable regarding matters that may affect industrial relations.

R.S., 1985, c. L-2, s. 106; 1999, c. 31, s. 160(E).

Additional powers

107. The Minister, where the Minister deems it expedient, may do such things as to the Minister seem likely to maintain or secure industrial peace and to promote conditions favourable to the settlement of industrial disputes or differences and to those ends the Minister may refer any question to the Board or direct the Board to do such things as the Minister deems necessary.

R.S., 1985, c. L-2, s. 107; 1999, c. 31, s. 160(E).

Industrial Inquiry Commission **108.** (1) Pursuant to section 106 or where, in any industry, a dispute or difference between any employer and employees exists or is apprehended, the Minister may appoint a commission to be designated as an Industrial Inquiry Commission and to which the Minister shall refer the matter under

104. Il ne peut être engagé de poursuites pour infraction à la présente partie sans le consentement écrit du Conseil.

1972, ch. 18, art. 1; 1977-78, ch. 27, art. 69.

SECTION VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règlement pacifique des conflits de travail

104.1 Le ministre invite à l'occasion des représentants des employeurs et des syndicats et des spécialistes en relations industrielles à participer à une table ronde afin de discuter de questions liées aux relations industrielles.

1998, ch. 26, art. 47.

105. (1) Pour les cas où il le juge à propos, le ministre peut à tout moment, sur demande ou de sa propre initiative, nommer un médiateur chargé de conférer avec les parties à un désaccord ou différend et de favoriser entre eux un règlement à l'amiable.

(2) À la demande des parties ou du ministre, un médiateur nommé en vertu du paragraphe (1) peut faire des recommandations en vue du règlement du différend ou du désaccord.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 105; 1998, ch. 26, art. 48; 1999, ch. 31, art. 160(A); 2000, ch. 20, art. 24(A).

106. De la même façon, le ministre peut procéder aux enquêtes qu'il juge utiles sur toute question susceptible d'influer sur les relations de travail.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 106; 1999, ch. 31, art. 160(A).

107. Le ministre peut prendre les mesures qu'il estime de nature à favoriser la bonne entente dans le monde du travail et à susciter des conditions favorables au règlement des désaccords ou différends qui y surgissent; à ces fins il peut déférer au Conseil toute question ou lui ordonner de prendre les mesures qu'il juge nécessaires.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 107; 1999, ch. 31, art. 160(A).

108. (1) Dans le cadre de l'article 106 ou dans les cas où un désaccord ou un différend a surgi ou risque de surgir entre l'employeur et ses employés dans un secteur d'activité quelconque, le ministre peut nommer une commission d'enquête appelée «commission d'enquête sur les relations du tra-

Consentement du Conseil

Tables rondes

Médiateurs

Recommanda-

Enquêtes relatives aux problèmes du travail

Pouvoirs supplémen-

Commissions d'enquête consideration for investigation and report to the Minister.

Idem

- (2) Where a matter under consideration is referred, pursuant to subsection (1), to an Industrial Inquiry Commission, the Minister shall
 - (a) furnish the Commission with a statement of the matter; and
 - (b) where the inquiry will involve any particular person or organization, inform the person or organization of the appointment.

Composition of Commission

(3) An Industrial Inquiry Commission shall consist of one or more members to be appointed by the Minister.

Functions of Commission

- (4) Forthwith on its appointment, an Industrial Inquiry Commission
 - (a) shall inquire into the matters referred to it by the Minister and endeavour to carry out its terms of reference; and
 - (b) where the Commission is inquiring into a dispute or difference between any employer and employees and a settlement of the dispute or difference is not effected during the inquiry, shall make its report and recommendations to the Minister within fourteen days after its appointment or within such longer period as the Minister may allow.

Distribution and publication of report

- (5) On receipt of a report of an Industrial Inquiry Commission relating to any dispute or difference between any employer and employees, the Minister shall
 - (a) furnish a copy of the report to each employer and trade union involved in the dispute or difference; and
 - (b) publish the report in such manner as the Minister considers advisable.

Powers of Commission

- (6) An Industrial Inquiry Commission has all of the powers of a person appointed as a Commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.
- R.S., 1985, c. L-2, s. 108; 1999, c. 31, s. 161(E).

Vote on Employer's Offer

Minister may order vote to be held 108.1 (1) Where notice to bargain collectively has been given under this Part, and the Minister is of the opinion that it is in the public interest that the employees in the affected bargaining unit be given the opportunity to accept or reject the offer of the employer last received by the trade union in

vail» et chargée d'examiner les questions en jeu et de lui faire rapport.

- (2) Lorsqu'il saisit la commission visée au paragraphe (1), le ministre :
 - a) lui fournit un relevé des questions sur lesquelles l'enquête doit porter;
 - b) le cas échéant, notifie sa nomination aux personnes ou organisations intéressées.

(3) La commission d'enquête se compose du ou des membres nommés par le ministre.

Composition

Fonctions

Idem

(4) En exécution de son mandat, la commission

d'enquête:

- a) fait enquête sans délai sur les questions qui lui sont déférées par le ministre;
- b) si sa mission, dans le cas d'un désaccord ou d'un différend entre un employeur et ses employés, se solde par un échec, présente son rapport et ses recommandations au ministre dans les quatorze jours de sa nomination ou dans le délai plus long accordé par celui-ci.

(5) Sur réception du rapport visé au paragraphe (4), le ministre :

Diffusion et publication du rapport

- a) d'une part, en fournit une copie à tous les employeurs et syndicats parties au désaccord ou au différend;
- b) d'autre part, le publie selon les modalités qu'il juge indiquées.
- (6) Les commissions d'enquête sont investies des pouvoirs des commissaires nommés en application de la partie I de la Loi sur les enquêtes.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 108; 1999, ch. 31, art. 161(A).

Scrutin sur les offres de l'employeur

108.1 (1) Une fois l'avis de négociation collective donné aux termes de la présente partie, le ministre peut, s'il estime d'intérêt public de donner aux employés qui font partie de l'unité de négociation visée l'occasion d'accepter ou de rejeter les dernières offres que l'employeur a faites au

Pouvoirs de la commission

Scrutin ordonné par le ministre respect of all matters remaining in dispute between the parties, the Minister may

- (a) on such terms and conditions as the Minister considers appropriate, direct that a vote of the employees in the bargaining unit to accept or reject the offer be held as soon as possible; and
- (b) designate the Board, or any other person or body, to be in charge of conducting that vote.

No effect on time limits or periods (2) A direction under subsection (1) that a vote be held, or the holding of that vote, does not abridge or extend any time limit or period provided for in this Part, including those stipulated in section 89 for the acquisition of the right to lockout or strike.

Consequences of favourable vote

- (3) Where the majority of the employees participating in the vote accept the employer's last offer,
 - (a) the parties are bound by that offer and shall, without delay, enter into a collective agreement that incorporates the terms of that offer; and
 - (b) any lockout or strike not prohibited by this Part that is in progress when the Board or other person or body in charge of conducting the vote notifies the parties in writing of the employees' acceptance shall cease forthwith.

Powers respecting vote

(4) The Board or other person or body in charge of conducting the vote shall determine any question that arises under this section, including any question relating to the conduct of the vote or the determination of its result.

1993, c. 42, s. 2.

Access to Employees

Application for access order

- 109. (1) Where the Board receives from a trade union an application for an order granting an authorized representative of the trade union access to employees living in an isolated location on premises owned or controlled by their employer or by any other person, the Board may make an order granting the authorized representative of the trade union designated in the order access to the employees on the premises of their employer or such other person, as the case may be, that are designated in the order if the Board determines that access to the employees
 - (a) would be impracticable unless permitted on premises owned or controlled by their employer or by such other person; and

syndicat sur toutes les questions faisant toujours l'objet d'un différend entre les parties :

- a) ordonner la tenue, dans les meilleurs délais possible et en conformité avec les modalités qu'il estime indiquées, d'un scrutin parmi ces employés sur l'acceptation ou le rejet des offres;
- b) charger le Conseil ou la personne ou l'organisme qu'il désigne de la tenue du scrutin.
- (2) L'ordre de tenir un scrutin ou la tenue du scrutin n'ont aucun effet sur les délais prévus par la présente partie, notamment ceux qui s'appliquent à l'acquisition du droit de lock-out ou de grève visés à l'article 89.

Conséquence

Conséquence

sur les autres

- (3) En cas de vote favorable de la majorité des employés ayant participé au scrutin, les parties sont liées par les dernières offres de l'employeur et sont tenues de conclure sans délai une convention collective incorporant ces dernières offres; de plus, tout lock-out ou toute grève non interdits par la présente partie et en cours lorsque le Conseil ou la personne ou l'organisme chargé de la tenue du scrutin informe les parties par écrit de l'acceptation des employés se termine immédiatement.
- (4) Pour l'application du présent article, le Conseil ou la personne ou l'organisme chargé de la tenue du scrutin tranche toute question qui se pose, notamment à l'égard de la tenue du scrutin et de la détermination de son résultat.

1993, ch. 42, art. 2.

Accès aux employés

- 109. (1) Sur demande d'un syndicat, le Conseil peut, par ordonnance, accorder à un représentant autorisé de celui-ci nommément désigné l'accès à des employés vivant dans un lieu isolé, dans des locaux également précisés appartenant à leur employeur ou à une autre personne, ou placés sous leur responsabilité, s'il en vient à la conclusion que cet accès :
 - a) d'une part, serait pratiquement impossible ailleurs;
 - b) d'autre part, se justifie dans le cadre d'une campagne de recrutement ou en vue de la négociation ou de l'application d'une convention collective, du règlement d'un grief ou de la prestation de services syndicaux aux employés.

Conséquence d'un vote favo rable

Pouvoirs à l'égard du scrutin

Demande d'ordonnance d'accès (b) is reasonably required for purposes relating to soliciting union memberships, the negotiation or administration of a collective agreement. the processing of a grievance or the provision of a union service to employees.

Content of order

(2) The Board shall, in every order made under subsection (1), specify the method of access to the employees, the times at which access is permitted and the periods of its duration.

1972, c. 18, s. 1; 1977-78, c. 27, s. 69.1.

Communication with offsite workers

109.1 (1) On application by a trade union, the Board may, by order, require an employer to give an authorized representative of the trade union mentioned in the order, or the Board, or both, the names and addresses of employees whose normal workplace is not on premises owned or controlled by their employer and authorize the trade union to communicate with those employees, by electronic means or otherwise, if the Board is of the opinion that such communication is required for purposes relating to soliciting trade union memberships, the negotiation or administration of a collective agreement, the processing of a grievance or the provision of a trade union service to employees.

Contents of order

- (2) An order made under subsection (1)
- (a) must specify the method of communication, the times of day and the periods during which the communication is authorized, and the conditions that must be met in order to ensure the protection of the privacy and the safety of affected employees and to prevent the abusive use of information; and
- (b) may include a requirement that the employer, in accordance with any terms and conditions that the Board establishes, transmit the information that the union wishes to communicate to the employees by means of any electronic communications system that the employer uses to communicate with the employees.

Board transmis-

- (3) If the Board is of the opinion that the privacy and safety of affected employees cannot otherwise be protected, the Board may
 - (a) provide each employee with the opportunity to refuse the giving of their name and address to the representative of the trade union that the Board authorizes and, if the employee does not so refuse, may transmit that name and address to the authorized representative; or

(2) L'ordonnance visée au paragraphe (1) doit préciser le mode d'accès, les moments où il sera permis et sa durée.

1972, ch. 18, art. 1; 1977-78, ch. 27, art. 69.1.

109.1 (1) Sur demande d'un syndicat, le Conseil peut, par ordonnance, exiger de l'employeur qu'il lui remette ou qu'il remette à un représentant autorisé du syndicat nommément désigné les noms et adresses des employés dont le lieu de travail habituel ne fait pas partie des locaux appartenant à leur employeur ou placés sous sa responsabilité et autoriser le syndicat à communiquer avec eux, notamment par un moyen électronique, s'il est d'avis que de telles communications se justifient dans le cadre d'une campagne de recrutement ou en vue de la négociation ou de l'application d'une convention collective, du règlement d'un grief ou de

la prestation de services syndicaux aux employés. (2) L'ordonnance visée au paragraphe (1):

a) doit préciser le mode de communication, les heures où les communications seront permises et la période pendant laquelle elles le seront ainsi que les conditions à respecter de manière à assurer la protection de la vie privée et la sécurité des employés concernés et à empêcher l'utilisation abusive des renseignements;

b) peut exiger de l'employeur qu'il transmette, en conformité avec les modalités que le Conseil fixe, les renseignements que le syndicat désire communiquer aux employés, au moyen du système de communication électronique qu'il utilise lui-même pour communiquer avec ses employés.

(3) S'il est d'avis que la protection de la vie privée et la sécurité des employés ne peuvent être assurées autrement, le Conseil peut :

a) soit fournir à tout employé l'occasion de refuser la transmission de son nom et de son adresse au représentant du syndicat qu'il autorise et, en l'absence d'un tel refus, transmettre au représentant ces renseignements;

Teneur de l'ordonnance

Communications avec les travailleurs à distance

Teneur de l'ordonnance

Transmission du Conseil

(b) transmit the information that the union wishes to communicate to the employees in the manner it considers appropriate.

Protection of names and addresses

(4) The names and addresses of employees provided under subsection (1) shall not be used unless it is for a purpose consistent with this section.

1998, c. 26, s. 50.

Access to Financial Statements

Financial statement of trade union and employers' organization 110. (1) Every trade union and every employers' organization shall, forthwith on the request of any of its members, provide the member, free of charge, with a copy of a financial statement of its affairs to the end of the last fiscal year, certified to be a true copy by its president and treasurer or by its president and any other officer responsible for the handling and administration of its funds.

Idem

(2) Any financial statement provided under subsection (1) shall contain information in sufficient detail to disclose accurately the financial condition and operations of the trade union or employers' organization for the fiscal year for which it was prepared.

Complaint to Board where failure to provide financial statement

(3) The Board, on the complaint of any member of a trade union or employers' organization that it has failed to comply with subsection (1), may make an order requiring the trade union or employers' organization to file with the Board, within the time set out in the order, a statement in such form and with such particulars as the Board may determine.

Order of the Board (4) The Board may make an order requiring a trade union or employers' organization to provide a copy of a statement filed under subsection (3) to such members of the trade union or employers' organization as the Board in its discretion directs.

1977-78, c. 27, s. 70.

Regulations

Regulations

- 111. The Governor in Council may make regulations
 - (a) prescribing to or by whom and in what manner any notice, request or report that may be given or made to or received by the Minister shall be given, made or received;
 - (b) prescribing in what form and manner any notice or report that is authorized or required to be given or sent by the Minister, a conciliation commissioner, a conciliation board or an Indus-

- b) soit transmettre les renseignements que le syndicat désire communiquer aux employés de la manière qu'il juge indiquée.
- (4) Les noms et adresses des employés remis en vertu du paragraphe (1) ne peuvent être utilisés qu'à des fins justifiées par le présent article.

1998, ch. 26, art. 50.

Communication des états financiers

110. (1) Les syndicats et les organisations patronales sont tenus, sur demande d'un de leurs adhérents, de fournir gratuitement à celui-ci une copie de leurs états financiers à la date de clôture du dernier exercice, certifiée conforme par le président ainsi que par le trésorier ou tout autre dirigeant chargé de l'administration et de la gestion de leurs finances.

États financiers d'un syndicat et d'une organisation patronale

Protection des

noms et adres-

(2) Les états financiers doivent être suffisamment détaillés pour donner une image fidèle des opérations et de la situation financières du syndicat ou de l'organisation patronale.

Teneur

(3) Saisi d'une plainte d'un adhérent accusant son syndicat ou son organisation patronale d'avoir violé le paragraphe (1), le Conseil peut, par ordonnance, enjoindre au syndicat ou à l'organisation patronale de lui transmettre des états financiers, dans le délai et en la forme qu'il fixe. Plainte

(4) Le Conseil peut en outre rendre une ordonnance enjoignant au syndicat ou à l'organisation patronale de fournir une copie des états financiers qui lui ont été transmis aux termes du paragraphe (3) à ceux de ses adhérents qu'il désigne.

1977-78, ch. 27, art. 70; 1980-81-82-83, ch. 47, art. 53; 1984, ch. 40, art. 79.

Règlements

111. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

Ordonnance

- a) préciser à qui et par qui les avis, demandes, requêtes ou rapports destinés au ministre peuvent être donnés ou présentés et fixer les modalités selon lesquelles ils doivent l'être ou être reçus par le ministre;
- b) déterminer la forme et les modalités de transmission des avis ou rapports du ministre, d'un commissaire-conciliateur, d'une commission de

- trial Inquiry Commission shall be given or sent and what shall constitute sufficient service of such notice or report on the person to whom it is given or sent;
- (c) designating, with respect to any notice or request authorized or required to be given or sent by the Minister, the officer who may give or send the notice or request on behalf of the Minister:
- (d) prescribing the form and content of a notice to commence collective bargaining:
- (e) prescribing the form and content of a notice under section 71 and prescribing any additional information that is to be furnished with such a notice:
- (f) prescribing the form and content of a notice under section 87.2 and prescribing any additional information that is to be furnished with such a notice:
- (g) and (h) [Repealed, 1998, c. 26, s. 51]
- (i) prescribing the form and content of any written request to the Minister under subsection 57(2) or (4) and prescribing any additional information that is to be furnished with such a request;
- (i) prescribing the manner in which and the time within which a copy of an order or decision referred to in section 59 shall be filed with the Minister:
- (k) prescribing the circumstances in which copies of orders and decisions filed with the Minister pursuant to section 59 may be examined by members of the public and the fees, if any, to be charged for providing copies thereof; and
- (l) prescribing the manner in which a report of a conciliation commissioner or a conciliation board may be released by the Minister to the parties to a dispute pursuant to paragraph 77(a).

R.S., 1985, c. L-2, s. 111; 1998, c. 26, s. 51.

111.1 The Minister may delegate to the head of the Federal Mediation and Conciliation Service his or her powers of appointment under this Act.

1998, c. 26, s. 52.

Delegation

- conciliation ou d'une commission d'enquête sur les relations du travail et préciser la formalité qui aura valeur de signification suffisante de ces avis ou rapports à leurs destinataires;
- c) désigner le fonctionnaire habilité à donner ou transmettre au nom du ministre tel avis ou telle demande qui relèvent de celui-ci;
- d) prescrire la forme et la teneur de l'avis de négociation collective:
- e) déterminer la forme et le contenu de l'avis prévu à l'article 71 et préciser les renseignements supplémentaires à fournir à ce propos;
- f) déterminer la forme et le contenu du préavis prévu à l'article 87.2 et préciser les renseignements supplémentaires à fournir à ce propos;
- g) et h) [Abrogés, 1998, ch. 26, art. 51]
- i) déterminer la forme et le contenu des demandes prévues aux paragraphes 57(2) ou (4) et préciser tous renseignements supplémentaires à fournir à ce propos;
- j) fixer les modalités de dépôt auprès du ministre d'une copie des ordonnances ou décisions visées à l'article 59, notamment en ce qui concerne les délais:
- k) préciser les cas dans lesquels le public peut consulter les copies des ordonnances et décisions transmises au ministre en application de l'article 59, et fixer les éventuels droits à payer pour leur reproduction;
- l) prévoir les modalités d'application de l'alinéa 77a).

L.R. (1985), ch. L-2, art. 111; 1998, ch. 26, art. 51.

111.1 Le ministre peut déléguer au chef du Service fédéral de médiation et de conciliation les pouvoirs de nomination que lui confère la présente loi.

1998, ch. 26, art. 52.

Délégation

Prenve

Part I

Miscellaneous

Documents as

112. (1) Any document purporting to contain or to be a copy of any order or decision of the Board and purporting to be signed by a member of the Board is admissible in any court in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and without further proof thereof.

Certificate of Minister is evidence (2) A certificate purporting to be signed by the Minister or an official of the Federal Mediation and Conciliation Service stating that a report, request or notice was or was not received or given by the Minister pursuant to this Part and, if so received or given, stating the date on which it was so received or given, is admissible in any court in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate and without further proof thereof.

R.S., 1985, c. L-2, s. 112; 1998, c. 26, s. 53.

Late report not invalid

113. The failure of a conciliation officer, conciliation commissioner or conciliation board to report to the Minister within a period limited by this Part does not invalidate the proceeding or terminate the authority of the conciliation officer, conciliation commissioner or conciliation board.

1972, c. 18, s. 1.

Defect in form or irregularity

114. No proceeding under this Part is invalid by reason only of a defect in form or a technical irregularity.

1972, c. 18, s. 1.

Collective agreement to be filed

115. Each party to a collective agreement shall, forthwith on its execution, file one copy of the collective agreement with the Minister.

1972, c. 18, s. 1.

Remuneration and expenses

116. The members of an Industrial Inquiry Commission, the members of a conciliation board and every person not employed in the public service of Canada who acts as a conciliation officer or conciliation commissioner or who functions under this Part in any other capacity at the request of the Minister, except as an arbitrator or arbitration board chairperson, shall be paid such remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council by regulation or by order.

R.S., 1985, c. L-2, s. 116; 1998, c. 26, s. 59(E).

Dispositions diverses

112. (1) Tout document censé contenir ou constituer une copie d'une ordonnance ou d'une décision du Conseil et être signé par un membre de celui-ci est admissible comme preuve en justice sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire, ni de présenter d'autres éléments de preuve.

Certificat du ministre

(2) Le certificat censé signé par le ministre ou un fonctionnaire du Service fédéral de médiation et de conciliation et attestant la réception ou la transmission — avec la date —, ou au contraire la non-réception ou la non-transmission, par le ministre des rapports, demandes, requêtes ou avis prévus par la présente partie est admissible comme preuve en justice sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire, ni de présenter d'autres éléments de preuve.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 112; 1998, ch. 26, art. 53.

113. Le fait, de la part d'un conciliateur, d'un commissaire-conciliateur ou d'une commission de conciliation, de ne pas faire rapport au ministre dans le délai fixé par la présente partie n'a pas pour effet d'invalider la procédure en cause ni de mettre fin à son mandat.

1972, ch. 18, art. 1.

114. Les procédures prévues par la présente partie ne sont pas susceptibles d'invalidation pour vice de forme ou de procédure.

ou de procédure

1972, ch. 18, art. 1.

115. Les parties à une convention collective sont tenues, dès la signature de celle-ci, d'en déposer une copie auprès du ministre.

1972, ch. 18, art. 1.

116. Les membres d'une commission d'enquête sur les relations du travail ou d'une commission de conciliation, ainsi que les personnes choisies par le ministre en dehors de l'administration publique fédérale pour exercer les attributions prévues par la présente partie, à l'exception de celles d'arbitre ou de président d'un conseil d'arbitrage, reçoivent la rémunération et les indemnités fixées par règlement ou décret du gouverneur en conseil.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 116; 1998, ch. 26, art. 59(A).

Retard

Vice de forme

Dépôt des conventions collectives

Rémunération et indemnités Persons deemed not to be employed in Public Service **117.** Unless the Governor in Council otherwise orders in a case or class of cases, a person appointed under this Part shall be deemed not to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

1972, c. 18, s. 1.

Witness fees and expenses a conciliation board, a conciliation commissioner or an Industrial Inquiry Commission to attend as a witness in any proceeding taken under this Part, and who so attends, is entitled to be paid an allowance for expenses and a witness fee, determined in accordance with the scale for the time being in force with respect to witnesses in civil suits in the superior court of the province in which the proceeding is being taken.

1972, c. 18, s. 1.

Member of Board, conciliation board, etc., not required to give evidence 119. No member of the Board or a conciliation board, conciliation officer, conciliation commissioner, officer or employee employed by the Board or in the public service of Canada or person appointed by the Board or the Minister under this Part shall be required to give evidence in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the discharge of their duties under this Part.

R.S., 1985, c. L-2, s. 119; 1999, c. 31, s. 162(E).

No disclosure

- 119.1 For greater certainty, the following may not be disclosed without the consent of the person who made them:
 - (a) notes or draft orders or decisions of the Board or any of its members, or of an arbitrator or arbitration board chairperson appointed by the Minister under this Part; and
 - (b) notes or draft reports of persons appointed by the Minister under this Part to assist in resolving disputes or differences, or of persons authorized or designated by the Board to assist in resolving complaints or issues in dispute before the Board.

1998, c. 26, s. 54.

117. Sauf décision contraire du gouverneur en conseil dans un cas ou une catégorie de cas, les personnes nommées en vertu de la présente partie sont réputées ne pas faire partie de la fonction publique pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique.

1972, ch. 18, art. 1.

118. Il est alloué à tout témoin qui se rend à la convocation du Conseil, d'une commission de conciliation, d'un commissaire-conciliateur ou d'une commission d'enquête sur les relations du travail, dans le cadre des procédures dont ces autorités sont saisies aux termes de la présente partie, la rétribution et les indemnités en vigueur pour les témoins en matière civile à la cour supérieure de la province où se déroulent les procédures.

1972, ch. 18, art. 1.

119. Les membres du Conseil ou d'une commission de conciliation, les conciliateurs, les commissaires-conciliateurs, les fonctionnaires ou autres personnes employés par le Conseil ou faisant partie de l'administration publique fédérale, ainsi que toutes les personnes nommées par le Conseil ou le ministre aux termes de la présente partie, ne sont pas tenus de déposer dans une action — ou toute autre procédure — au civil, relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente partie.

L.R. (1985), ch. L-2, art. 119; 1999, ch. 31, art. 162(A).

119.1 Il est entendu que les documents ci-après ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur :

a) les notes, les avant-projets d'ordonnance ou de décision du Conseil ou d'un de ses membres, ou d'un arbitre ou d'un président de conseil d'arbitrage nommés par le ministre en vertu de la présente partie;

b) les notes ou les avant-projets de rapports de personnes nommées par le ministre en vertu de la présente partie pour aider au règlement de désaccords ou des différends, ou de personnes autorisées ou désignées par le Conseil pour aider à régler des plaintes ou des questions en litige devant le Conseil.

1998, ch. 26, art. 54.

Exclusion de la fonction publique

Indemnités des

Dépositions en

Non-communi-

Part I

Arrangements with Provinces

Where uniform provincial legislation **120.** (1) Where this Part and legislation enacted by the legislature of a province are substantially uniform, the Minister may, on behalf of the Government of Canada, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of the province to provide for the administration of the legislation of the province by officers and employees employed in the public service of Canada.

Agreement for administration by Canada

- (2) An agreement made pursuant to subsection (1) in respect of the administration of any legislation of a province may provide
 - (a) for the administration by Canada of the legislation of the province with respect to any particular work, undertaking or business;
 - (b) that the Minister may, on behalf of the province, exercise the powers conferred or perform the duties imposed under the legislation of the province;
 - (c) that the members of the Board, or officers and employees employed in the public service of Canada, may exercise the powers conferred or perform the duties imposed under the legislation of the province; and
 - (d) for payment by the government of the province to the Government of Canada for expenses incurred by the Government of Canada in the administration of the legislation of the province.
- (3) Where an agreement has been entered into between the Government of Canada and the government of a province in respect of any legislation of the province, the Minister, the members of the Board and any officers or employees employed in the public service of Canada may, if the legislation so provides and the Governor in Council so orders, exercise the powers and perform the duties specified in the legislation or agreement.

1972, c. 18, s. 1.

Annual Reports

Annual report of Board

Where powers

conferred by

provincial legislation

or duties

121. (1) The Board shall, on or before January 31 next following the end of each fiscal year, submit to the Minister a report on the activities of the Board during the immediately preceding fiscal year and the Minister shall cause the report to be laid before Parliament within fifteen days after the receipt thereof or, if Parliament is not then sitting,

Accords avec les provinces

120. (1) Le ministre peut, au nom du gouvernement fédéral et avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement d'une province ayant sensiblement la même législation que la présente partie un accord prévoyant la mise en oeuvre de cette législation par les fonctionnaires ou autres personnes faisant partie de l'administration publique fédérale.

Délégation

(2) L'accord visé au paragraphe (1) peut prévoir : Teneur de

- a) la mise en oeuvre, par le gouvernement fédéral, de la législation provinciale à l'égard d'entreprises, ouvrages ou secteurs d'activités déterminés;
- b) la délégation au ministre des pouvoirs ou fonctions attribués aux termes de la législation provinciale;
- c) la délégation aux membres du Conseil, ou à des fonctionnaires ou autres personnes faisant partie de l'administration publique fédérale, de pouvoirs ou fonctions prévus dans la législation provinciale;
- d) l'indemnisation du gouvernement fédéral, par celui de la province, des frais engagés pour la mise en oeuvre de la législation provinciale.
- (3) En cas de conclusion de l'accord visé au paragraphe (1), le ministre, les membres du Conseil et les fonctionnaires ou autres personnes faisant partie de l'administration publique fédérale peuvent, si le gouverneur en conseil l'ordonne et si la législation provinciale le prévoit, exercer les pouvoirs et fonctions prévus dans la législation ou l'accord.

1972, ch. 18, art. 1.

Rapports annuels

121. (1) Au plus tard le 31 janvier qui suit la fin de chaque exercice, le Conseil présente au ministre son rapport d'activité pour l'exercice précédent. Ce demier le fait déposer devant le Parlement dans les quinze jours suivant sa réception ou, si le Parlement ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre.

Rapport annuel du Conseil

Pouvoirs ou

conférés par la

fonctions

législation

provinciale

on any of the first fifteen days next thereafter that either House of Parliament is sitting.

(2) [Repealed, 1996, c. 11, s. 65]

R.S., 1985, c. L-2, s. 121; 1996, c. 11, s. 65.

Application of Provincial Laws

Provincial Crown corporations 121.1 The Governor in Council may by regulation direct that this Part applies in respect of any employment, or any class or classes of employment, on or in connection with a work or undertaking set out in the regulation that is, or is part of, a corporation that is an agent of Her Majesty in right of a province and whose activities are regulated, in whole or in part, pursuant to the *Nuclear Safety and Control Act*.

1996, c. 12, s. 1; 1997, c. 9, s. 125.

Exclusion from application

121.2 (1) The Governor in Council may by regulation exclude, in whole or in part, from the application of any of the provisions of this Part any employment, or any class or classes of employment, on or in connection with a work or undertaking set out in the regulation whose activities are regulated, in whole or in part, pursuant to the *Nuclear Safety and Control Act*.

Regulations

(2) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council may make regulations respecting any matter relating to industrial relations, including the prevention of a work stoppage or the continuation or resumption of operations, in relation to employment that is subject to a regulation made pursuant to subsection (1).

Incorporation of provincial law

(3) A regulation made under subsection (2) incorporating by reference, in whole or in part, an Act of the legislature of a province or an instrument made under such an Act may incorporate the Act or instrument as amended to a certain date or from time to time.

Application of regulation

- (4) A regulation made under subsection (2) may apply
 - (a) generally, with respect to all employment that is subject to a regulation made pursuant to subsection (1); or
 - (b) to any class or classes of employment that are subject to a regulation made pursuant to subsection (1).

Administration and enforcement (5) A regulation made under subsection (2) incorporating an Act or instrument shall, after consultation by the Minister with the appropriate (2) [Abrogé, 1996, ch. 11, art. 65] L.R. (1985), ch. L-2, art. 121; 1996, ch. 11, art. 65.

Application de lois provinciales

121.1 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, assujettir à l'application de la présente partie l'emploi — ou des catégories d'emploi — dans le cadre des ouvrages ou entreprises désignés par lui qui sont des personnes morales mandataires de Sa Majesté du chef d'une province ou sont associés à une telle personne et dont les activités sont, en tout ou en partie, régies par la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires.

1996, ch. 12, art. 1; 1997, ch. 9, art. 125.

121.2 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire, en tout ou en partie, à l'application de toute disposition de la présente partie l'emploi — ou des catégories d'emploi — dans le cadre des ouvrages ou entreprises désignés par lui dont les activités sont, en tout ou en partie, régies par la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires.

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, prendre des règlements sur toute question relative aux relations du travail, y compris la prévention des arrêts de travail ou la continuité ou la reprise des opérations, et relatifs à l'emploi visé par un règlement pris en vertu du paragraphe (1).

(3) Le règlement pris en vertu du paragraphe (2) qui incorpore par renvoi tout ou partie d'un texte — loi ou texte d'application de celle-ci — provincial peut prévoir que celui-ci est incorporé soit avec ses modifications successives jusqu'à une date donnée, soit avec toutes ses modifications successives.

(4) Le règlement pris en vertu du paragraphe (2) peut s'appliquer :

- a) soit, d'une façon générale, à l'emploi visé par un règlement pris en vertu du paragraphe (1);
- b) soit à une ou plusieurs catégories d'emploi visé par un règlement pris en vertu du paragraphe (1).

(5) Le règlement pris en vertu du paragraphe (2) qui incorpore le texte est, après consultation par le ministre du ministre provincial intéressé, mis en

Sociétés d'État provinciales

Exclusion

Règlements

Incorporation d'un texte provincial

Champ d'application

Application

provincial minister, be administered and enforced by the person or authority that is responsible for the administration and enforcement of the Act or instrument

Offence and penalty

(6) Subject to subsection (7), every person who contravenes a regulation made under subsection (2) by contravening a provision of an Act of the legislature of a province that, or an instrument made under such an Act that, is incorporated by the regulation is guilty of an offence against this Act and liable to the same punishment as is imposed by or under an Act of that legislature for the contravention of that provision.

Defence

- (7) No person may be convicted of an offence or subjected to a punishment for a contravention described in subsection (6) unless it is proved that, at the time of the alleged contravention.
 - (a) the incorporated Act or instrument was reasonably accessible to the person;
 - (b) reasonable steps had been taken to ensure that the incorporated Act or instrument was accessible to persons likely to be affected by the regulation; or
 - (c) the incorporated Act or instrument had been published in the official gazette of the province or as otherwise authorized by the legislature of the province.

Procedure

(8) The prosecution of a contravention described in subsection (6) shall be commenced by the attorney general of the province in which the offence was committed.

1996, c. 12, s. 1; 1997, c. 9, s. 125,

Non-applica-tion of Statutory Instruments Act

121.3 Subsection 5(1) of the Statutory Instruments Act does not apply to a regulation made pursuant to section 121.1 or 121.2.

1996, c. 12, s. 1.

Definition of 'regulation'

121.4 (1) In this section, "regulation" means a regulation made under subsection 121.2(2).

Bargaining agents

(2) A bargaining agent that represents a bargaining unit immediately before the time when a regulation is made to which the employees in the bargaining unit are subject continues, at that time, to represent the bargaining unit for the purposes of the application of the regulation.

application par la personne ou l'autorité qui est responsable de l'application du texte.

(6) Sous réserve du paragraphe (7), quiconque enfreint un règlement pris en vertu du paragraphe (2) en violant une disposition du texte incorporé commet une infraction à la présente loi et encourt, le cas échéant, la peine prévue par les lois de la province en cas d'infraction à la disposition.

Infraction et peine

(7) Nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction définie au paragraphe (6) à moins qu'il ne soit prouvé que, au moment du fait reproché, soit le contrevenant avait facilement accès au texte incorporé, soit des mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés puissent avoir accès à ce texte ou soit celui-ci avait été publié dans le journal officiel de la province ou de toute autre façon autorisée par la législature de cette province. Défense

(8) Les poursuites relatives à l'infraction définie au paragraphe (6) sont intentées par le procureur général de la province où l'infraction est commise. 1996, ch. 12, art. 1; 1997, ch. 9, art. 125.

> Loi sur les textes réglementaires

Procédure

121.3 Sont soustraits à l'application du paragraphe 5(1) de la Loi sur les textes réglementaires les règlements pris en vertu des articles 121.1 ou 121.2.

1996, ch. 12, art. 1.

121.4 (1) Au présent article, « règlement » s'entend d'un règlement pris en vertu du paragraphe 121.2(2).

« règlement »

Définition de

(2) L'agent négociateur qui représentait une unité de négociation lors de la prise d'un règlement applicable aux employés qui la composent continue à la représenter pour l'application du règlement.

Collective agreements continued

(3) Every collective agreement that is in force immediately before the time when a regulation is made that applies to employees who are subject to the collective agreement continues in force, at that time, under the regulation until its term expires.

Notice to bargain

(4) A notice to bargain given under this Part is deemed, at the time when a regulation is made to which the employees who are affected by the notice to bargain are subject, to have been given pursuant to the regulation on the day on which it was given.

Acquired rights, etc.

(5) Any rights, privileges or duties acquired under this Part by the bargaining unit, bargaining agent, employer or employees before the time when a regulation is made are deemed to have been acquired pursuant to the regulation on the day on which they were acquired.

Decisions

(6) A person or authority that, under an Act of the legislature of a province, is competent to decide a matter that is contemplated by this section in relation to a provision of an Act of the legislature of a province or an instrument made under such an Act may, on application by the employer or bargaining agent or, where the person or authority considers it appropriate, an employee, decide any matter that is contemplated by this section in relation to a regulation incorporating that provision.

1996, c. 12, s. 1.

Regulations

121.5 Notwithstanding section 121.4, the Governor in Council may make regulations respecting any matter referred to in that section in relation to a regulation made under subsection 121.2(2).

1996, c. 12, s. 1.

- (3) La convention collective en vigueur lors de la prise d'un règlement applicable aux employés qu'elle régit continue d'être en vigueur sous le régime du règlement jusqu'à la date prévue pour son expiration.
- (4) L'avis de négociation collective donné au titre de la présente partie est réputé, à compter de la prise du règlement applicable aux employés touchés par l'avis, avoir été donné au titre du règlement à la date où il a effectivement été donné.
- (5) Les droits, avantages ou obligations acquis au titre de la présente partie par l'unité de négociation, l'agent négociateur, l'employeur ou les employés avant la prise du règlement sont réputés avoir été acquis au titre du règlement à la date de leur acquisition.
- (6) La personne ou l'autorité compétente aux termes d'une loi provinciale pour trancher une question relevant du présent article relativement à une disposition d'un texte provincial peut, à la demande de l'employeur, de l'agent négociateur ou, lorsqu'elle l'estime indiqué, d'un employé, trancher toute question relevant du présent article relativement au règlement qui incorpore la disposition.

1996, ch. 12, art. 1.

121.5 Par dérogation à l'article 121.4, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements sur toute question visant cet article relativement au règlement pris en vertu du paragraphe 121.2(2).

1996, ch. 12, art. 1.

Continuation des conventions collectives

Avis de négociation collective

Transfert des droits et obligations

Questions en suspens

Règlements